

Au printemps de chaque année, Le Quotidien du Saguenay-Lac-Saint-Jean fait le point sur l'activité économique de la région. Et 1978 sera marquée surtout par l'ouverture de l'usine de la Donohue Ltée à Saint-Félicien et le début des travaux de construction de l'aluminerie de La Baie. L'aluminium et les pâtes et papier demeurent les grands secteurs d'activité économique de la région. S'ajoutent bien sûr les mines, l'agriculture, la construction etc. Ce cinquième cahier économique fait donc un tour d'horizon sur une région qui continue à tirer son épingle du jeu dans un domaine aussi fragile et difficile qu'est le développement industriel et commercial.

**LE QUOTIDIEN**  
DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

1978

L'ÉCONOMIE

## Sur le plan économique

# La région se tire bien d'affaire en 1978

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean est l'une des régions du pays qui éprouvent le moins d'ennuis sur le plan économique. Cela tient de différents facteurs.

Ainsi, la région est actuellement le théâtre des principaux développements industriels dans la province de Québec. A Saint-Félicien, se poursuivent les travaux de construction de l'usine de pâte kraft blanche. C'est un projet exigeant des investissements se chiffrant par \$298 millions.

A La Baie, la compagnie Alcan entreprendra, dans les jours qui viennent, la mise en chantier de sa troisième aluminerie au Saguenay-Lac-Saint-Jean. D'ici à la fin de 1978 uniquement, Alcan entend consacrer \$60 millions dans ce projet qui permettra d'augmenter de 63,000 tonnes par année, la capacité de production de l'entreprise, à compter de 1981.

La même société privée se prépare à mettre en branle un vaste programme de réaménagement de ses installations existantes dans la région. Cependant, il ne faut pas s'attendre à ce que l'avènement de l'aluminerie de La Baie et la réalisation du programme de modernisation des usines actuelles, contribuent à augmenter sensiblement le nombre d'emplois disponibles à l'heure présente dans cette industrie. Les autorités de l'Alcan avouent, en effet, que le nombre d'employés dans la région ne sera guère plus élevé qu'aujourd'hui, lorsque tous ces projets seront matérialisés, à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle.

Le développement et la rénovation de l'Alcan sont néanmoins très rassurants pour la région qui fonde une part importante de sa prospérité sur l'industrie de l'aluminium. Ce milliard de dollars que prévoit investir la compagnie au cours des 15 ou 20 prochaines années garantit au moins le maintien du présent niveau d'emploi.

Par ailleurs, on peut anticiper, au cours de cette période de transformation majeure de la physiologie de l'industrie de l'aluminium, sur le plan régional, l'implantation d'un premier réseau manufacturier gravitant autour de l'Alcan. Témoin, il est question depuis plusieurs mois déjà de l'établissement d'une usine produisant des pièces d'automobiles. Selon les dirigeants de l'Alcan, ce dossier viendra à maturité en septembre prochain.

### Stabilité de l'emploi

Encore là, cependant, il s'agit de ne pas s'illusionner sur le nombre d'emplois industriels additionnels pouvant être créés. L'usage de la technologie moderne et de ses automates efficaces réduit souvent au strict minimum le recours au travailleur. Et quand ces nouvelles usines requièrent du personnel, il faut nécessairement faire appel à des ouvriers spécialisés, pour la majorité, cela se comprend. Alors, même si l'on parvient à transformer une quantité de plus en plus grande d'aluminium sur place en produits semi-finis ou mieux, prêts à livrer sur les marchés de consommation, cela ne signifiera pas que l'on aura majoré pour la peine le nombre de débouchés pour la main-d'œuvre disponible au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

En d'autres termes, ce ne sont pas nécessairement de futures usines de transformation se greffant à l'Alcan qui apporteront la solution miracle au taux de chômage élevé qui frappe la région comme une foule d'autres coins du Canada, actuellement. On peut citer en exemple le cas des usines Saguenay et Lapointe à Arvida. Les installations industrielles hautement mécanisées du groupe Alcan n'ont finalement procuré que quelques dizaines d'emplois supplémentaires.

Reste que la demande croissante de l'aluminium dans le monde entier, associée au coût de plus en plus prohibitif de l'énergie pour la quasi-totalité des producteurs de ce métal, et au fait que l'Alcan puisse toujours se procurer

des kilowatts à un prix raisonnable, comparativement à ses concurrents, est grandement bénéfique pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Des spécialistes, notamment M. Nathanael V. Davis, président du conseil d'administration d'Alcan Aluminium Ltée, font toutefois preuve d'un optimisme modéré quant à l'avenir. En 1928, année où fut constituée l'Alcan, la consommation mondiale d'aluminium de première fusion se chiffrait par 275,000 tonnes. Cette année, la consommation de ce métal devrait atteindre treize millions de tonnes, ce qui représente un taux de croissance de huit pour cent par année!

Se basant sur les données du service de recherche commerciale de sa compagnie, M. Davis prévoit que la demande mondiale d'aluminium de première fusion devrait s'accroître de cinq pour cent par année au cours de la prochaine décennie, et ce, dans la mesure où la conjoncture internationale reste raisonnablement stable. Pour expliquer que la demande mondiale d'aluminium de première fusion risque de ralentir quelque peu dans l'avenir, on ajoute que le développement économique au Japon et des autres pays industrialisés d'Amérique du Nord et d'Europe, s'annonce plus lent; que plusieurs pays en voie de développement traversent des difficultés graves; et que les progrès accomplis dans le domaine du recyclage de l'aluminium contribueront de plus en plus à réduire les achats de métal de première fusion.

En supposant que la demande d'aluminium de première fusion progresse de cinq pour cent par année, suivant les prévisions, l'industrie devra tout de même trouver les moyens de financer des projets onéreux évalués quelquefois à \$4 milliards par année pour satisfaire ces nouveaux besoins.

L'Alcan devient cinquantenaire cette année, mais l'aluminium n'a pas vieilli, loin de là. Voici ce que disait aux actionnaires, M. David M. Culver, président d'Alcan, le 16 mars dernier: "L'aluminium a, en effet, la faculté de rendre plus léger tout ce qui doit être mis en marche, déplacé, ou arrêté; il conserve la chaleur à l'intérieur en hiver et à l'extérieur en été, etc. Lorsque plusieurs matériaux sont en concurrence, l'aluminium ne l'emporte peut-être pas sur tout, mais sa souplesse d'utilisation lui assure de plus en plus de chances de satisfaire aux besoins de notre époque".

En somme, l'aluminium est promu à un avenir encore plus brillant qu'autrefois, et c'est tout à l'avantage d'une région comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui demeure le cœur de cette industrie au Canada et même dans le monde entier.

### Elle remonte la pente

L'industrie des pâtes et papiers et des produits connexes, dont les matériaux de construction, est évidemment l'autre colosse de l'économie régionale. En incluant les ouvriers de la forêt, cette industrie emploie un groupe fort imposant de travailleurs au Saguenay-Lac-Saint-Jean et a un rayonnement supérieur à l'aluminium dans la région.

Sans être en aussi bonne posture que l'industrie de l'aluminium, les producteurs de papier journal, en particulier, ont vu leur situation s'améliorer passablement au cours des derniers mois, en raison de la vigueur du marché, bien entendu. Par exemple, la compagnie Price Limitée, qui demeure la plus importante entreprise du genre dans la région, a réalisé un chiffre d'affaires excédant \$383 millions en 1977, soit une amélioration de \$43 millions environ sur 1976. Et en même temps, les profits nets passaient de \$3,6 millions à \$15,1 millions, ou \$1.50 par action ordinaire en 1977, par rapport à 35 cents l'année précédente.

Incidentement, la compagnie Price se révèle celle qui investit le plus cette année dans

ses installations de production. Les dépenses en immobilisations prévues pour 1978 chez Price s'élèvent à \$32 millions, soit \$10 millions de plus qu'en 1977, pour l'ensemble de l'entreprise. La portion principale de programme d'investissement est réservée à la première phase d'une transformation complète de la papeterie Kénogami, en vue de la production de papiers non couchés à base de pâte mécanique. L'autre investissement majeur pour Price en 1978 est la construction d'un système d'épuration de pâte mécanique à Chandler, Gaspésie.

Par ailleurs, un important programme de modernisation s'est déroulé au cours des dernières années à l'usine de la Consolidated-Bathurst, à La Baie, laquelle a ainsi augmenté sa capacité de production et son efficacité générale. Comme on le sait, Price, Domtar et Consolidated-Bathurst, qui produisent toutes du papier journal dans la région, exploitent aussi des scieries sur le territoire. Or, grâce au marché américain, la situation des matériaux de construction s'est nettement améliorée récemment. Voilà un autre élément qui favorise l'économie de la région actuellement.

### La Baie James dépanne

En outre, les grands travaux de \$16 milliards en cours sur le territoire de la Baie James ont des retombées valables pour toute la région. Ceci est particulièrement vrai pour le secteur de Chibougamau-Chapais. A Chibougamau, principalement, la situation est demeurée critique pour la main-d'œuvre depuis 1975, vu l'affaissement prolongé des prix du cuivre, ce qui a causé une impressionnante réduction de la production dans les mines. Heureusement, les grands chantiers de la Baie James se sont avérés une véritable planche de salut pour plusieurs travailleurs de Chibougamau qui avaient perdu leur gagne-pain, à cause de la crise dans l'industrie minière.

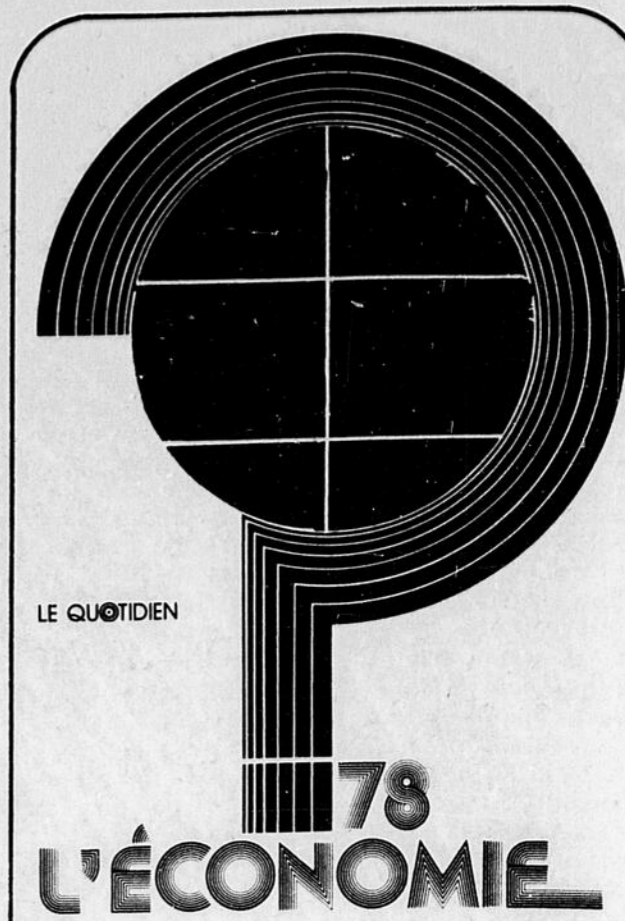
Contrairement à l'an dernier, la région n'assiste pas à des développements spectaculaires de ses services commerciaux en 1978.

Mais, diverses sociétés publiques et privées entreprendront sous peu la réalisation de projets d'envergure. Ainsi, dans le parc industriel du Haut-Saguenay, à Chicoutimi, l'Hydro-Québec s'apprête à commencer la construction de son centre régional au coût de \$7,3 millions. Eventuellement, 500 employés de l'entreprise publique se retrouveront à cet endroit. La populaire chaîne de restaurants McDonald érige actuellement sa première succursale sur le boulevard Talbot, à Chicoutimi. Le Progrès du Saguenay Ltée, éditeur du Quotidien et du Progrès-Dimanche, mettra bientôt en chantier son projet d'édifice dans le même secteur. Pendant ce temps, la Fédération des Caisses d'entraide économique du Québec confirme son enracinement régional, en investissant plusieurs millions pour un siège social à Alma.

Ces projets et d'autres, combinés aux programmes d'immobilisations majeures comme ceux de Donohue-Saint-Félicien, d'Alcan et de Price, font que l'industrie du bâtiment n'est pas appelée à devenir inactive dans la région en 1978, en dépit du déclin de la construction domiciliaire. Les investissements des gouvernements dans la région restent gravement insuffisants, tant sur le plan de la modernisation du réseau routier qu'à d'autres niveaux, dont la protection de l'environnement, le réseau hôtelier est incomplet, les revenus per capita demeurent faibles, et l'économie régionale présente d'autres lacunes.

N'empêche que le Saguenay-Lac-Saint-Jean s'en tire mieux que la plupart des autres régions du pays cette année!

Gabriel BERBERI



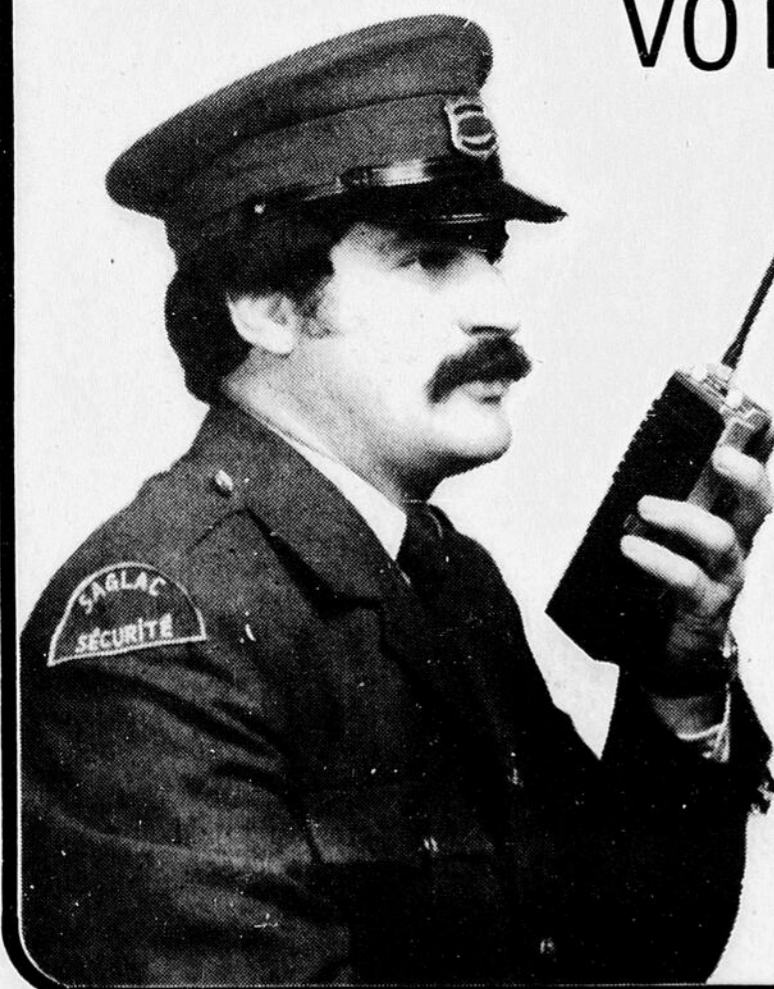
Notre maquettiste Bernard Gagné qui a signé la présentation de la première page a placé à l'intérieur de son point d'interrogation les grands projets et industries qui marquent la vie économique de la région. Les photos fournies par SECAL et Robert Boyd, de Sécurité Saglac Inc. représentent: la mine Niobec, de Saint-Honoré, l'Aluminerie d'Arvida, les installations portuaires de La Baie, l'usine de la Donohue Ltée à Saint-Félicien et les maquettes du complexe de l'Entraide à Alma et de l'Aluminerie de La Baie.

La majorité des textes de ce cinquième cahier économique sont signés Gabriel Berberi. Le dossier spécial sur les finances des villes de Jonquières et Chicoutimi est de Claude Fortin et Laval Gagnon.

Ce sont les conseillers publicitaires Carol Morin et Yvon Girard qui ont réalisé la partie publicitaire du cahier dont voici la liste des maisons d'affaires participantes:

Sécurité Saglac Inc.,  
Union Régionale des Caisses Pop  
St-Félicien Diesel Inc.,  
André Cloutier Ltée,  
Association Coopérative Laitière  
du Sag.-Lac-St-Jean,  
Maçonnerie Inc.,  
Toiturex Inc.,  
Pétroles Saguenay,  
Librairie Régionale Inc.,  
Les Industries Proco Ltée,  
Castel,  
Veillette & Deschênes Ltée,  
Chaîne Coopérative du Saguenay,  
RD Electricque,  
Béton préfabriqué du Lac Ltée,  
Hamel Transport Ltée,  
Harvey Transport Ltée,  
H. Roberge Inc.,  
Ville de La Baie,  
Domicilex Inc.,  
Saguenay Oxygène Ltée,  
Niobec Inc.,  
Autocars Jasmin Inc. et  
Autobus Laterrrière Inc.,  
Fédération des Caisses  
d'Entraide Economique,  
Phosalac Ltée,  
Ministère de l'Agriculture du Québec,  
Lépine Inc.,  
Equipement Piedmont Ltée,  
Raoul Blackburn Ltée,  
Conseil régional de Développement du  
Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau,  
Gilles Côté Inc.,  
D. Bourbeau International Ltée,  
Ville de Jonquières,  
Télétag Inc.,  
Caisse d'Etablissement du  
Saguenay-Lac-St-Jean,  
Banque Canadienne Nationale,  
Fenêtres G. Lepage Inc.,  
Alma Mécanic Inc.,  
Donohue St-Félicien Inc.,  
Société d'Expansion Economique du Sag.,  
Ministère Expansion Economique  
régional (M.E.E.R.),  
Compagnie de Fenêtres du Saguenay Inc.

## VOTRE SECURITE, C'EST NOTRE AFFAIRE



C'est notre affaire parce que nous offrons...

- Un service d'agents de sécurité compétents.
- Un service d'alarme feu et vol approuvé par les Laboratoires Underwriters du Canada.
- Un service d'investigations et d'enquêtes.
- Plus de 100 personnes prêtes à vous aider dans vos problèmes de sécurité.

PARLEZ-EN A VOS CLIENTS

Liste de nos clients disponible sur demande.



PROTECTION ASSURÉE  
PAR DES GENS DE CHEZ NOUS  
**SECURITE SAGLAC INC.**

523, chemin St-Thomas  
CHICOUTIMI  
545-9640

820, Tanguay  
ALMA  
TEL.:  
662-2063

# \$3 millions pour améliorer le rendement des centrales énergétiques de la région

Il n'y a pas si longtemps, l'aluminium, en raison de son prix exceptionnellement élevé, était un métal plus précieux que l'or, l'argent et le platine!

En 1855, un chercheur français du nom de Henri Saint-Clair Deville réussit à produire une première pièce de ce métal. L'aluminium fabriqué par Deville et présenté à l'Exposition de Paris cette année-là, coûtait \$545 la livre! Or, Napoléon III, qui anticipait les nombreuses applications de l'aluminium, à des fins militaires surtout, encouragea Deville à intensifier ses recherches.

C'est ainsi qu'un peu plus tard, Deville se révéla en mesure de produire le métal au coût de \$17 la livre. Même à ce prix, toutefois, l'aluminium ne pouvait pas trouver sa place sur le marché. Une trentaine d'années s'écoulèrent et le prix de l'aluminium fut abaissé à \$8 la livre, grâce à l'amélioration des méthodes de production, imputable notamment au chimiste américain Hamilton-Y. Castner. Le métal aux caractéristiques révolutionnaires demeurait néanmoins trop dispendieux. Voilà pourquoi la production annuelle d'aluminium dans le monde, il y a environ un siècle, n'excédait pas 15 tonnes...

Au cours des années qui suivirent, deux hommes de science travaillèrent sans répit afin de mettre au point un procédé plus économique pour la fabrication de l'aluminium. Paul-Louis-Toussaint Héroult, de France, et Charles-Martin Hall, des Etats-Unis, dévoilèrent presque simultanément, en 1886, une formule de production qui fut à l'origine de l'industrie de l'aluminium. Le plus étonnant de l'histoire est que les deux hommes ne se connaissaient pas et ignoraient tout de leurs travaux respectifs.

## Electrolyse

La méthode d'électrolyse, introduite par Héroult et Hall, eut pour effet immédiat de réduire le coût de production de l'aluminium de \$8 à \$2 la livre. Il s'ensuivit une implantation accélérée d'usines. Dès lors, naissait également la concurrence internationale dans la production de l'aluminium et il survint, par conséquent, une chute assez impressionnante des prix sur le marché. Depuis quelques années, toutefois, le prix de l'aluminium est demeuré passablement stable. En 1974, le métal léger se vendait 39 cents la livre sur le marché américain. Et les producteurs du monde libre ont maintenant un objectif à moyen terme de 55 à 60 cents la livre.

## Métal de guerre

Pendant plusieurs années, l'évolution de l'industrie de l'aluminium a été associée de près à la production d'armements. Ainsi, entre 1914 et 1919, période correspondant au premier conflit universel désastreux, la capacité de production du nouveau métal passa de 70,800 à 132,500 tonnes par années dans le monde.

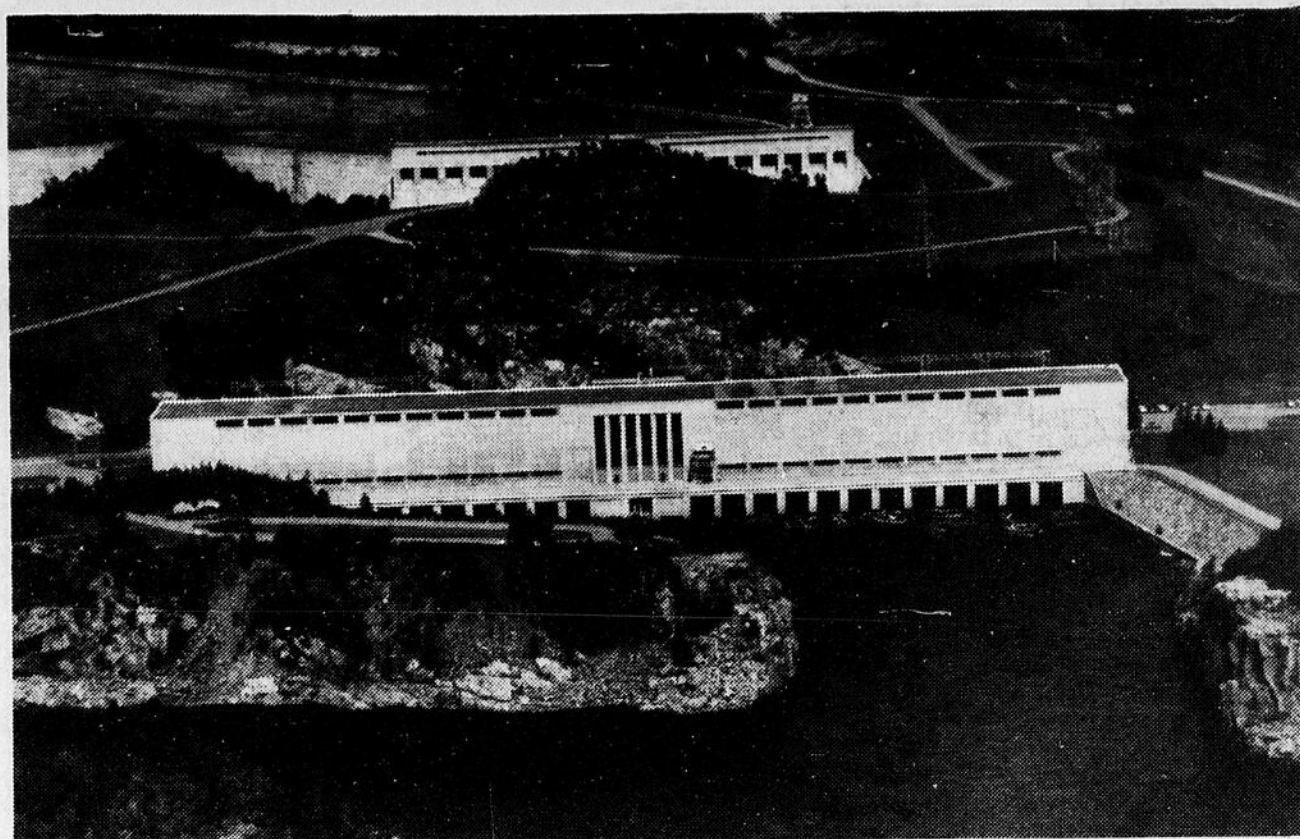
Entre 1939 et 1945, les besoins en armes des principaux pays industrialisés qui participèrent à l'affrontement international encore plus terrible, furent à l'origine

d'une plus grande expansion des alumineries existantes, et de la création de nouvelles installations. En 1939, la capacité mondiale, se chiffrait par 704,000 tonnes par année. Elle atteignit un sommet de 1,950,000 tonnes en 1943!

Une autre phase d'agrandissement et de multiplication des usines d'aluminium sur terre survint, en 1950, avec l'éclatement d'une crise internationale en Corée. A ce moment, on produisait tellement d'aluminium à des fins militaires qu'il fallait se demander sérieusement si l'orientation de l'industrie pouvait être transformée, de manière à servir des marchés de consommation normaux.

La mutation fut cependant réussie en l'espace de quelques années. Aujourd'hui, l'industrie de l'aluminium produit surtout une multitude de biens pour la consommation courante. Ce qui ne l'a pas empêché pour autant de connaître un essor prodigieux, dans l'ensemble, au cours des dernières années, et d'être vouée dans l'avenir à d'autres développements fantastiques, à des fins pacifiques. La flexibilité de l'industrie mondiale de l'aluminium aura donc été démontrée.

En 1973, les alumineries du monde entier mirent sur le marché près de 13 millions de tonnes d'aluminium. L'année suivante, les Etats-Unis, qui demeurent le plus important marché pour ce métal, en ont utilisé 12,777 millions de livres. Les principaux débouchés furent, dans l'ordre: l'industrie de la construction; les trans-



sports; les contenants et les emballages; l'électricité; les articles de consommation durables; la machinerie et le matériel connexe.

1888

Les premières compagnies d'aluminium ont vu le jour en 1888. Il y en avait trois: l'une en France, l'autre aux Etats-Unis et la dernière, en Suisse. Actuellement, on dénombre des dizaines de sociétés privées et publiques exploitant des usines d'électrolyse dans au moins 35 pays, et il existe des centaines d'autres entreprises spécialisées dans la transformation du métal.

## Le Canada est 3e

Pour sa part, le Canada se classe maintenant au troisième rang des producteurs d'aluminium du bloc non

communiste, n'étant devancé que par les Etats-Unis et le Japon. Toutefois, le Canada est le plus important exportateur d'aluminium au monde. L'année dernière, par exemple, 80 pour cent de la production canadienne d'aluminium a été expédiée à l'étranger. Les Américains demeurent évidemment les principaux clients du Canada.

Au Canada, l'Alcan, qui a conduit sa première usine à Shawinigan, Québec, en 1900, demeure, et de loin, le plus important fabricant d'aluminium. A Jonquière, l'Alcan exploite toujours le principal complexe de chimie minière du pays. L'entreprise est aussi le premier fournisseur de produits semi-finis en aluminium aux fabricants canadiens. Et c'est au Saguenay-Lac-St-Jean que se trouve le cœur des installations cana-

diennes de l'Alcan. Cela se comprend facilement. Les gens affirment que l'aluminium est en quelque sorte de l'énergie solidifiée, n'ont pas complètement tort. Toutes les alumineries, y compris les plus modernes, ont besoin d'énormes quantités d'électricité. Par exemple, pour produire une livre d'aluminium, il faut la même quantité d'énergie requise par une ampoule de 25 watts allumée continuellement durant deux semaines!

La capacité de production annuelle de l'aluminerie Arvida (Jonquière) de l'Alcan, qui demeure la plus grande au monde, s'élève présentement à 440,000 tonnes... Les autres usines d'électrolyse de l'Alcan au Canada, sont situées à Kitimat, Colombie-Britannique (capacité de 295,000 tonnes), à Alma, Lac-Saint-Jean (108,000 tonnes), à Shawinigan

(91,000 tonnes) et à Beauharnois, près de Montréal (51,000 tonnes).

Le cas de l'Alcan, comme producteur d'aluminium, est particulier, en ce sens que cette compagnie privée possède ses propres centrales hydro-électriques, lui permettant de s'autosuffire en matière d'énergie de base. Mieux, les six centrales de l'Alcan sur les rivières Saguenay et Péribonka, dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean génèrent un important surplus de kilowatts. Ceux-ci sont achetés par différents utilisateurs, dont l'Hydro-Québec et quelques industries.

Toutefois, au début des années '80, l'Alcan, qui construit une troisième aluminerie au Saguenay-Lac-St-Jean plus précisément à La Baie, et qui réalise en même temps la moder-

nisation de ses installations existantes (investissement global de \$1 milliard, à long terme), utilisera toute l'énergie générée par ses centrales pour ses propres besoins. L'Hydro-Québec prendra alors la relève pour répondre à la demande domestique et industrielle au Saguenay-Lac-St-Jean grâce à l'énergie en provenance des centrales installées sur la rivière La Grande (Baie James).

L'autre centrale hydro-électrique de l'Alcan au Canada est celle de Kemano, en Colombie-Britannique, laquelle dessert l'aluminerie de Kitimat.

Les sept centrales de l'Alcan au Canada lui procurent un avantage de plus en plus marquant sur ses concurrents nord-américains, et japonais entre autres, ceux-ci étant le plus souvent tenus d'acheter les kilowatts à prix élevés, ou se voyant contraints de réduire la production, en raison d'une pénurie généralisée d'énergie.

## Améliorer le rendement

Il faut signaler, par ailleurs, que des spécialistes de l'Alcan travaillent activement, à l'heure actuelle, à améliorer le rendement des centrales énergétiques au Saguenay-Lac-St-Jean. Ce projet devrait nous permettre d'aboutir à la production de 40,000 kilowatts supplémentaires, ce qui équivaldrait à augmenter la production annuelle d'aluminium d'une usine moderne d'environ 25,000 tonnes", déclare M. Harold Wieler, surintendant à la production d'énergie à l'Alcan.

D'un coût global de \$3

millions, ce programme qui devrait être complété d'ici à 1980, est financé notamment par une subvention de \$1,3 million du ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce, dans le cadre de l'avancement de la technologie industrielle. De plus, des études préliminaires à ces travaux ont exigé un investissement de \$1,7 million, dont \$500,000 ont été fournis par le Conseil national de la recherche à Ottawa.

"En raison de la crise de l'énergie que nous connaissons, toute tentative pour réduire les importations énergétiques et par conséquent, pour créer de nouvelles sources dans ce domaine, est considérée comme très intéressante. Par exemple, l'énergie additionnelle qui représente un accroissement de 2 pour cent de la production actuelle de nos installations génératrices pourra être utilisée pour alimenter nos chaudières électriques industrielles dans la région. Ce qui se traduirait par une réduction annuelle de 200,000 barils dans les importations canadiennes de pétrole. Au prix actuel du pétrole, il en résulterait pour la balance des paiements du pays, une amélioration de l'ordre de \$2 millions par an," constate encore M. Wieler.

Enfin, ce programme canadien de recherches pratiques se déroulant au Saguenay-Lac-Saint-Jean, aura sans contredit une portée universelle, puisqu'il sera applicable non seulement pour maximiser le potentiel énergétique de l'eau, mais pour améliorer les systèmes d'irrigation, par exemple.

# desjardins








1. 2. 3. 4. 5.

équipe de gestion

UNION RÉGIONALE  
DES CAISSES POPULAIRES  
DESJARDINS  
DU  
DIOCÈSE  
DE  
CHICOUTIMI

## AU SERVICE DE 161,000 MEMBRES

- 68 caisses populaires
- 400 employés
- 900 dirigeants
- 245 millions
- 1 cerveau électronique

- 1. Jean-Eudes Bergeron  
directeur général
- 2. Jacques Desbiens  
directeur service communication et développement
- 3. Eugène Roy  
directeur services techniques
- 3. Gervais Boudrias  
directeur service du personnel
- 5. Joseph Fleury  
directeur service administratif et financier

LA CAISSE POPULAIRE  
DESJARDINS

# C'est profitable...

POUR NOUS, QUÉBÉCOIS.

# L'Alcan investit d'abord dans la région



\$200 MILLIONS — Le député de Dubuc, M. Hubert Desbiens, et le président d'Alcan, M. David Culver, conviennent autour d'une maquette de la future aluminerie de La Baie.

En 1978, une part importante des investissements totaux de l'Alcan dans le monde, se fera au Saguenay.

Le programme d'immobilisation globale de la compagnie est évalué à \$400 millions au niveau international, en 1978. L'Alcan entend dépenser cette année \$60 millions ou 15 pour cent du montant, uniquement pour sa future aluminerie de La Baie. De plus, l'entreprise a bien l'intention de continuer cette année son programme d'amélioration de l'environnement intérieur et extérieur des usines d'électrolyse au Canada.

Ce qui signifie plusieurs millions supplémentaires investis au Saguenay-Lac-Saint-Jean. En 1977, les immobilisations de l'Alcan dans ses alumineries canadiennes se sont chiffrées par \$90 millions, une portion importante de ces capitaux ayant servi à la lutte contre la pollution et à l'amélioration des conditions de travail.

#### Ailleurs dans le monde

En 1977, au niveau mondial, les dépenses d'immobilisation de l'Alcan ont atteint \$233 millions, soit \$95 millions de plus qu'en 1976. En 1975, les investissements d'Alcan s'étaient élevés à \$208 millions.

L'année dernière, la compagnie a consacré près de \$35 millions dans un projet d'expansion des usines d'alumine et d'aluminium de Saramenha. Ces travaux doivent être complétés cette année. Des travaux se poursuivent cette année en Australie afin d'augmenter de 25,000 tonnes, la capacité de production d'une usine d'électrolyse. Cet agrandissement sera parachevé en 1980, en même temps que doit démarrer la production de l'usine de La Baie.

En Irlande, la participation financière de l'Alcan à la construction d'une usine d'alumine de \$500 millions, est de 40 pour cent. Ce projet accuse déjà un retard de quelques années.

#### Des nouvelles marques

En 1977, la compagnie Alcan a encore établi de nouvelles marques internes. Le profit net est parvenu au chiffre sans précédent de \$202 millions. En 1976, l'Alcan avait déclaré un bénéfice net de \$44 millions. Pour la première fois également, le chiffre d'affaires de la société multinationale a excédé \$3 milliards (il avait été de \$2,6 milliards en 1976).

1976: la dette à long terme de la compagnie Alcan était d'environ \$837 millions. Cette dernière a été réduite à \$749 millions dans le courant de 1977. Le nombre d'employés est passé à 61,000 en 1977, soit 1,000 de plus que l'année précédente.

Par ailleurs, le nombre total d'actions ordinaires de l'Alcan détenues par des Canadiens a diminué l'an dernier, par rapport à

1976. En 1976, 52,5 pour cent des actions sur le marché étaient détenues par des Canadiens, et 33,6 pour cent, par des citoyens des Etats-Unis. En 1977, les actions de l'Alcan appartenaient encore aux Canadiens dans la proportion de 47,1 pour cent, à comparer à 39,3 pour cent par des investisseurs domiciliés aux Etats-Unis.

#### On transforme davantage

Cette année, l'Alcan est une société qui célèbre son cinquantenaire. Un film de 30 minutes marquant cet anniversaire a été dévoilé lors de la dernière assemblée des actionnaires à Montréal.

Comme le rappelle M. Nathanael-V. Davis,

président du conseil d'administration, l'Alcan était d'abord et avant tout un pourvoyeur de métal brut aux autres producteurs et aux entreprises de transformation, au cours de ses 25 premières années d'existence. Ainsi, en 1952, l'Alcan réalisait encore 70 pour cent de ses ventes de métal en lingots. Les produits semi-ouvrés représentaient la balance. Mais, au cours du dernier quart de siècle, l'Alcan s'est appliquée à augmenter considérablement ses propres capacités de transformation. Au cours de ces 25 années, on a dépensé à cette fin environ \$1 milliard au Canada, au Royaume-Uni, en Europe et au Brésil. Si bien qu'au

jourd'hui, la principale partie des ventes de l'Alcan, soit 67 pour cent, est constituée de produits de transformation, le reste étant de l'aluminium brut.

Autre élément à noter, les usages de l'aluminium continuent à se multiplier et il pourrait bien, par exemple remplacer un jour l'acier en tant que matière principale dans tous les véhicules. Dans le dernier rapport annuel, M. David-M. Culver, président de la compagnie, fait état de la mise au point d'alliages résistants et très malléables, lesquels serviront à la fabrication de radiateurs en aluminium pour automobiles.

**Tout pour la réparation de camions, de remorques et de semi-remorques**

#### Spécialités:

Usinage de tout genre avec outils ultramodernes

Réparation de systèmes électriques, démarreurs, alternateurs.

Soudure sur acier général et sur métaux spéciaux.

**Mlle Marjolaine Auclair**  
Administratrice

**A VOTRE SERVICE**

**M. Alain Auclair**  
Administrateur et responsable du service à la clientèle

Agent de **PIECES et SERVICE** pour camions **MACK**



ST-FELICIEN,

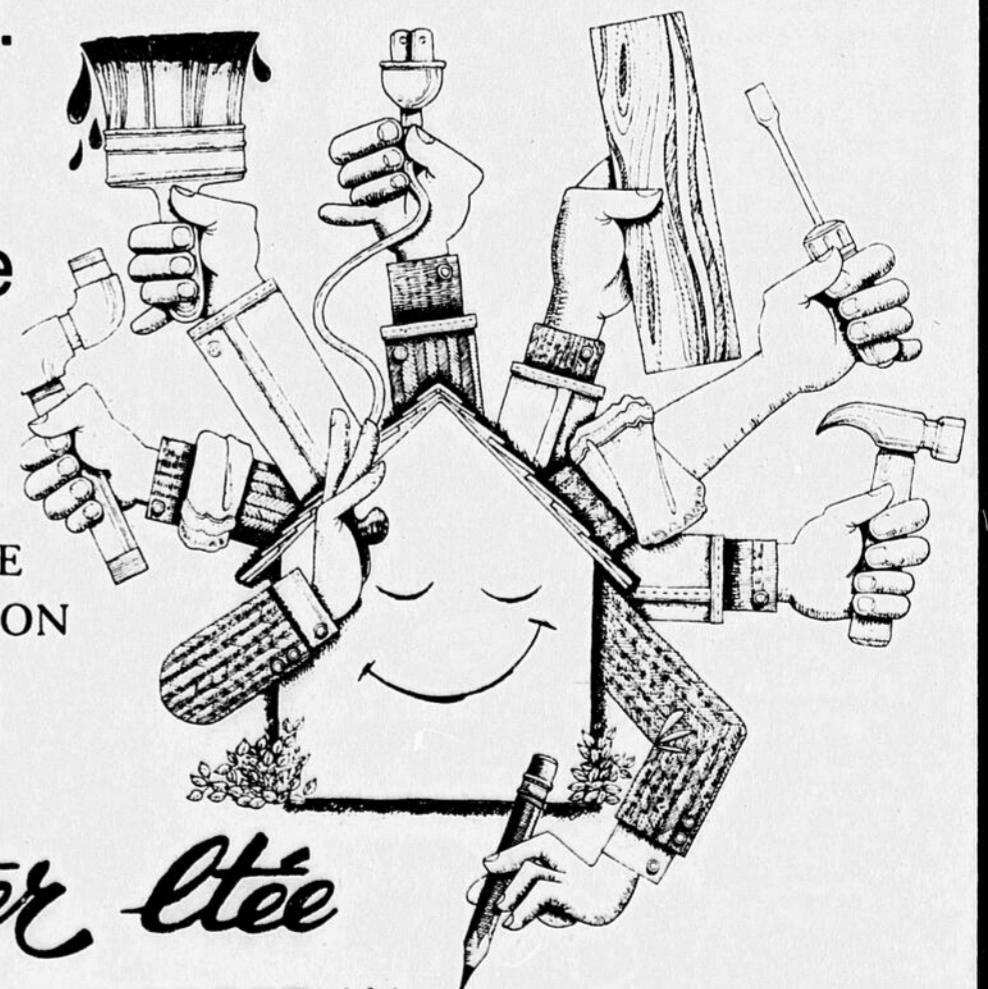
Département des pièces: **679-1836**  
Bureau: **679-1515**

**Eliminer les problèmes de négociation entre contracteur.**

**Confiez à un seul et unique spécialiste**



- ELECTRICITE
- PLOMBERIE
- CHAUFFAGE
- AIR CLIMATISE
- REFRIGERATION
- COUVERTURE
- VENTILATION



**André Cloutier Ltée**

100 AVENUE ROBERVAL  
ROBERVAL - TEL.: 275-1961

## Projets de Ford et de GM

## Plus de discrétion dans les démarches pour l'implantation de nouvelles usines

M. David Culver, président de l'Alcan, a récemment laissé entendre à la presse anglophone que les fonctionnaires et les hommes politiques du Québec nuisent au développement industriel, parce qu'ils ont la langue trop bien pendue.

M. Culver faisait particulièrement allusion à ce moment aux études relatives à l'implantation possible d'une usine de pièces par la compagnie Ford, non loin de la future aluminerie de l'Alcan, à La Baie. Selon M. Culver, le principal problème qui a empêché Ford jusqu'ici de donner suite à ce projet, est la distance séparant La Baie de ses installations de fabrication de moteurs.

"Évidemment, notre aluminerie à La Baie serait une excellente source d'approvisionnement de métal en fusion pour Ford", a déclaré M. Culver, lors d'une récente entrevue accordée au Financial Post. C'est alors que le président de l'Alcan a blâmé les gens du gouvernement québécois pour leur empressement à dévoiler en public des projets qui ne seront pas finalisés.

## Les fonctionnaires visés

Dans un rapport publié il y a quelque temps, l'Office de planification et de développement du Québec déplorait le fait que la province produit 75 pour cent de tout le métal brut au Canada, mais ne fabrique que 35 pour cent des articles courants en aluminium utilisés au pays, dont les papiers d'emballage, les assiettes, etc. En même temps, l'OPDQ a cependant admis que le Québec produit 59 pour cent du fil et du câble d'aluminium, de même que 41 pour cent des structures de ce métal employées dans la construction au Canada.

Le président de l'Alcan affirme que si cela était aussi facile que le pensent les fonctionnaires du ministère de l'Industrie et du Commerce, (incidemment, les bureaux de l'Alcan et ceux du MIC sont voisins dans l'édifice de Place Ville-Marie à Montréal) sa compagnie aurait développé depuis longtemps le secteur manufacturier de l'aluminium dans la province.

Il rappelle aussi que la transformation de l'aluminium n'est pas un secteur générant une

grande quantité d'emplois. "Il faut 15 hommes pour produire une tonne d'aluminium brut, mais il suffit d'une ou deux personnes pour transformer cet aluminium en tôle", de préciser M. Culver.

Le président de l'Alcan donne aussi l'exemple du train LRC (Léger, Rapide et Confortable) récemment commandé en plusieurs exemplaires par Ottawa pour son nouveau service de transport VIA, réservé aux passagers. Avec des partenaires, dont Bombardier-MLW, Alcan a travaillé une dizaine d'années à la création de ce train. Les premiers dix trains LRC ont été vendus, ce qui veut dire 750 tonnes de métal sur le marché pour l'Alcan. M. Culver ajoute que 750 tonnes représentent à peine 12 heures de production dans les usines de l'entreprise...

## La deuxième au monde

L'Alcan est le deuxième plus important producteur d'aluminium au monde, après l'Alcan, de Pittsburgh. La capacité de production de l'Alcan est de 2,3 millions de tonnes par



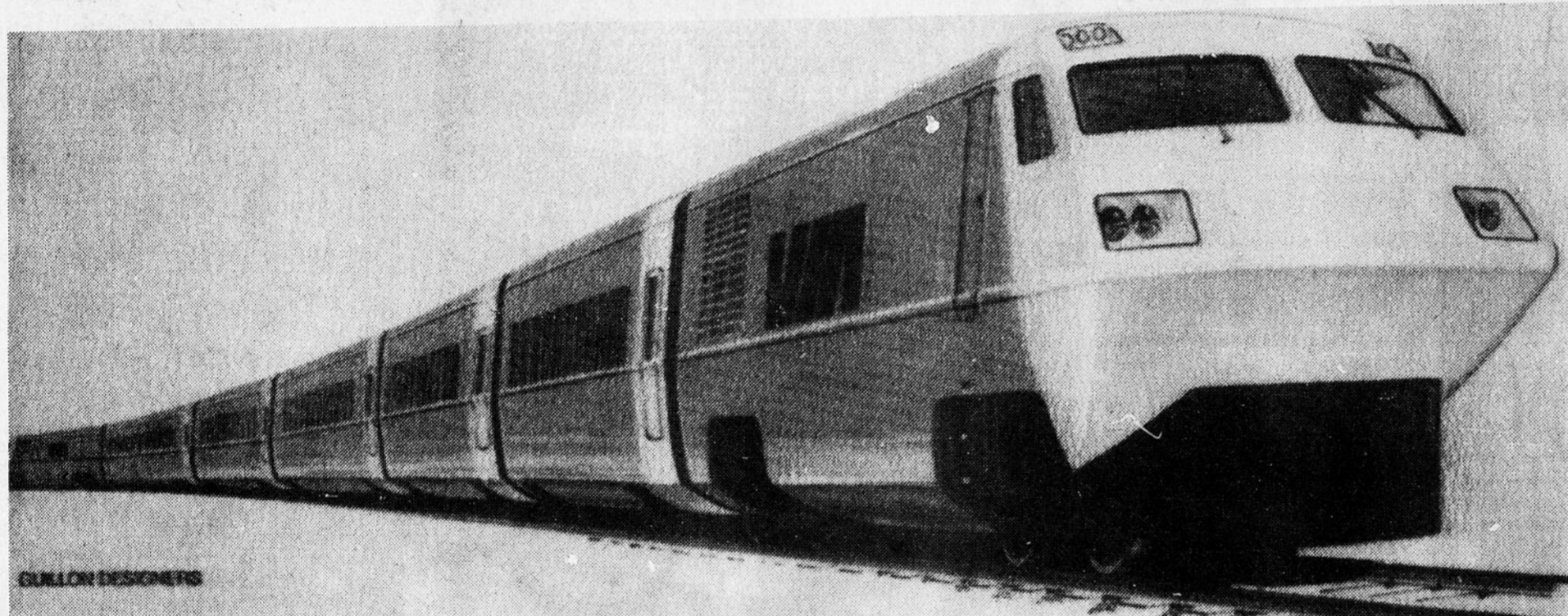
Selon M. David Culver, la transformation de l'aluminium n'est pas un secteur générant une grande quantité d'emploi.

année. Les alumineries de l'entreprise au Canada sont en mesure de produire 1 million de tonnes, dont près de 700,000 proviennent des 4 usines du Québec, les deux principales étant évidemment Arvida et Alma.

Le prix de revient de l'énergie, à l'Alcan, est de 2,5 cents par livre d'aluminium. Ce qui est peu par rapport aux 14 cents de l'usine qu'Alcan désire acquérir en Alabama, et aux 24 cents des producteurs japonais.

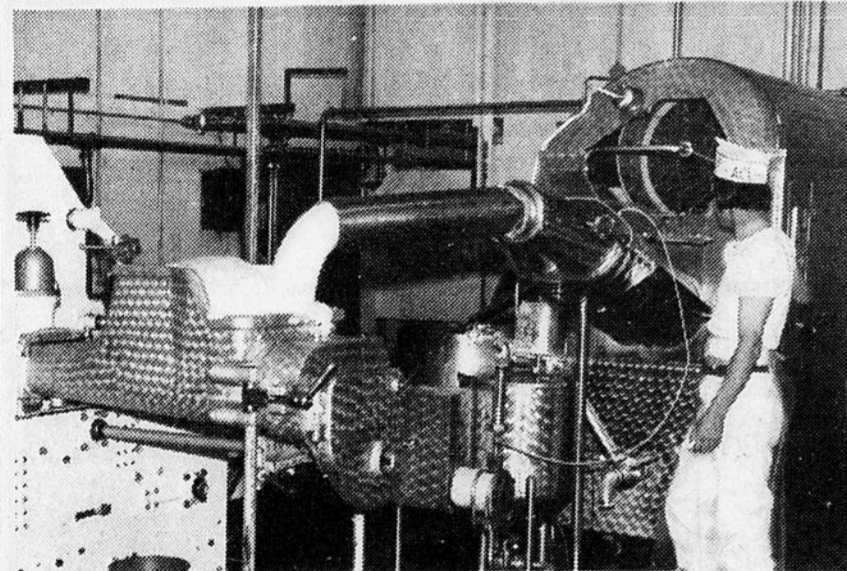
L'Alcan exploite des mines de bauxite à 8 endroits, produit de l'aluminium en fusion dans neuf pays, transforme ce métal dans 34 autres. L'entreprise a aussi des points de vente dans une centaine de pays. Le principal projet de l'Alcan dans le monde se chiffre par \$1 milliard, s'échelonne sur dix ans et se déroulera surtout au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ce programme englobe l'aluminerie de La Baie ayant une capacité initiale de 63,000 tonnes et qui doit être complétée, en 1981, au coût de \$200 millions. Au même endroit, l'Alcan entreprendra deux expansions pour tripler la production. Ensuite, on procédera à la restauration des usines d'Arvida.

Les autres projets majeurs de l'Alcan dans le monde sont la construction d'une usine d'alumine de \$500 millions en Irlande, et la mise en valeur, au coût de \$300 millions, d'un gisement de bauxite au Brésil. Cette bauxite sera utilisée en partie à l'aluminerie d'Arvida.



DOUZE HEURES — Un train comme celui-ci par exemple, à dix wagons, nécessite environ 750 tonnes de métal, soit à peine 12 heures de production dans les usines de l'Alcan.

## LE LAIT COMME CA VOUS PLAÎT



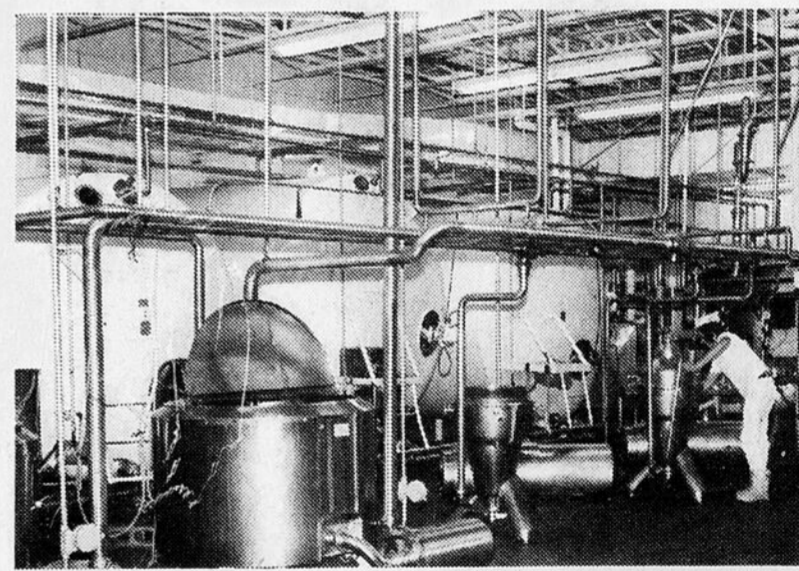
Baratte et mouleuse à beurre à procédé continu.



Laiterie Roberval, St-Félicien Ltée.

**MAINTENANT  
4 USINES  
DE TRANSFORMATION  
ET DE MISE EN MARCHÉ  
DU LAIT**

**SI TU BOIS TON  
LAIT COMME  
CA TE PLAÎT  
À L'A.C.L.,  
ON LE TRANSFORME  
COMME TU LE CONSOMMES.  
LAIT DE CONSOMMATION,  
POUDRE DE LAIT,  
BEURRE, FROMAGE.**



Vue de la partie de l'écrémage de l'usine.



Laiterie Dolbeau Ltée.

Lait transformé	240 MILLIONS DE LIVRES
Lait consommé	10 MILLIONS DE LIVRES
Effectif	200 EMPLOYÉS
Chiffre d'affaires	26 MILLIONS DE DOLLARS

**ASSOCIATION COOPERATIVE LAITIERE  
DU SAGUENAY ... LAC ST-JEAN**



Siège social: Chambord  
**C.P. 190, DESBIENS  
LAC-ST-JEAN. G0W 1N0  
TELEPHONE: 346-5526**

**LAITERIE ST-FELICIEN  
ROBERVAL LTEE**

**LAITERIE  
DOLBEAU LTEE**

**LAITERIE  
CHIBOUGAMAU LTEE**

# Pionnier de notre principale industrie, Davis est élu au Temple de la Renommée



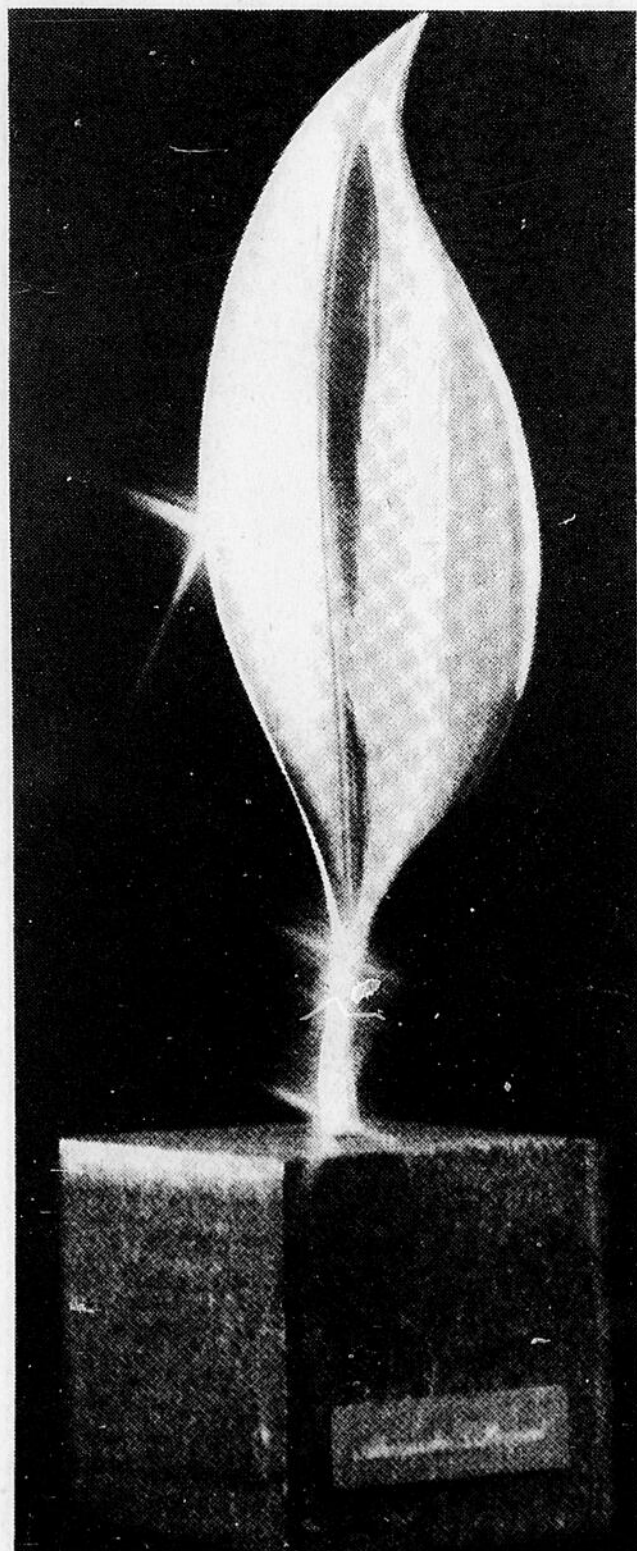
**ARTHUR-VINING DAVIS** — Cet homme de 5'2" fut un géant de l'industrie de l'aluminium dans le monde. Le nom d'Arvida et l'Alcan notamment, lui doivent leur existence.

En janvier dernier, Arthur-Vining Davis, l'Américain à qui la ville d'Arvida devait son nom, devenait membre, à titre posthume, du Temple de la Renommée des hommes d'affaires, aux Etats-Unis.

M. Davis, qui a vécu de 1867 à 1962, fut l'un des pionniers de l'industrie mondiale de l'aluminium. Entre 1910 et 1948, il dirigea la société Aluminium Co. of America (Alcoa), laquelle fut incidemment à l'origine de l'Alcan.

Pendant toutes ces années à la direction d'Alcoa, Arthur-Vining Davis demeura le principal actionnaire de l'entreprise. A lui seul, il détenait 1,5 million d'actions ordinaires, soit environ 7 pour cent du total sur le marché. M. Davis n'abandonna pas les affaires, après avoir quitté ses fonctions au sein de l'industrie de l'aluminium.

C'est ainsi qu'il participa activement à d'importants développements immobiliers dans le sud de la Floride. M. Davis fit notamment l'acquisition d'une multitude de terrains. Au cours de la période la plus intense comme investisseur, ses placements se chiffèrent par \$250,000 par jour!



**EMBLEME DE RENOM** — Cette sculpture identifie le Temple de la Renommée du monde des affaires aux Etats-Unis.

## Un prêt de Mellon

Les débuts de l'industriel Davis furent difficiles et modestes, racontent ses biographes.

Ces derniers prétendent que le jeune Davis, alors à Pittsburg, emprunta tout d'abord un montant de \$200 d'un banquier répondant au nom de Andrew-W. Mellon. Cette association rapporta à chacun d'eux des millions de dollars.

Quand il était encore étudiant, Davis se vit offrir un emploi à \$60 par mois, dans une minuscule usine de Pittsburg qui transformait de l'alumine en aluminium, grâce au procédé par électrolyse inventé par Charles-Martin Hall.

Davis et Hall travaillèrent sans répit, pratiquement jour et nuit dans cet endroit. L'un et l'autre étaient à l'ouvrage 12 heures consécutives par jour et ils n'arrêtaient pas le dimanche.

Les conditions de travail étaient terribles et leur personnel se résumait à deux employés.

Ainsi, les talents de manufacturier et de vendeur de Davis, combinés au procédé de Hall et à l'argent de Mellon, devinrent les fondations d'un nouvel empire industriel en Amérique, créé à partir de l'aluminium, l'un des éléments les plus répandus sur la planète mais que l'on considérait inutilisable jusqu'à l'intervention des trois hommes.

## Sept autres élus

M. Davis, qui a contribué au développement économique de la région et dont le nom continue d'identifier le principal quartier commercial à Arvida, fut élu cette année au Temple de la Renommée des hommes d'affaires en même temps que sept autres Américains.

Il s'agit de Francis-Cabot Lowell (1775-1817), fondateur de l'industrie du textile aux Etats-Unis, Henry-John Heinz (1844-1919) le créateur de la compagnie de produits alimentaires H.-J. Heinz Co., Frederick Weyerhaeuser (1834-1914), qui a établi l'une des plus grandes sociétés d'exploitation forestière au monde, Donald-Wils Douglas (né en 1892), célèbre constructeur d'avions qui a cédé son nom et ses droits à un rival plus riche, James-S. Mac-Donnell, en 1966, Harry-Blair Conningham (né en 1907), l'un des dirigeants de K mart Corporation (autrefois Kresge), Conrad-Nicholson Hilton (né en 1887), celui qui a bâti un imposant réseau d'hôtels dans le monde, et Joseph-Irwin Miller (né en 1909), qui a dirigé de 1934 à 1977, la Commins Engine Co., qui fabrique 46 pour cent de tous les moteurs diesel sur le marché américain.

M. Arthur-Vining Davis et les sept autres nouveaux membres du Temple de la Renommée des hommes d'affaires ont tous un point en commun: ils ont tous subi des échecs et, n'eût été de leur persévérance, n'auraient pas fait leur marque comme chef d'entreprise.

Ce Temple de la Renommée a vu le jour il y a 4 ans. Aujourd'hui, 45 Américains en font partie. Le choix des membres est affecté cha-

que année par les rédacteurs de la revue Fortune. Parmi les premiers élus, furent Walt Disney, George Eastman, Thomas-A, Edison,

Henry Ford, Benjamin Franklin, Henry-J. Kaiser, J.-C. Penney, John-D. Rockefeller, et George Washington.

## Maçonnex Inc.

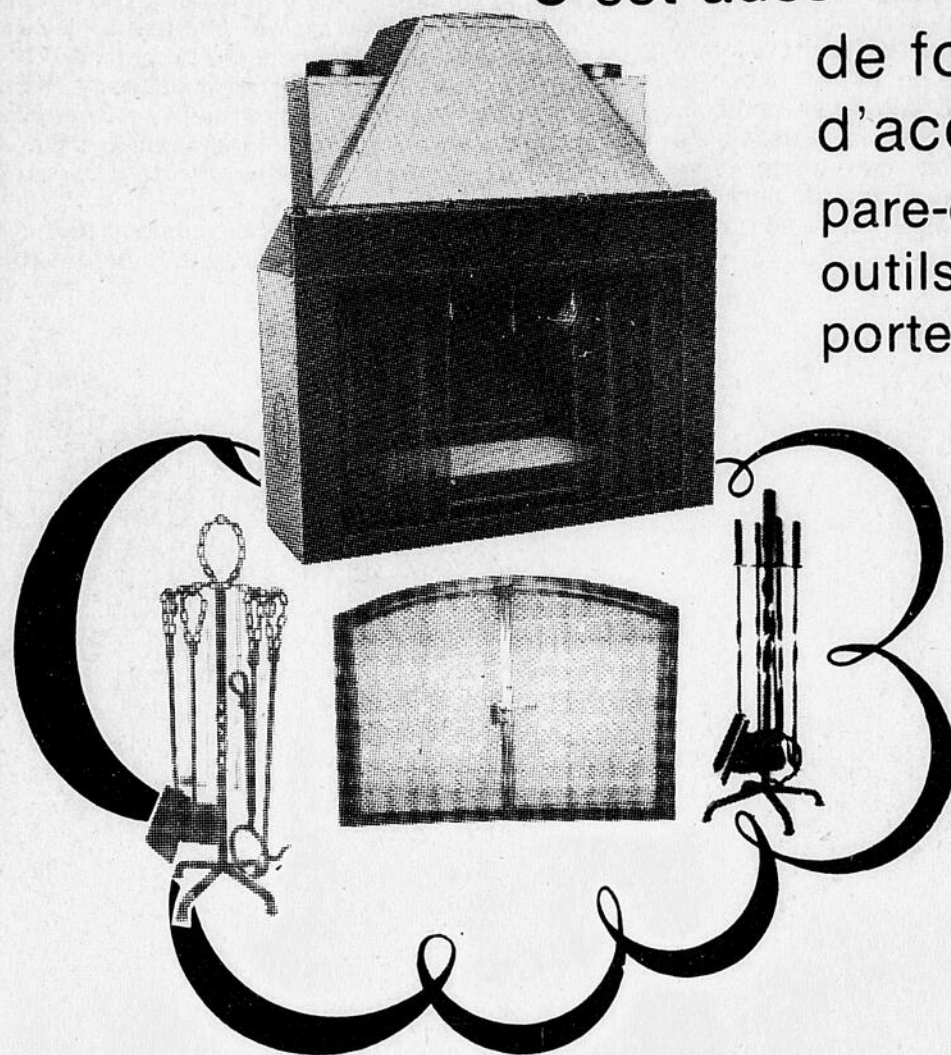
c'est plus qu'un vendeur de briques et de pierres.

C'est aussi un vendeur

de foyers, d'accessoires, pare-étincelles, outils de maçon, porte-bûches,

mailles

à steak, portes régulières ou sur mesure, etc.



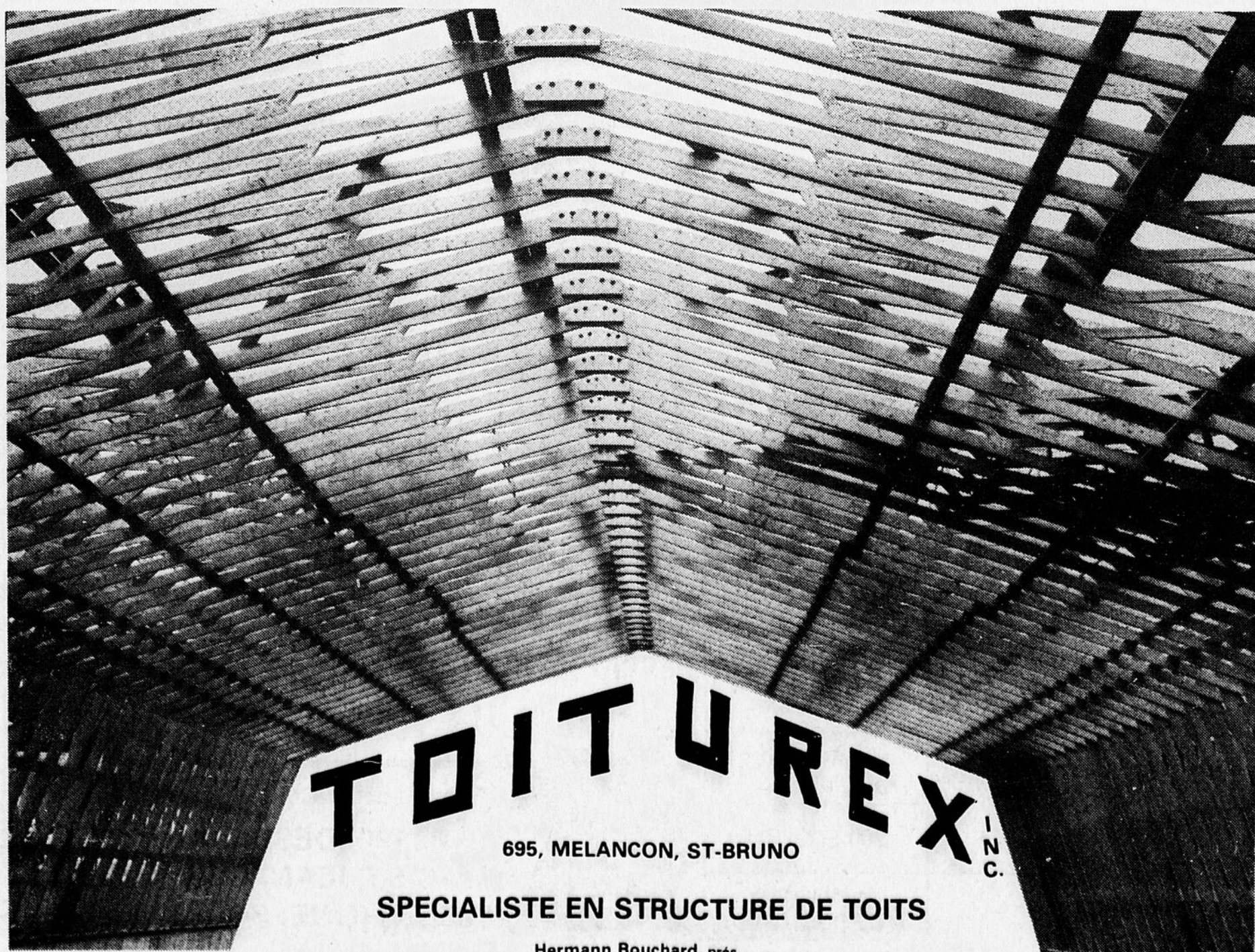
Le seul centre de maçonnerie et de foyer spécialisé au Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord



Maçonnex,  
2223, boul. St-Paul,  
Chicoutimi,  
549-7345

181, St-Alphonse,  
St-Bruno,  
343-2672.

1250, route,  
de la Friche,  
Dolbeau,  
276-0390.



# TOITUREX INC.

695, MELANCON, ST-BRUNO

SPECIALISTE EN STRUCTURE DE TOITS

Hermann Bouchard, prés.

# Toutes les alumineries de l'Alcan fonctionnent à pleine capacité

L'industrie de l'aluminium et plus particulièrement l'Alcan, est en meilleure posture en 1978 qu'au cours des 20 dernières années pour améliorer sa situation sur tous les plans.

M. David Culver, président d'Alcan Aluminium Ltée, fait preuve d'un "optimisme prudent" sur l'avenir de l'entreprise. Pour leur part, les analystes de l'industrie de l'aluminium

sur le continent sont plus enthousiastes.

Ces derniers prévoient que le profit par action ordinaire s'élèvera entre \$5.50 et \$7 en 1978. Il y a deux ans, lorsque l'Alcan et les syndiqués de la FSSA s'affrontèrent durant plus de cinq mois, le profit par action fut de \$1.14. Pour les neuf premiers mois de 1977, l'Alcan a retiré un profit net de \$3.43 par action, comparativement à 57 cents au cours de la

période correspondante en 1976.

## Position privilégiée d'Alcan

En raison de l'augmentation continue de la demande d'aluminium, notamment aux Etats-Unis, et de l'impossibilité pour les producteurs de ce pays de prendre de l'expansion à cause de la pénurie des ressources énergétiques, il faut s'attendre à une augmentation rapide des prix. Et l'Alcan est le producteur le plus susceptible de profiter de cette conjoncture favorable.

Présentement, l'aluminium brut se vend 53 cents la livre sur le marché américain. Le prix devrait rapidement atteindre 55 ou 57 cents pour s'arrêter à 58 ou 60 cents vers la fin de la présente année.

M. Culver admet qu'Alcan est dans une situation privilégiée par rapport à ses concurrents, puisqu'elle possède ses propres centrales produisant toujours de l'énergie à prix modique au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Pour leur part, des producteurs américains d'aluminium sont frappés par des pénuries d'énergie contre lesquelles on ne peut rien. C'est particulièrement vrai dans l'Ouest américain, région sévèrement touchée par une sécheresse prolongée, laquelle impose évidemment des restrictions sur la production et la consommation d'énergie hydro-électrique par l'industrie.

Toutefois, M. Culver affirme qu'une partie de cet avantage incontestable d'Alcan est an-

nulée, parce que sa compagnie doit payer plus cher que bon nombre de ses rivaux pour importer des matières premières indispensables, comme la bauxite, et expédier ses produits sur des marchés éloignés de ses usines.

De toute façon, toutes les alumineries de l'Alcan au pays fonctionnent à pleine capacité ou presque et il ne se produit pas d'accumulation de métal invendu comme en 1976. Aujourd'hui, en fait, les autorités de l'Alcan reconnaissent que la grève de 1976 a permis de réduire l'inventaire de 150.000 tonnes environ...

## Il atteint le sommet

Par ailleurs, comme le faisait remarquer Sheldon Gordon, dans l'édition hebdomadaire du Financial Post du 7 janvier dernier, M. David-Michael Culver atteindra bientôt le sommet de sa carrière chez Alcan. On prévoit que M. Culver, âgé de 52 ans, succédera en 1980 au plus tard, succédera à M. Nathanael-V. Davis, au poste de président du conseil d'administration de l'Alcan, au niveau international.

Né à Winnipeg, puis à Harvard. En 1949, il épousait Mary Powell et faisait son entrée à l'Alcan. Au fait, son beau-père, M. Ray Powell, fut président d'Aluminium du Canada de 1937 à 1957... M. Culver occupa d'abord une fonction au bureau des ventes de l'Alcan à New York. En 1975, il accédait à la présidence d'Alcan au Canada.



UN PRODUIT bien régional, le lingot d'aluminium prêt pour l'exportation du port de La Baie.

# PETROLES SAGUENAY

## 545-1411

**HUILE COMBUSTIBLE  
EQUIPEMENT DE CHAUFFAGE**

## Avant de choisir votre calculateur HEWLETT-PACKARD,

sachez que tous présentent les caractéristiques suivantes

- Grandeur des nombres traités : 10 chiffres significatifs, exposant de 10 variant de -99 à +99
- Choix du mode d'affichage, du nombre de décimales, arrondi
- Logique : processus de calcul constant quelle que soit la formule, pas de hiérarchie entre les opérations
- Stockage et restitution automatiques des résultats intermédiaires

Ces avantages sont dus à l'association de la notation polonaise inverse et de la pile opérationnelle de quatre registres



H.P. 29C  
**\$249<sup>00</sup>**

à mémoire permanente,  
4 fois la puissance du  
HP-25.  
98 lignes de programme,  
30 mémoires adressables.



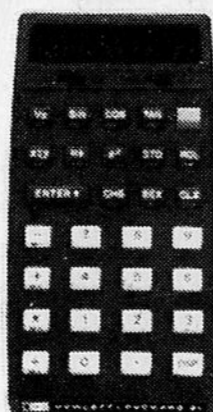
HP-19C  
**\$525<sup>00</sup>**

même que HP-29C  
avec imprimante.

## La gamme unique

HEWLETT hp PACKARD

**\$99<sup>00</sup>**



HP-21  
Calculateur scientifique • Fonctions trigonométriques directes et inverses • Transformation de coordonnées rectangulaires — polaires • Calcul en degrés ou radians • Logarithmes, exponentielles (bases e et 10), puissances,  $\sqrt{x}$ ,  $\sqrt[n]{x}$  • Une mémoire (arithmétique directe) • Manuel d'application en option

**\$159<sup>00</sup>**



HP-22  
Calculateur statistique, financier, commercial, pour ceux qui n'ont pas besoin des fonctions trigonométriques • 10 mémoires adressables (arithmétique directe) • 5 mémoires financières adressables • Regression linéaire, moyenne, écart type,  $\sqrt{x}$ , logarithme Neperien, exponentielle, puissances et racines,  $n^{th}$ , intérêts composés, recherche du taux d'intérêt, y compris dans les calculs d'annuités, intérêts simples, amortissements • Manuel d'application en option

**\$159<sup>00</sup>**

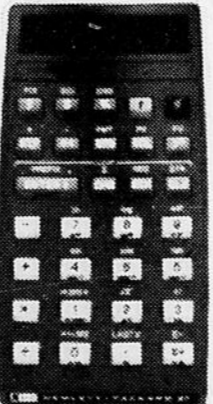


HP-25 **\$159<sup>00</sup>**  
Calculateur scientifique programmable • 49 pas combinés — chaque pas est une fonction complète, obtenue avec 1, 2 ou 3 touches • Branchements directs ou conditionnels (8 tests) • 8 mémoires adressables (arithmétique directe), moyenne, écart type, fonctions scientifiques • Livre avec un manuel d'applications de 56 programmes

HP-25 C *Continuous Memory*

Calculateur à mémoire permanente. Caractéristiques identiques au HP-25. Mémoire permanente — les contenus de la mémoire programme et des registres adressables sont conservés après mise hors-service (OFF) ou changement de batteries.

**\$249<sup>00</sup>**



HP-27 **\$225<sup>00</sup>**

Calculateur universel pour le mathématicien, le chercheur, l'homme d'affaires, le financier, le statisticien.  
10 registres mémoires adressables • 5 mémoires financières • 3 arrondis d'affichage  
Le calculateur préprogramme le plus puissant de la gamme unique

**\$425<sup>00</sup>**



HP-55  
Calculateur scientifique programmable • Programme de 49 pas • Branchements directs ou conditionnels (2 tests) • 20 mémoires adressables (dont 10 avec arithmétique directe) • Regression linéaire, moyenne, écart type sur 2 variables • Fonctions scientifiques • Chronomètre digital précis au centième, possibilité de stocker 10 temps élémentaires • 7 conversions d'unités métriques — anglo-saxonnes • 2 bibliothèques de programmes en option



HP-80 **\$379<sup>00</sup>**

Calculateur commercial et financier • 1 mémoire de stockage • Intérêts simples, obligations • Intérêts composés • recherche du taux d'intérêts, annuités • Moyenne, écart type, droite de tendance • Calendrier de 200 ans, nombre de jours ou date

HP-97

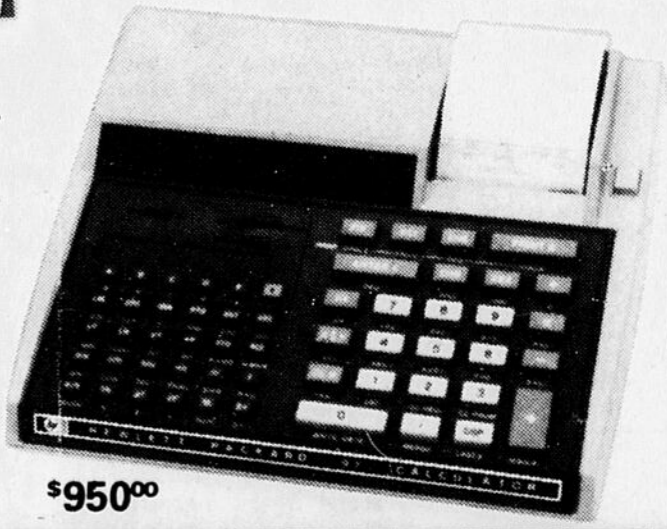
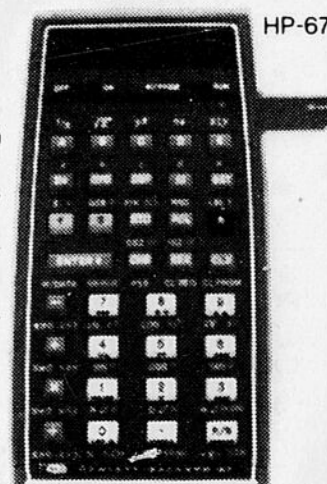
Version imprimante du HP-67 • Affichage lumineux et spacieux • Entièrement autonome, portable • 3 modes d'impression • 4 fonctions d'impression • Poids : 1,13 kg • Dimensions : 22 x 20 x 6,4 cm.

CALCULATEURS PROGRAMMABLES A CARTES MAGNETIQUES

HP-67 HP-97

**\$575<sup>00</sup>**

• 31 mémoires dont 26 adressables  
• Fonctions scientifiques  
• Fonctions statistiques sur deux variables  
• 224 "lignes" de programme  
1 ligne : 1, 2 ou 3 pressions de touches (préfixes combinées)  
• 20 fonctions à définir  
• 20 adresses symboliques  
• 3 niveaux de sous-programmes, branchements directs et conditionnels (8 tests de comparaison, 6 tests logiques) : bouclage, effacement et insertion de pas, adressage absolu, symbolique, relatif et indirect, 8 opérations indirectes  
• Carte magnétique : mémorisation de programmes et de données, combinaison de programmes. Lecteur de cartes "intelligent"  
• Bibliothèques de programme mathématiques, statistiques, finance et commerce topographique, béton, électronique, médical  
• Compatibilité du logiciel entre le HP-67 et le HP-97



**\$950<sup>00</sup>**

**La Librairie Régionale, Inc.**

RUE RACINE  
PLACE DU SAGUENAY  
PLACE DU ROYAUME  
CHICOUTIMI

# Le cuivre intéresse le monde du pétrole

Il ne faudrait pas s'étonner si un jour prochain, une compagnie pétrolière faisait l'acquisition de la Falconbridge Cooper, de la Patino, ou de la Campbell.

Filiale de Falconbridge Nickel, la Falconbridge Copper exploite, comme on le sait, la mine d'Opemiska, à Chapais. Il s'agit du plus riche gisement de cuivre dans la région de Chibougamau-Chapais. Patino, pour sa part, possède à Chibougamau, des mines à plus faible teneur de cuivre. Patino, entreprise multinationale, a son siège social en Hollande. Campbell, pour sa part, emploie maintenant moins de personnel que Patino dans ses mines de cuivre de Chibougamau.

Et, à l'instar de Falconbridge, Campbell Chibougamau Mines Ltd, a son siège social à Toronto. Mais inutile de mentionner que Campbell est une entreprise minuscule par rapport à la société Falconbridge dans son ensemble.

## Exxon s'en mêle

En dépit de son envergure, Falconbridge Nickel ou uniquement sa succursale, Falconbridge Copper, pourrait éventuellement passer aux mains de l'un des géants du pétrole sur le continent nord-américain. Cette possibilité est fort réaliste, si l'on se base sur le type de transactions réalisées au cours des derniers mois aux Etats-Unis. Depuis trois ans particulièrement, les producteurs de cuivre de ce pays et du Canada vivent une crise équivalente à celle de la terrible dépression des années '30.

Cette situation est imputable à la surproduction mondiale provoquée en grande partie par les pays en voie de développement, dont le Chili, le Pérou, le Zaïre et la Zambie. Il résulte de ce surplus un affaissement prolongé des prix. Vers la mi-mars, le cuivre se vendait 63 cents la livre sur le marché américain.

Les utilisateurs (environ 50 pour cent du cuivre disponible dans le monde est employé dans le domaine de l'électricité) se procurent donc du métal à bon marché. Mais les actionnaires et les administrateurs des compagnies produisant le cuivre se retrouvent sur la corde raide.

En 1974, le rendement sur l'argent investi était de 15 pour cent chez les quatre principaux producteurs de cuivre aux Etats-Unis: Kennecott, Phelps Dodge, Newmont Mining et Asarco. L'an passé, ce niveau de rentabilité était réduit à moins de 1 pour cent dans ces entreprises!

Il n'en faut guère plus pour inciter une foule d'actionnaires à déguerpir pendant qu'il en est encore temps. Surtout que les prévisions à court, à moyen et à long terme, ne sont pas pour rétablir l'optimisme. La panique compréhensible des actionnaires des compagnies d'abord spécialisées dans l'extraction et le raffinage du cuivre, a également fait dégringoler la valeur des titres sur la Bourse. Depuis mars 1975, période marquant le début du déclin minier se poursuivant à Chibougamau-Chapais, le prix des actions des quatre grands du cuivre a fait une chute d'environ 30 pour cent.

C'est alors qu'interviennent les grandes sociétés pétrolières qui ne semblent pas éprouver, elles, d'ennuis économiques, au contraire. Ainsi, Atlantic Richfield (Arco) a acheté Anaconda, qui était le troisième plus important producteur de cuivre aux Etats-Unis. Pennzoil possède maintenant Duval, le 5e producteur de cuivre. Plus récemment, la société Louisiana Land & Exploration a pris le contrôle de Copper Range.

En décembre dernier, Exxon, la plus grande compagnie de pétrole du monde, a acheté une mine de cuivre au Chili.

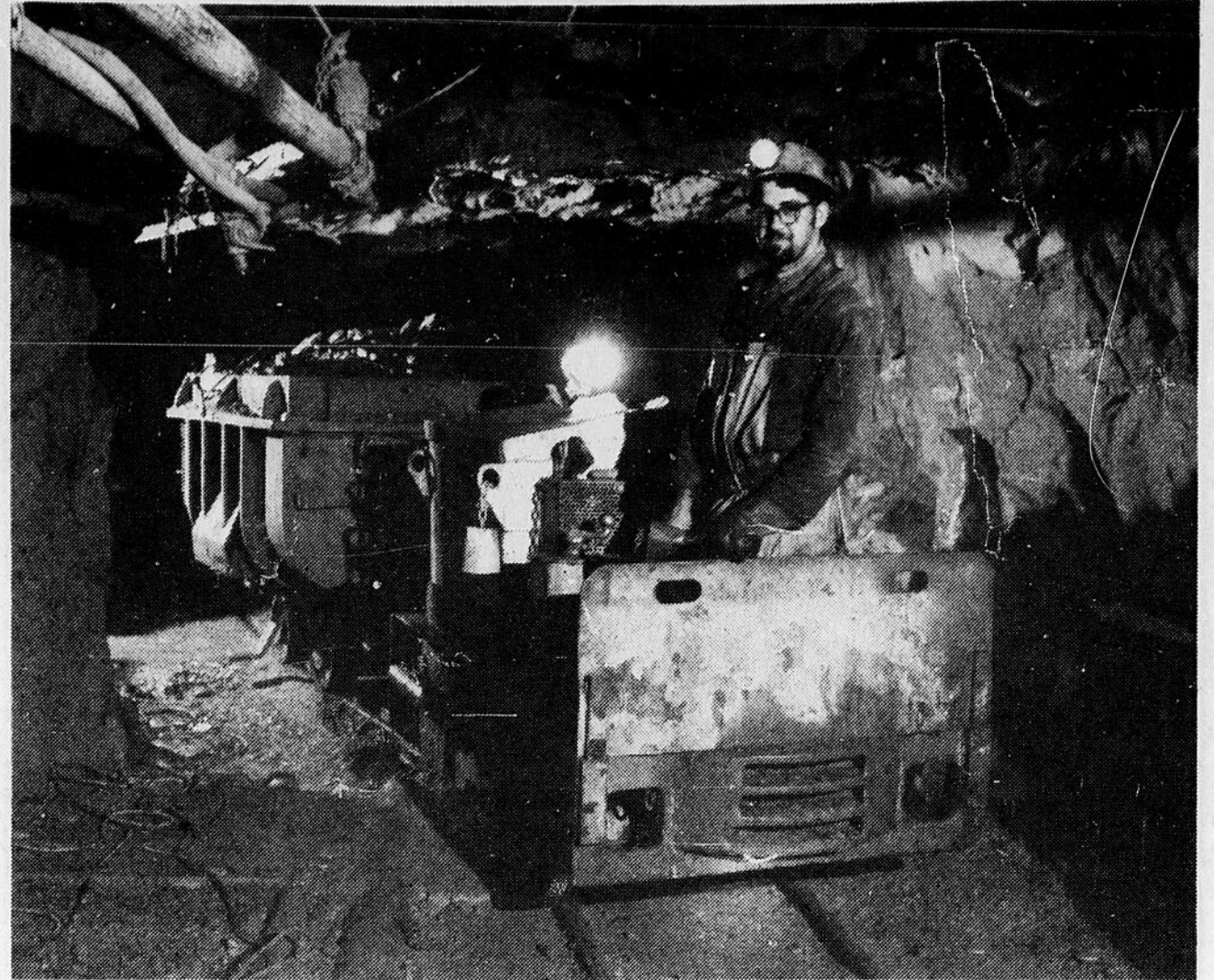
L'actuelle capacité de production de cette mine ne s'élève qu'à 37,000 tonnes par année, mais Exxon y projette une importante expansion. Exxon dispose également de gisements de cuivre au Wisconsin.

Outre la mise en valeur de gros gisements de cuivre bon marché en Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Indonésie et l'Iran entendent accroître leur capacité respective de production, et de nouvelles mines ouvriront bientôt au Mexique, au Zaïre et en Pologne.

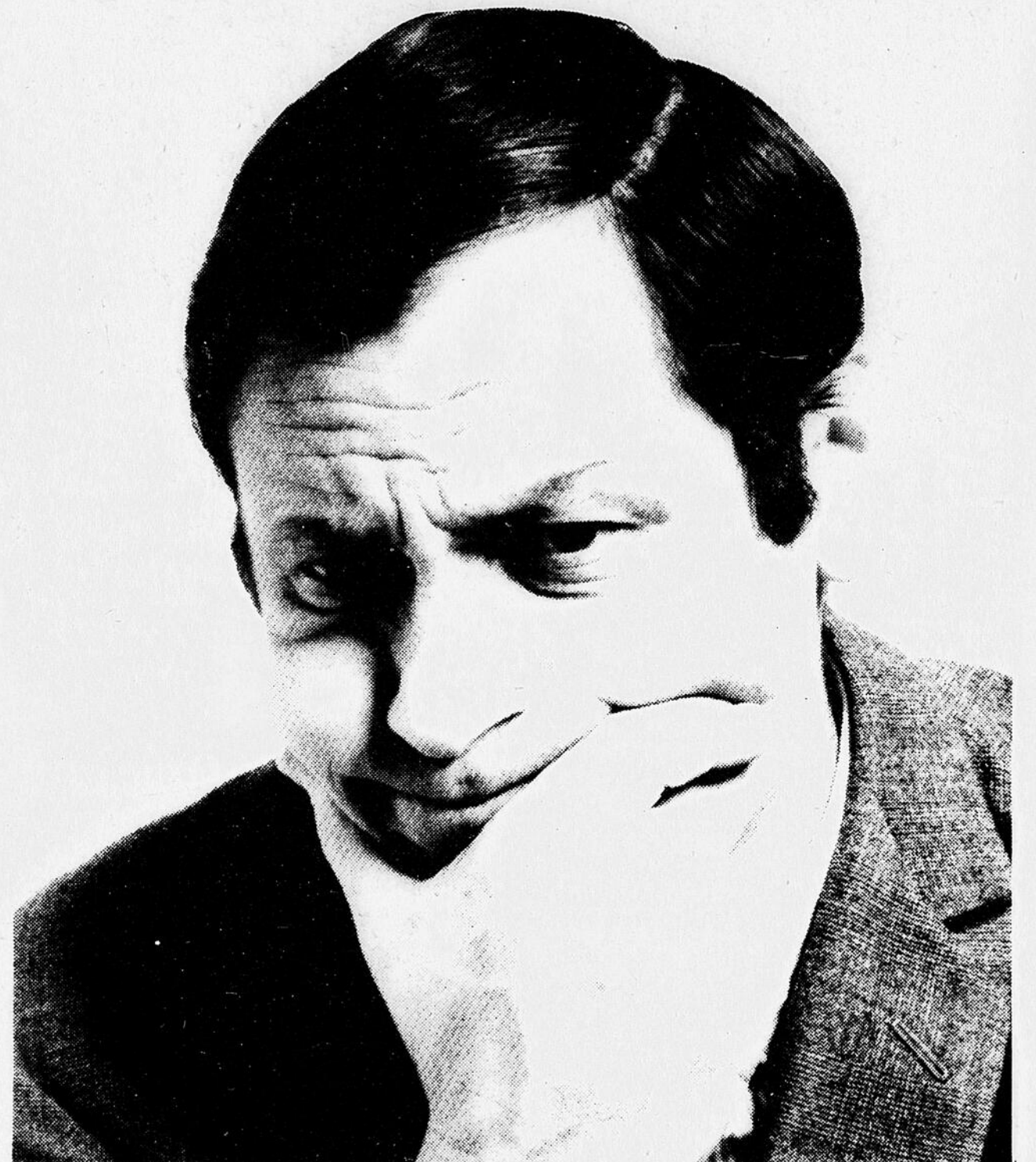
Le plus étrange est que la Banque de Montréal prête une partie des fonds requis pour l'exploitation d'un imposant gisement de cuivre en Pologne. Les dirigeants de cette banque à charte canadienne ignorent peut-être que l'industrie du cuivre au pays est fort mal en point...

Fait aussi curieux que celui rappelé par Fortune, dans son édition du 13 mars 1978: un groupe industriel, constitué d'une compagnie américaine et de trois sociétés canadiennes fait présentement des recherches intensives afin de trouver de nouvelles réserves de cuivre attrayantes au Chili.

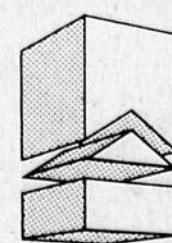
Bref, le prix du cuivre, n'est pas prêt de se raffermir à un niveau qui normaliserait la situation à Chibougamau-Chapais.



La mine Opemiska, à Chapais exploite semble-t-il le plus important gisement de cuivre du secteur.



**Vous pensez  
à rénover votre  
maison  
appelez les gars de  
Proco  
Vous serez surpris**



**PROCO**  
PROCO METAL LTEE

**668-3371**  
Nous batissons  
Nous rénovons  
Nous louons

## CASTEL

Distribution d'huile à chauffage dans toute la région du Saguenay. La seule entreprise dans le domaine dont toutes les données sont traitées par ordinateur.

- Livraison automatique.
- Assurance pièces et entretien de votre système de chauffage.

**Vente ou location d'équipement pour améliorer votre confort au foyer.**

- Four micro-ondes
- Raffineur d'eau
- Filtre électronique
- Foyer
- Humidificateurs
- Détecteurs de fumée
- Chauffe-eau
- Air climatisé

**NOUVEAU**  
**Grilloir à gaz POUR L'EXTERIEUR**  
Modele G-1000E-X de luxe  
**PRINCIPAUX AVANTAGES**

Fabrication en aluminium inoxydable épais.  
Profondeur de cuisson additionnelle qui prévient les flambées excessives et qui donne un meilleur contrôle des résultats.  
Grills de cuisson en fonte émaillée en porcelaine! Parfaits pour la cuisson, tellement faciles à nettoyer.  
Réglage du brûleur à l'infini...pas seulement haut, moyen et bas.  
Charbons permanents "Flower Rock"...éliminez le coût et la saleté du charbon de bois, mais obtenez quand même un goût délicieux de "barbecue".  
L'indicateur de chaleur indique la température de cuisson à l'intérieur du grilloir et assure des résultats plus précis.  
Deux tablettes en redwood et un râtelier à pommes de terre fournis comme équipement standard!



**CASTEL**

23 EST, RACINE — CHICOUTIMI.  
TEL.: 543-4339

**CONSULTEZ UN DE NOS REPRESENTANTS**

# Campbell a plus d'une corde à son arc

La compagnie Campbell, de Toronto, qui est la principale entreprise minière à Chibougamau, doit sa survie aux intérêts qu'elle possède dans le secteur du pétrole.

Puisque le marché du cuivre est dans une situation anémique depuis 1975 et que la situation ne se redressera pas à court terme, Campbell, à l'instar d'autres sociétés privées du même genre, devra probablement trouver d'autres champs d'action pour ne pas déprimer.

Pour 1977, Campbell Chibougamau Ltd., a déclaré une perte nette sur l'ensemble de ses activités, de \$4 millions ou de 91 cents par action, par rapport au déficit de \$577,000 ou de 13 cents par action, enregistré en 1976. Le seul résultat encourageant est que Campbell a retiré des profits de \$616,000 de ses intérêts dans le pétrole. L'an dernier, Campbell avait obtenu un bénéfice d'environ \$100,000 de cette source. Les dirigeants de la compagnie prévoient que les profits du pétrole seront plus substantiels encore qu'en 1977, cette année.

Même si Campbell reçoit depuis peu de l'aide du gouvernement provincial pour maintenir quelques dizaines d'emplois dans ses installations à Chibougamau, il faut s'attendre à ce que cette compagnie délaisse encore plus le domaine du cuivre, afin d'augmenter ses activités profitables pour les actionnaires. Bref, le cuivre ne peut plus assurer la subsistance de Campbell.

Campbell a déjà plus d'une corde à son arc. La compagnie est disposée à mettre en valeur des gisements d'uranium, d'amiante, de fer et d'autres métaux, en plus de s'intéresser de plus en plus à l'exploitation du charbon.

## Diversifier est la solution

La compagnie Campbell est loin d'être la seule victime de l'affaissement prolongé du prix du cuivre sur le marché international. La plupart des producteurs de cuivre sur le continent éprouvent des ennuis sans précédent.

C'est le cas pour la société géante Kennecott Copper, de New York (\$956 millions de ventes en 1976), qui accusait une perte de \$4,4 millions à la fin du troisième trimestre, en 1977. Un autre colosse dans le secteur du cuivre aux Etats-Unis, Phelps Dodge (ventes de \$942 millions en 1976), de New York également, considérée comme ayant l'une des administrations les plus compétentes et efficaces de l'industrie aux Etats-Unis, annonçait seulement \$7,7 millions de bénéfice net après neuf mois, en 1977. Cyprus Mines a connu des déboires identiques en 1977.

Certaines entreprises spécialisées dans la production de cuivre n'ont tout simplement pas résisté à la réduction prolongée des prix. Par exemple, Cooper Range a été achetée par la Louisiana Land & Exploration Co. Anacoda, qui était autrefois une puissante société, a été acquise par une société pétrolière, Atlantic Richfield (Arco).

D'autres producteurs de cuivre ont misé sur la diversification (c'est le but que semble viser Campbell) pour se sortir du pétrin. Ce fut le cas de Asarco, de la compagnie Amax, de Newmont Mining et de Texangulf, laquelle compagnie américaine est incidemment contrôlée en partie par la Compagnie de développement du Canada, instituée par Ottawa.

## Responsables de la chute

Fin 1977, le prix du cuivre sur le marché international était de 56 cents la livre, le plus bas au cours des trois dernières années et 63 pour cent inférieur au taux maximum de \$1.52 atteint en 1974.

Ce sont les producteurs de cuivre dirigés par les gouvernements dictatoriaux d'Afrique et d'Amérique du Sud qui sont directement responsables de cette chute catastrophique des prix du cuivre. Ces nations en voie de développement, qui visent elles aussi une part de la prospérité des pays les plus industrialisés, procèdent à l'extraction et au raffinage du minerai de cuivre, sans se préoccuper de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande, afin de soutenir des prix justifiant le bien-être de l'industrie minière au Canada et aux Etats-Unis.

Ce faisant, ces pays d'Afrique et d'Amérique du Sud, comme le Zaïre et le Chili, maintiennent un bon niveau d'emploi dans leurs entreprises minières, lesquelles produisent à meilleur coût, étant donné le prix modique de la main-d'oeuvre par rapport aux taux horaires en vigueur en Amérique du Nord. Ces pays obtiennent aussi des devises étrangères précieuses pour l'évolution de leur économie.

Par contre, cette surproduction de cuivre détruit la position concurrentielle des entreprises minières au Canada et aux Etats-Unis, en ce sens que Campbell et les autres sont incapables de vendre leur métal à des prix aussi bas.

Enfin, tout n'est pas perdu pour Campbell en tant que producteur de cuivre. Car ses réserves connues dans le secteur de Chibougamau s'élèvent à 9,8 millions de tonnes, lequel gisement contient 1,46 pour cent de cuivre et 0,038 once d'or par tonne...



Les installations de la Cie Campbell à Chibougamau

# VEILLETTE INC.

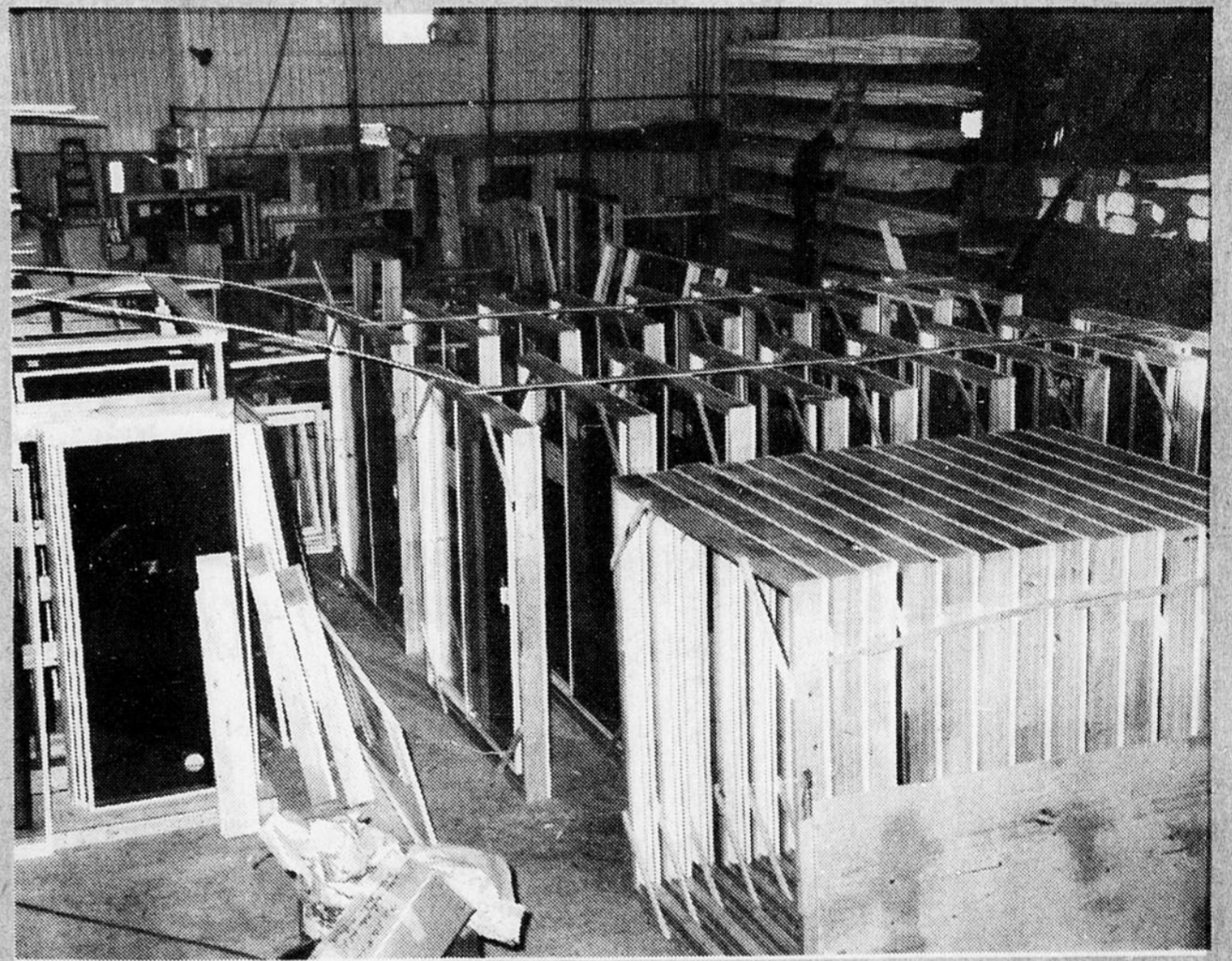
**Rénovation commerciale et résidentielle. Verre de tous genres, unités scellées. Fenêtres canadiennes et autres. Portes en bois et en aluminium. Façade de magasins, murs, rideaux, etc.**

**Agent autorisé des produits SOLARIS**

**Fenêtres avec cadre en bois et en aluminium**

**Porte-patio Solaris  
Le verre "Solatec"**

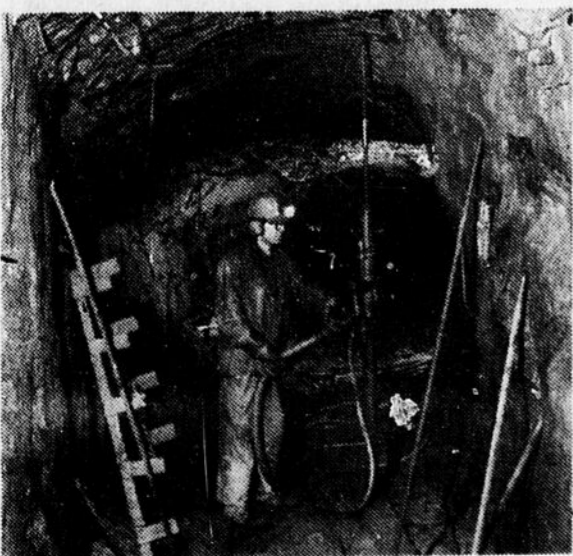
Le rodage de nos nouvelles installations étant au point, nos possibilités de production étant plus grandes; nous sommes présentement à la recherche de nouveaux produits, ainsi que de nouveaux débouchés. Pour toutes informations, n'hésitez pas à communiquer avec nous.



**Veillette Deschênes Itée**

2150 Boul. Talbot — C.P. 1178 — Chicoutimi, P.Q.

TEL.: (418) - 549-4180



# des marques garanties pour un repas bien réussi...



et



des  
produits  
de chez nous  
pour nous



## Services de la CCS

- Abattoir à bestiaux et volailles
- Produits laitiers
- Meunerie
- Poste de séchage
- Produits pétroliers

- Usine de sciage
- Poste de mirage
- Couvoir
- Service mécanique

- Service technique
- Service informatique
- Service général
- Vente et service des camions International
- Machinerie agricole.

MAÎTRES  
DES  
CHAMPS



CHAÎNE COOPERATIVE  
DU SAGUENAY



VOICI L'ÉVASION  
SCOUT 78

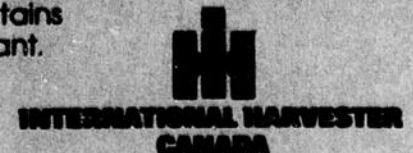


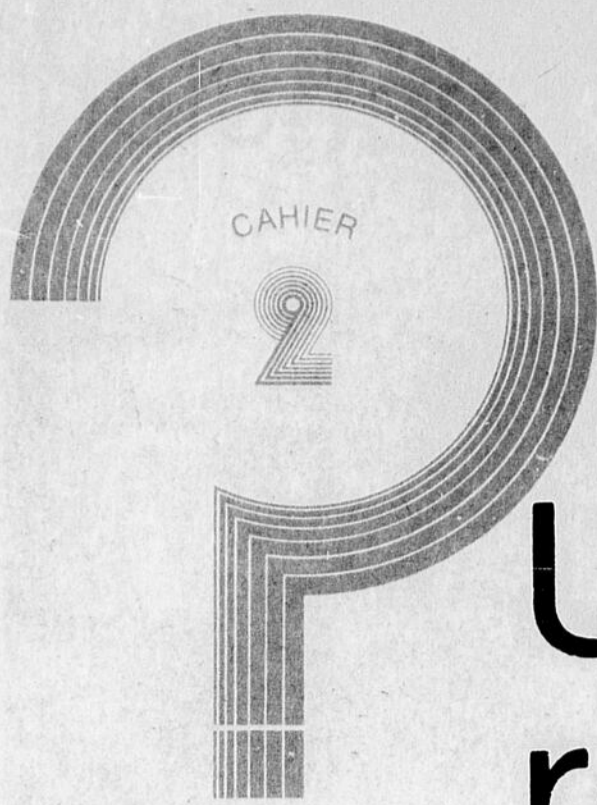
Mettez quatre solides Scout à l'essai

International Harvester présente une nouvelle gamme pour 1978. Des véhicules à quatre roues motrices possédant des caractéristiques de série pour que vous puissiez vous évader loin des chemins battus.

- Entraînement par quatre roues motrices sélectives - commande sur tableau de bord.
- Allumage électronique: moins de pièces, meilleures performances.
- Au choix: moteurs économiques de 4 cylindres ou V-8 de 345 ps.
- Châssis en caisson solide pleine longueur.
- Puissants freins à disques à l'avant.
- Plus un grand choix de couleurs, de bandes latérales et de caractéristiques pour le confort intérieur.

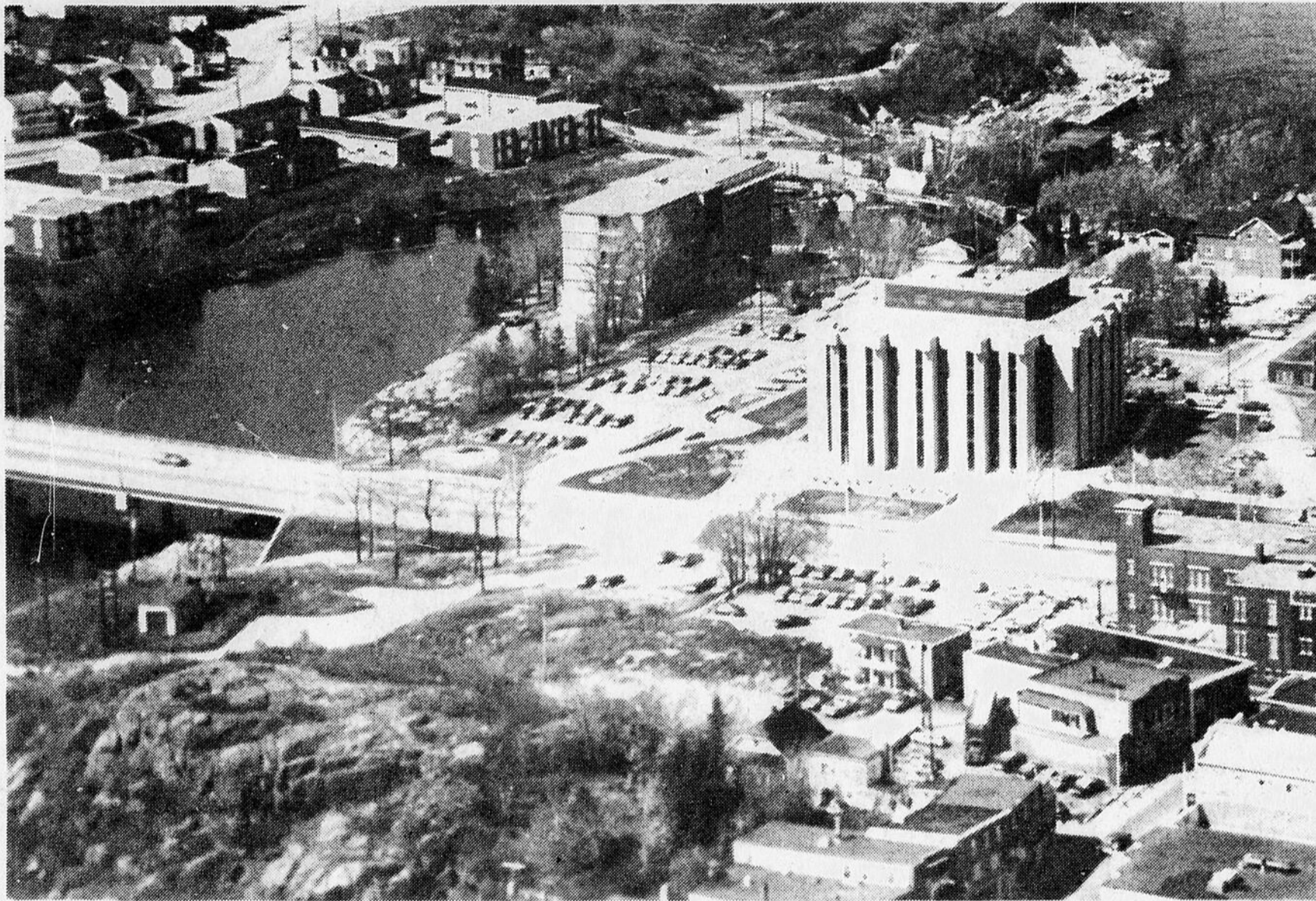
Venez faire l'essai d'un Scout 1978... puis partez à la découverte d'aventures dont certains rêvent tant.





Jonquière et Chicoutimi

## Une santé financière relativement bonne



L'EDIFICE administratif a changé complètement le centre du secteur de Jonquière.

Une analyse de Claude Fortin et Laval Gagnon

La santé financière des deux principales agglomérations du Haut-Saguenay peut être globalement qualifiée de bonne.

Tout étant relatif, la situation de Jonquière paraît particulièrement confortable du fait du coût assez peu élevé de son administration, par rapport aux autres villes québécoises d'importance comparable.

A Chicoutimi, on ne peut pas parler non plus de santé financière chancelante. Les bilans et budgets des années 1976-77 et

78 supportent convenablement la comparaison avec les autres villes de même importance.

Son endettement relativement élevé, par rapport à l'évaluation imposable sur laquelle elle peut compter, allume cependant un feu jaune. Les administrateurs municipaux devront surveiller sérieusement le débit de leurs investissements au cours des prochaines années.

Ces conclusions se dégagent d'un travail comparatif et d'une analyse effectués par Le Quoti-

dien. Les auteurs ont recueilli les données pertinentes auprès de sept des dix ou douze villes du Québec dont la population varie entre 55,000 et 75,000 habitants. Les villes de Jonquière, Chicoutimi, Trois-Rivières, Gatineau, Charlesbourg, Sainte-Foy et Hull ont été considérées.

### Jonquière

Jonquière dépense, en 1978, quelque \$349 par habitant, soit moins que cinq des six autres

villes soumises à l'analyse.

Au chapitre de la taxe foncière, le taux de \$1.99 du \$100 d'évaluation la place en bonne position, au tableau fiscal municipal québécois. Compte tenu de l'évaluation assez élevée dont dispose la ville, on peut considérer que la taxe foncière y atteint un niveau à peu près moyen.

C'est au domaine de l'endettement municipal que la situation de Jonquière paraît particulièrement intéressante. La dette obligatoire n'y atteint que 8.3 p.

c. du total de l'évaluation imposable de \$481 millions.

La commission municipale n'allume le feu rouge que lorsque ce pourcentage dépasse 15 p. c.

Dans les autres villes considérées, ce pourcentage varie entre 8.7 p. c., à Sainte-Foy, et 14.2 p. c., à Gatineau.

A Jonquière, la dette obligatoire a cependant réalisé un bond assez spectaculaire depuis 1976, progressant de tout près de 50 p. c.

### Chicoutimi

Chicoutimi apparaît un peu comme une ville-type, aux prises avec les aléas du développement urbain que sont, notamment, l'endettement municipal, la taxe foncière et la hausse rapide des coûts.

A la fin du présent exercice financier, la dette obligatoire y atteindra le niveau respectable de 12.3 p. c. du total de l'évaluation imposable de \$394 millions. Le feu rouge, rappelons-le, allume à 15 p. c. La ville vient à ce chapitre, immédiatement après Gatineau, où l'endettement se situe à 14.2 p. c. de l'évaluation.

En termes d'endettement per capita, Chicoutimi se classe également seconde, avec \$830. Elle vient après Sainte-Foy, où chaque citoyen a un fardeau de \$979.

De 1976 à 1978, la taxe foncière chicoutimienne est passée de \$1.63 à \$2.37 du \$100 d'évaluation. Cette augmentation importante résulte de facteurs comme la poursuite de l'urbanisation, la pression sur les structures traditionnelles, le regroupement, et élément non négligeable, la consolidation des services.

Incidentement, Chicoutimi dépense, en 1978, une moyenne légèrement supérieure à \$360 par habitant. Parmi les sept villes considérées, Sainte-Foy et Hull dépensent davantage, inscrivant des moyennes de \$500 et \$467 per capita.

En ce domaine, la performance chicoutimienne paraît assez bonne et très comparable aux autres villes québécoises de même importance.

	Budget	Population	Evaluation imposable	Taxe foncière	Dette obligatoire	Service de la dette	Dépenses per capita	Dette oblig. éval. imposable	Dette oblig. per capita 1978
Jonquière	76	\$14,86 M	63,302	\$403 M	\$1.25	\$26.1 M	\$3.33 M	\$234.74	6.5 p.c.
	77	\$19,05 M	63,500	\$450 M	\$1.80	\$33.4 M	\$4.21 M	\$300.00	7.4 p.c.
	78	\$21.2 M	63,691	\$481 M	\$1.99	\$39 M	\$5.02 M	\$349.31	8.3 p.c.
Chicoutimi	76	\$14.8 M	57,250	\$315.6 M	\$1.63	\$34.9 M	\$4.20 M	\$258.51	11.0 p.c.
	77	\$17.4 M	58,500	\$365.3 M	\$1.91	\$40.2 M	\$4.98 M	\$297.43	11.0 p.c.
	78	\$21.1 M	58,520	\$394.3 M	\$2.37	\$48.6 M	\$6.00 M	\$360.56	12.3 p.c.
T.-Rivières	76	\$15.7 M	56,388	\$212.5 M	\$1.57	\$22.6 M	\$3.4 M	\$278.42	10.4 p.c.
	77	\$17.1 M	56,388	\$231.5 M	\$2.17	\$27.2 M	\$3.7 M	\$303.25	11.7 p.c.
	78	\$19.7 M	56,388	\$234.4 M	\$2.22	\$26.2 M	\$4.1 M	\$349.36	11.1 p.c.
Gatineau	76	\$19,055 M	70,000	\$278.47 M	\$2.18	\$46.15 M	\$5.16 M	\$272.21	16.5 p.c.
	77	\$22,179 M	72,000	\$315.04 M	\$2.37	\$47.80 M	\$6.37 M	\$308.04	15.1 p.c.
	78	\$24.4 M	74,400	\$346.12 M	\$2.25	\$49.12 M	\$7.12 M	\$327.95	14.2 p.c.
Charlesbourg	76	\$12.9 M	62,000	\$398.6 M	\$1.16	\$38 M	\$4.2 M	\$208.06	9.5 p.c.
	77	\$15.3 M	62,500	\$435 M	\$1.31	\$44.3 M	\$4.3 M	\$244.80	10.1 p.c.
	78	\$18.9 M	67,500	\$475 M (à 70%)	\$1.49	\$51.4 M	\$5.9 M	\$280.00	10.8 p.c.
Ste-Foy	76	\$28.8 M	73,950	\$762 M	\$1.33	\$60.5 M	\$7.99 M	\$389.45	7.9 p.c.
	77	\$33.5 M	73,950	\$810 M	\$1.49	\$68 M	\$8.97 M	\$453.00	8.3 p.c.
	78	\$37 M	73,950	\$825.5 M	\$1.79	\$72.4 M	\$9.84 M	\$500.00	8.7 p.c.
Hull	76	\$22.6 M	61,039	\$340 M	\$2.45	\$34.3 M	\$4.2 M	\$370.25	10.0 p.c.
	77	\$25.2 M	61,039	\$370 M	\$2.48	\$43.4 M	\$4.7 M	\$412.85	11.7 p.c.
	78	\$28.5 M	61,039	\$442 M	\$2.54	\$46.6 M	\$6.3 M	\$466.91	10.5 p.c.

Chicoutimi

# La fusion a transformé le portrait financier

par Laval Gagnon

Position

Lorsqu'une ville a la prétention de représenter le nec plus ultra dans une région, ses contribuables doivent pourvoir aux frais du culte métropolitain qui en résulte.

Chef-lieu du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Chicoutimi, la fière, a pu longtemps bénéficier, sans grands frais, des retombées de l'action "urbanisante" des implantations religieuses et institutionnelles.

Mais, principalement depuis le début des années 70, l'urbanisation et le développement, tout en étant ampoulés vicieusement par le processus inflationniste, ont pris des colorations nettement commerciales, de loisirs et routières.

Ce sont d'ailleurs ces nouveaux dogmes urbains qui, dans une bonne mesure, ont justifié les croisades des dernières années en faveur des regroupements municipaux. Indépendamment des heurts — inévitables — que la "nouvelle religion" produisit, chacun ne pouvait, désormais, se soustraire au vent du progrès: tout allait donc coûter plus cher, de plus en plus cher...

Chicoutimi

A cet égard, Chicoutimi est un cas tout à fait typique: poussée d'urbanisation, pression sur les structures traditionnelles, regroupement, poursuite de l'urbanisation.

Résultat au niveau de l'administration municipale: croissance accélérée de la technocratie, augmentation rapide des dépenses. Résultat pour le contribuable: consolidation



VILLE TYPE — La ville maire Henri Girard est un bel exemple des incidences du développement urbain sur l'administration municipale. A Chicoutimi, l'état des finances est bon, mais il y a lieu de faire preuve de prudence en regard des investissements futurs.

d'un "minimum" de services et hausse importante du compte de taxes.

Depuis le regroupement, de 1976 à 1978, la taxe foncière chicoutimienne est passée de \$1.63 à \$2.37 (hausse de 45 pour cent), alors que les dépenses (budget) augmentaient de \$14.8 à \$21.1 millions (42 pour cent).

Quoique délicate, la comparaison avec Trois-Rivières, une capitale régionale de 56,388 habitants (Chicoutimi en compte plus de 57,000), est intéressante. Le budget de Trois-Rivières, ville qui n'a pas "subi" de regroupement, est passé de \$15.7 millions en 1976, à \$19.7 millions en 1978 (hausse de 25.4 pour cent), tandis que la progression de la taxe foncière s'établissait à 41 pour cent (\$1.57 à \$2.22).

Cependant, l'évaluation impossible et sa progression dans la capitale trifluvienne tend à montrer que cette ville n'a pas le dynamisme de Chicoutimi. L'évaluation de Trois-Rivières a progressé de 10.3 pour cent (\$212 à \$234 millions), alors qu'à Chicoutimi, la hausse enregistrée est de l'ordre de 24.9 pour cent (\$315 à \$394 millions).

La dette

Indice de plus en plus révélateur de la santé financière d'une ville (car les municipalités se développent aujourd'hui en empruntant), la dette à long terme souffre quand même difficilement de comparaisons en chiffres absolus. Encore là, les nuances sont importantes, lorsqu'on expose les unes en face des autres les données relatives aux sept villes retenues (Jonquière, Chicoutimi, Trois-Rivières, Gatineau, Charlesbourg, Sainte-Foy et Hull).

Par rapport à Trois-Rivières, par exemple, ville dont la population est sensiblement la même, la dette à long terme de Chicoutimi est presque deux fois plus importante: \$48.6 millions contre \$26.2 millions. Par contre, l'évaluation impossible à Trois-Rivières est sensiblement inférieure: \$234.4 contre \$394.3 millions. Le taux d'endettement se compare cependant: 12.3 pour cent à Chicoutimi et 11.1 pour cent à Trois-Rivières.

L'analyse montre d'autre part une progression de l'endettement plus forte à Chicoutimi qu'à Trois-Rivières, depuis 1976. Il faut préciser néanmoins que la capitale trifluvienne n'a pas subi de regroupement pendant cette période, et que la progression de l'évaluation impossible y a été moins marquée. L'évaluation impossible augmentait en effet de 24.9 pour cent à Chicoutimi de 1976 à 1978, alors qu'à Trois-Rivières, elle ne s'accroissait que de 10.3 pour cent, dont seulement 1.2 pour cent cette année.

La courbe de la dette obligataire a subi le même phénomène: 39.2 pour cent à Chicoutimi contre 15.9 pour cent à Trois-Rivières. Incidemment, preuve d'un net ralentissement des emprunts dans cette dernière ville, la dette obligataire a baissé de 3.6 pour cent cette année, passant de \$27.2 à \$26.2 millions.

Enfin, les Trifliviens affectent 20.8 pour cent de leur budget à payer leur dette à long terme (21.6 en 1977) tandis que les Chicoutimiens y consacrent beaucoup plus, soit 28.4 pour cent.

Toujours boiteuse lorsqu'établie en chiffres absolus, la comparaison de l'endettement des villes-cibles prend toutefois un aspect plus significatif en termes de pourcentage.

Ainsi, Chicoutimi se classe au troisième rang des sept villes en ce qui concerne la part du budget affectée au paiement de la dette à long terme, après Charlesbourg et Gatineau (respectivement 28.4, 31.2 et 29.1 pour cent).

D'autre part, c'est à Jonquière et à Hull qu'on constate la progression la plus rapide de la proportion du budget affectée au paiement de la dette à long terme. (50.7 et 50 pour cent, comparativement à 42.8 pour cent à Chicoutimi).

Quant à la progression de la dette à long terme elle-même, Chicoutimi suit Jonquière pour la période mentionnée: 49.4 par rapport à 39.2 pour cent.

On peut donc conclure que la capitale chicoutimienne a vu depuis 1976 son endettement à long terme progresser de façon sensiblement plus marquée que la moyenne des autres villes concernées. D'ailleurs les villes qui ont connu un regroupement récemment (Jonquière, Charlesbourg, Gatineau), occupent le haut du pavé dans le domaine, ce qui tend à confirmer l'hypothèse qui veut qu'une municipalité voit ses dépenses progresser de façon spectaculaire dans les années qui suivent le regroupement.

Une ville comme Trois-Rivières, sans être frappée de torpeur dans son développement, semble cependant avoir atteint une maturité que seules l'implantation d'activités majeures (industries, commerces, etc.) ou la disparition de celles qui existent déjà, pourraient perturber et affecter à la hausse ou à la baisse sa relative stabilité financière.

Une ville comme Gatineau, par contre, semble en position beaucoup plus délicate que celle de Chicoutimi. Du moins, cette ville de l'Outaouais semble devoir se serrer la ceinture pour quelques années.

Evoluant en quelque sorte dans l'ombre de la capitale régionale, Hull, et membre de la Communauté régionale de l'Outaouais, Gatineau, ville "regroupée", paraît devoir jouer les "grandes villes", sans pour autant bénéficier de l'infrastructure équivalente.

Comparativement à Chicoutimi (\$394.3 millions), Gatineau, avec ses 74,000 habitants, est caractérisée par une évaluation impossible inférieure (\$346.12 millions), bien que son budget et sa dette obligataire soient supérieures: respectivement \$24.4 millions et \$49.12 millions, comparativement à \$21.1 et \$48.6 pour Chicoutimi.

La digestion du regroupement y sera sans doute plus longue, car avec un taux d'endettement de 14.2 (le plus important des sept villes), Gatineau ne peut accélérer son urbanisation sans compromettre gravement sa santé financière déjà fragile.

Chicoutimi

La "photographie" de la situation financière de Chicoutimi en 1978, lorsqu'on la compare à celles des années précédentes et à celles d'autres villes de semblable importance, montre une municipalité aux prises avec les aléas du développement urbain: dette à long terme relativement importante et en constante progression, taxe foncière à la hausse, etc.

Ce qui ne signifie pas nécessairement que cette situation financière soit critique, ...loin de là. Par contre, indépendamment des contre-coups du regroupement de 1976, Chicoutimi ne pourra longtemps conserver la même allure dans la progression de ses dépenses et surtout de son endettement.

L'évaluation impossible sur laquelle, tout compte fait, repose le pouvoir d'emprunter, connaîtra très probablement une progression plus faible qu'au cours des récentes années. On peut présager qu'elle se situera entre 5 et 10 pour cent pour les prochaines années, à moins de projets spectaculaires.

Incidemment, l'endettement à long terme per capita est à Chicoutimi le deuxième plus haut des villes-cibles. Avec \$830 per capita, Chicoutimi vient après Sainte-Foy avec \$979, et devant Hull (\$763), Charlesbourg (761), Gatineau (\$660), Jonquière (642) et Trois-Rivières (464).

Quant aux dépenses per capita, elles s'accroissent elles aussi de façon constante: \$258.51 en 1976 à \$360.56 en 1978, soit une hausse de 39.4 pour cent. Après Jonquière avec un taux d'accroissement de 48 pour cent, il s'agit là de la plus forte augmentation.

Jonquière et Chicoutimi occupent largement d'ailleurs, la position de tête dans le domaine. Charlesbourg, ville-dortoir, a un taux de 34 pour cent, Sainte-Foy 28 pour cent, Hull 25 pour cent, Trois-Rivières 25 pour cent et Gatineau 20 pour cent.

En chiffres absolus, Chicoutimi (\$360.56) n'est devancée dans le domaine que par Sainte-Foy (\$500) et Hull (\$466).

L'avenir

Que réserve l'avenir à l'administration et aux contribuables de Chicoutimi? La réforme de la fiscalité municipale, remise à une date ultérieure, n'aurait pas permis, semble-t-il, le second souffle que recherchent les administrateurs municipaux.

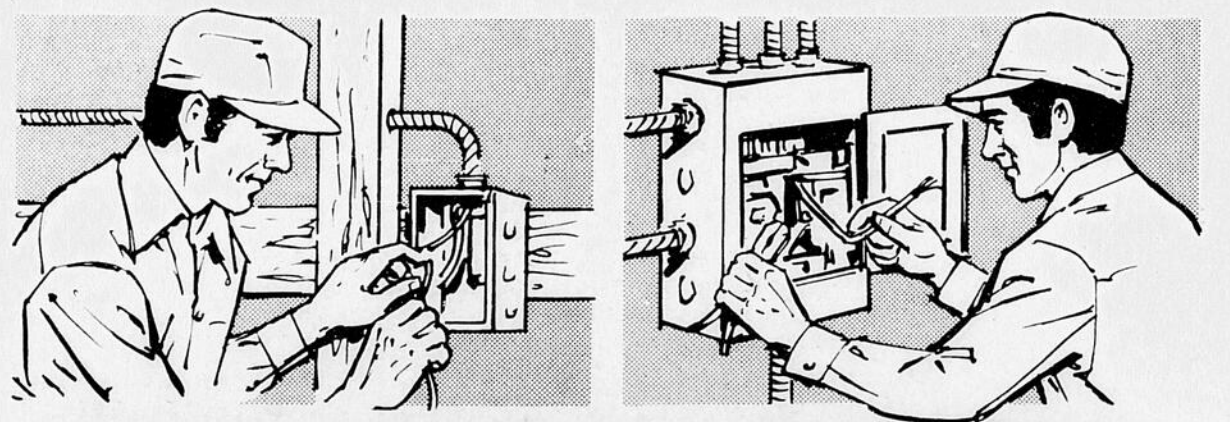
De toute façon, les administrateurs chicoutimiens auront avant longtemps un choix à poser, compte tenu des développements encore intéressants qui se profilent à l'horizon: poursuivre résolument l'urbanisation et mener des projets de développement pour conserver à Chicoutimi son rôle de capitale ou, tout en visant cet objectif, ralentir et en quelque sorte rationaliser davantage ce développement en fonction des goussets des contribuables. Tout semble indiquer que les deux objectifs, en effet ne sont pas inconciliables.



## vous pensez construire rénover réparer...



### FAITES APPEL A UN VRAI SPECIALISTE



- Ouvrage garanti
- Personnel qualifié
- Exécution des travaux dans un temps raisonnable



Installations Electriques RD Ltée

Roger et Rosaire Deschênes prop. ENTREPRENEURS ELECTRICIENS

Installations et réparations générales

atelier, 1202, 4ème avenue, Ville de La Baie, bureau, 2ème rue, Ville de la Baie. Tél.: 544-3571

# L'administration de la ville de Jonquière stabilise le rythme de ses dépenses

Par Claude Fortin

La situation financière de Jonquière paraît particulièrement bonne et l'administration municipale relativement peu dispendieuse par rapport aux autres villes québécoises d'importance comparable.

En substance, le niveau du budget et de la taxe foncière, de même que l'état de la dette obligatoire et du service de la dette y semblent tout-à-fait acceptables.

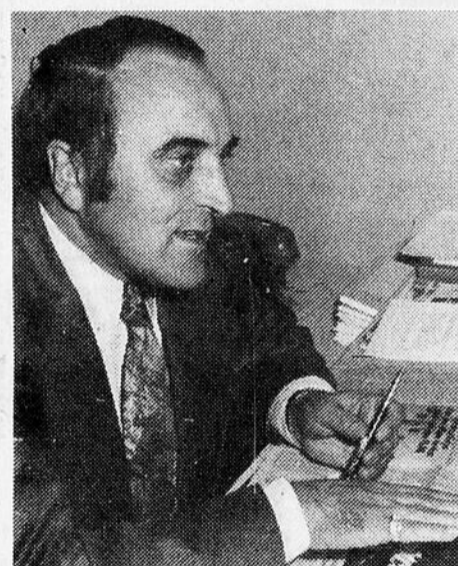
Ainsi, le budget 1978 de la ville de Jonquière prévoit une dépense légèrement supérieure à \$349 par habitant. Il s'agit de la seconde moyenne la moins élevée, parmi les sept villes considérées. Jonquière vient, à ce chapitre, après Charlesbourg, où un budget très peu élevé de \$18,9 millions, par rapport à une population de quelque 67,500, situe la moyenne de dépenses per capita à \$280.

Dans les autres villes, on remarque des dépenses per capita variant entre un peu plus de \$349 à Trois-Rivières et \$500 à Sainte-Foy.

Cette donnée, comme toutes les autres d'ailleurs, ne peut être considérée isolément. Le volume de dépenses per capita n'a de signification qu'en tenant compte d'autres facteurs, dont l'évaluation impossible sur laquelle peut compter l'administration municipale n'est pas le moindre.

## La taxe foncière

Jonquière profite d'une évaluation municipale totale de \$481 millions, ce qui, compte tenu des autres sources de revenu, a incité les admi-



## Bonne position

— Le maire Francis Dufour dirige une ville où divers facteurs ont permis de maintenir une situation financière qui peut être qualifiée de saine.

nistrateurs à fixer la taxe foncière à \$1.99 pour construire un budget équilibré.

La ville de Sainte-Foy, dont la population n'est supérieure que de 14,000 habitants à celle de Jonquière, compte sur une évaluation largement supérieure à celle de Jonquière. Cet important facteur lui permet d'imposer à ses contribuables une taxe foncière moins élevée de \$1.79.

Ainsi, grâce à une impressionnante évaluation de plus de \$828 millions, la ville de Sainte-Foy peut construire un budget supérieur de 74.5 p.c. à celui de Jonquière, à partir d'une taxe foncière de 10 p.c. inférieure et une population d'à peine 21 p.c. supérieure.

Toutes les autres villes considérées, cependant, possèdent des actifs évaluables, du point de vue de la taxe foncière, inférieurs à ceux de Jonquière. La taxe foncière, sur ces territoires, varie, globalement, entre \$2.25, à Gatineau, et \$2.54, à Hull. Les citoyens de Charlesbourg bénéficient d'un niveau de taxe foncière très bas de \$1.49 par \$100 d'évaluation. Cette ville doit paraître toutefois faire classe à part au chapitre du budget par sa situation financière exceptionnelle.

Outre son évaluation relativement impressionnante, Jonquière possède un avantage certain au niveau des revenus, que lui procure son réseau d'électricité. En 1977, le réseau a amené au-delà de \$1.5 million au fonds général.

Ce revenu atténué, bien sûr, le poids de la taxe foncière.

L'avenir des réseaux électriques municipaux, au Québec, paraît cependant loin d'être assuré.

Globalement, il importe de retenir que la taxe foncière, à Jonquière, atteint un niveau moyen, comparativement aux autres villes québécoises de même importance. La facture du contribuable y conserve un ni-

veau parfaitement acceptable par rapport à ces villes.

## L'endettement municipal

Au chapitre de l'endettement municipal, la situation de la ville de Jonquière paraît particulièrement intéressante du fait, surtout, de sa faible proportion par rapport à l'évaluation imposable. La dette obligatoire n'atteint en effet que 8,3 p.c. du total de cette évaluation, qui se situe quand même à un niveau fort respectable de \$481 millions.

La Commission municipale allume le feu rouge lorsque ce pourcentage dépasse 15 p.c.

Tout comme les autres éléments du budget, cependant, celui-ci ne peut être considéré isolément et ne doit être vu que comme un indicateur, parmi d'autres, de la qualité d'une administration municipale.

Ainsi, à Trois-Rivières, on estime qu'à la fin du présent exercice financier la dette obligatoire atteindra environ \$26,2 millions, comparativement à quelque \$39 millions à Jonquière. Dans la ville du papier, la dette obligatoire atteint cependant un peu plus de 11 p.c. du total de l'évaluation imposable.

La population de cette dernière agglomération n'est inférieure que d'environ 4,000 à celle de Jonquière. Comme quoi le volume relatif de l'endettement d'une ville ne peut en aucune façon être considéré comme un indice exhaustif de la qualité d'une administration municipale.

Il n'en reste pas moins qu'à Jonquière, la situation paraît très bonne, au chapitre de l'endettement municipal.

Des sept villes considérées, celle-ci possède le plus bas pourcentage d'endettement par rapport à l'évaluation imposable, vient en seconde place aux domaines de l'endettement per capita, de la dette obligatoire et du service de la dette.

La ville de Sainte-Foy suit immédiatement Jonquière, du point de vue de sa dette obligatoire considérée par rapport à son évaluation imposable, avec 8,7 p.c.. Hull et Charlesbourg viennent ensuite avec 10,5 p.c. et 10,8 p.c.

Gatineau vient au dernier rang, avec 14,2 p.c.

Au domaine de l'endettement per capita, Jonquière n'est précédée que par Trois-Rivières, où chaque citoyen n'est redevant que de \$464. A Jonquière, ce montant est de \$642.

Dans les autres villes, l'endettement par habitant varie entre \$660, à Gatineau, et \$979 à Sainte-Foy.

La dette obligatoire atteindra environ \$39 millions, à Jonquière, à la fin du présent exercice financier. Elle sera d'environ \$26,2 millions à Trois-Rivières et variera entre \$46,6 millions (Hull) et \$72,4 millions (Sainte-Foy) dans les autres villes.

Pour 1978, la ville de l'aluminium prévoit affecter une somme excédant légèrement \$5 millions à son service de la dette, ce qui représente environ 23,6 p.c. du total des dépenses anticipées. Dans les autres villes considérées, cette proportion varie entre 20,8 p.c., à Trois-Rivières, et 31,2 p.c., à Charlesbourg.

Dans ces domaines de la dette obligatoire et du service de la dette le rythme de progression a été particulièrement rapide, à Jonquière, depuis 1976, réalisant des bonds d'environ 50 p.c. Ce rythme est le plus rapide des sept villes considérées. Seule la ville de Hull approche celle de Jonquière, au chapitre de la progression du service de la dette, avec un rythme de 50 p.c. entre 1976 et 1978.

C'est entre 1976 et 1977 que Jonquière a le plus augmenté son endettement, lui faisant réaliser un bond assez important de tout près de 28 p.c. C'est d'ailleurs la progression enregistrée à ce moment qui contribue principalement à gonfler le rythme de progression pour la période comprise entre 1976 et 1978. La ville a ajouté un peu plus de \$7 millions à sa dette obligatoire, l'élevant à \$33,4 millions.

Une partie de l'emprunt réalisé en vue de la rénovation du Foyer des loisirs (\$1 million) contribue à expliquer cette progression relativement rapide. Des règlements urbains contribuent également à gonfler la dette obligatoire de 1977. On relève notamment des règlements de \$815,000, \$625,000, \$485,000 et \$700,000.

## En perspective

Rien ne laisse supposer, avec les données actuellement disponibles, que la situation financière de la ville de Jonquière pourrait être moins bonne dans l'avenir qu'elle ne l'est actuellement. La réforme de la fiscalité municipale, qui finira vrai-

semblablement par être concrétisée, pourrait même l'améliorer.

Au chapitre de la taxe foncière, on a effectué, en 1977, un rattrapage sensible qui devrait s'avérer sain pour l'avenir.

Dans le domaine de la dette obligatoire c'est le projet de rénovation et d'amélioration du réseau d'égoût qui serait susceptible de susciter le plus d'interrogation. Le projet complet nécessiterait un investissement d'environ \$30 millions.

L'administration jonquéroise affirme cependant ne pas vouloir s'engager dans un tel projet sans une aide gouvernementale substantielle. On espère que cette aide comblera environ les deux tiers des coûts.

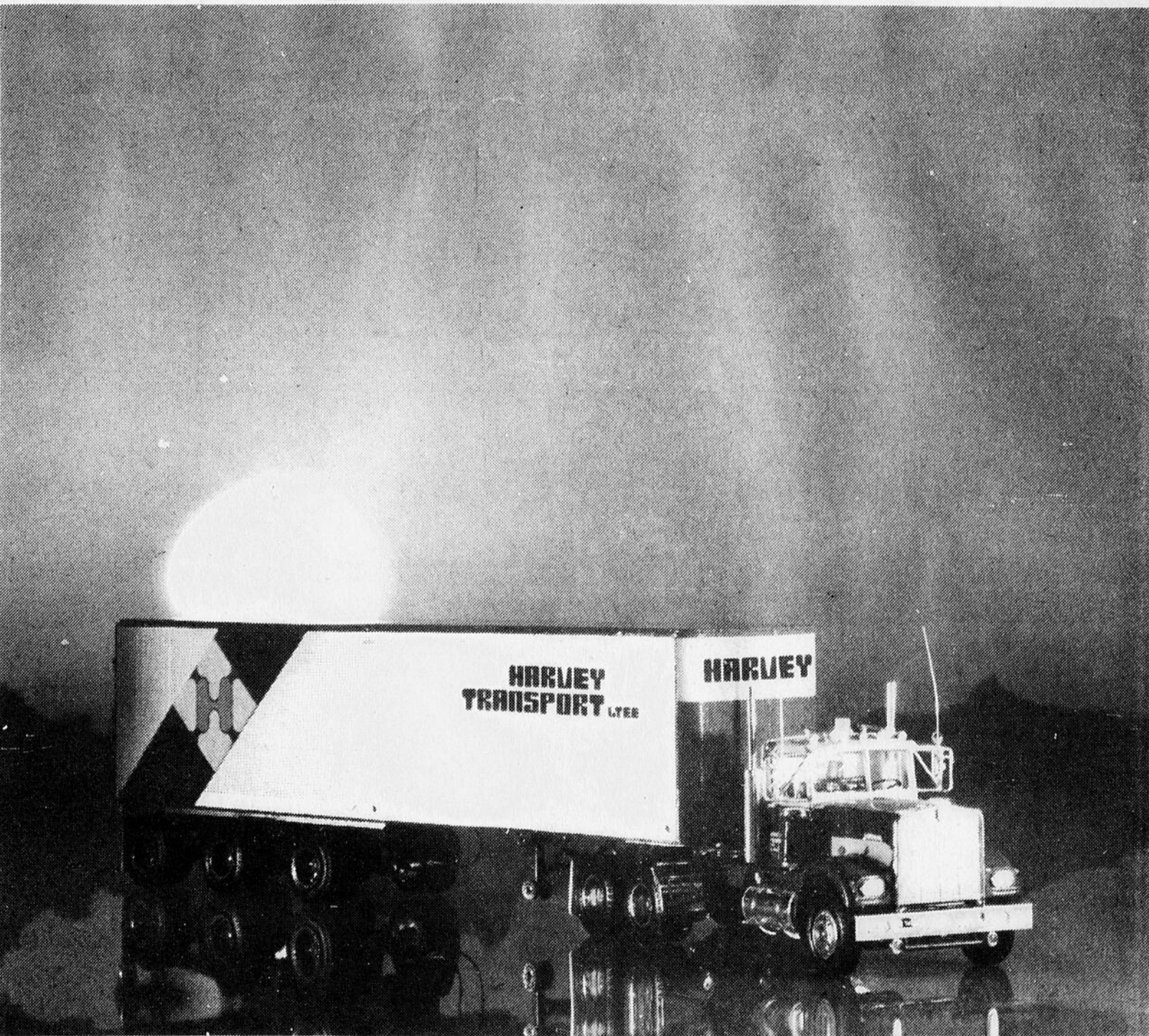
Le projet ne serait pas non plus réalisé sur une seule année, ce qui permettrait d'étaler la progression de la dette municipale en ce domaine sur une certaine période.

On indique à Jonquière qu'il est probable qu'avec ses seules ressources, la ville ne pourvoirait qu'aux réfections essentielles du réseau, ce qui, croit-on, pourrait coûter environ \$1,5 million.

La réforme fiscale anticipée, au niveau municipal, a fait poindre, l'espace de quelques jours, l'espoir d'une bonne bouffée d'air frais pour les contribuables et les administrateurs jonquérois. On espérait en tirer environ \$2 millions supplémentaires pour les coffres de la ville. Celle-ci ne sera pas annoncée au prochain budget québécois.

La lumière des récentes déclarations gouvernementales entendues sur le sujet laisse croire que le projet, loin d'être annulé, est remis à une date ultérieure.

Eu égard aux gestes que posent les administrateurs municipaux, l'avenir de Jonquière, sur le plan financier, pourrait être plutôt bon, du moins les perspectives paraissent-elles assez encourageantes.



Harvey Transport une Compagnie dynamique est fière de vous présenter sa nouvelle image. Membre du Canadian Transport Tariff Bureau Toronto, Bureau des Tarifs du Québec Inc. Association du Camionnage du Québec, Middle-Atlantic Conference, Niagara Frontier Tariff Bureau.

## TRANSPORT GÉNÉRAL PAR CAMION

de Montréal - Trois-Rivières - Shawinigan - Québec - l'Ontario - États-Unis aux comtés Chicoutimi - Jonquière - Kénogami - Lac St-Jean - Roberval - Chibougamau - Dubuc.

## REMORQUAGE

## ENTREPOSAGE

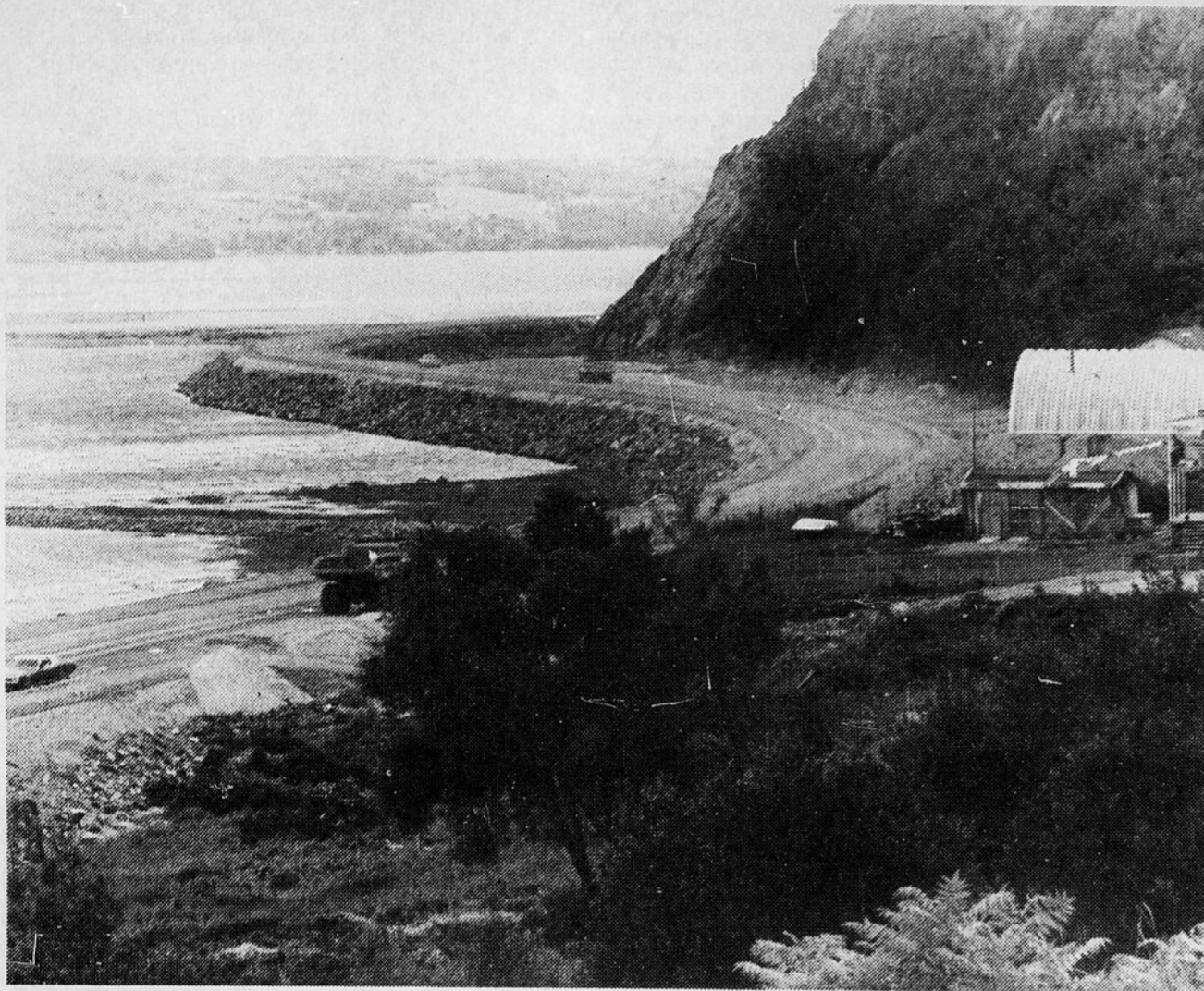
Chez Harvey Transport nous sommes fiers de notre image et de notre service.

**HARVEY TRANSPORT** L.T.E.E.

2900 av. du Pont sud  
Alma P.Q.

Harvey Transport, le service d'abord  
ALMA - 662-6561 CHICOUTIMI - 549-4040 DOLBEAU - 679-0303  
MONTRÉAL - 354-9110 QUÉBEC - 683-2194

# La région se situe au dernier rang des investissements gouvernementaux



**DU COTE PROVINCIAL** — L'aménagement routier tel que l'autoroute Alma-La Baie demeure un des projets prioritaires pour la région. L'an dernier, le ministère de

la Voirie a terminé la construction de la voie rapide contournant Saint-Fulgence.

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean est le secteur qui a été le moins favorisé au Québec sur le plan des investissements gouvernementaux, au cours de la période 1976-77. C'est du moins ce que mentionne un rapport émanant du Bureau de la Statistique du Québec.

Selon ce document, les investissements publics (dépenses des gouvernements fédéral, provincial et municipaux) au Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui constitue la région administrative 02, se sont chiffrés par \$102,462,300 en 1976-77. Ce qui représente le montant le plus faible parmi les dix régions administratives de la province de Québec.

Les Cantons de l'Est (région 05), ont retiré pour leur part \$119,577,300 en investissements publics au cours de cette même période. Puis, vient le Nord-Ouest québécois (08), avec \$124,597,500.

L'Outaouais (07) a obtenu plus de \$126 millions. Les gouvernements ont dépensé pendant ce temps près de \$151 millions dans la région du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie (01).

Toujours en 1976-77, les investissements publics furent de l'ordre de \$317 millions sur la Côte-Nord (09).

Dans la région de Trois-Rivières (04), les dépenses gouvernementales ont atteint \$423,605,800 durant la période. Pour sa part, la région de Québec (03) a retiré plus de \$442 millions des trois paliers de gouvernement. Le Nouveau-Québec (10) a obtenu un peu plus de \$676 millions. Enfin, les investissements gouvernementaux dans la région de Montréal (06) ont excédé \$1,9 milliard en 1976-77.

#### La situation s'aggrave

Au cours des années précédentes, les dépenses publiques au Saguenay-Lac-Saint-Jean s'étaient avérées inférieures à celles de 1976-77, mais la région

ne se révélait pas la plus défavorisée de toutes, à ce niveau, au Québec.

Ainsi, en 1975-76, les investissements publics ont totalisé près de \$84 millions au Saguenay-Lac-Saint-Jean, soit environ \$5 millions de plus que dans les Cantons de l'Est. Au cours de cette période, le Saguenay-Lac-Saint-Jean avait occupé l'avant-dernier rang...

En 1974-75, la région avait obtenu un peu plus de \$77 millions des gouvernements. Ce qui était supérieur aux investissements publics dans la région du Nord-Ouest (\$60 millions) et dans celle des Cantons de l'Est (\$54 millions). On

peut rappeler que les dépenses publiques dans les dix régions administratives du Québec s'étaient élevées, en 1974-75, à tout près de \$2,9 milliards. En 1975-76, ces dépenses atteignent plus de \$4,1 milliards.

En 1976-77, les investissements des trois niveaux de gouvernement sont de l'ordre de \$4,4 milliards au Québec.

Bref, les dépenses publiques augmentent partout, y compris dans la région administrative 02.

Mais elles progressent plus rapidement à l'extérieur du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Des quelque \$102 millions investis par les gouvernements dans l'économie régionale en 1976-77, plus de \$90 millions furent des immobilisations (construction de même que l'achat de machines et d'équipement). La balance représente le coût de réparations.

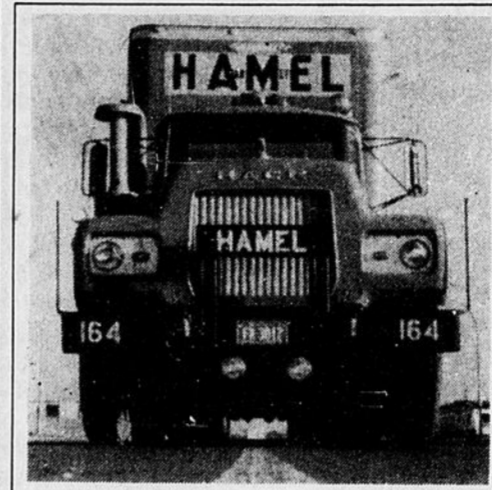
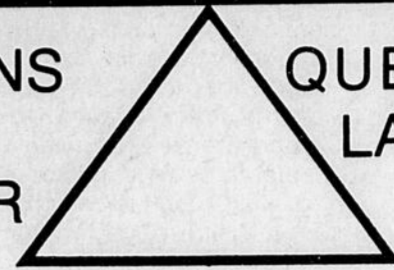
Pour l'ensemble du Québec, c'est le gouvernement provincial qui est le principal investisseur public, sa part étant de 64 pour cent du total, en 1976, par exemple.

La portion municipale des dépenses publiques est de 25 pour cent, ce qui laisse le reste ou 11 pour cent au gouvernement fédéral.

## SANS POIDS . . . NI MESURE . . .

NOUS POUVONS  
TOUT  
TRANSPORTER

QUELLE QUE SOIT  
LA MASSE OU LA  
DIMENSION



**ALFRED HAMEL**  
PRESIDENT

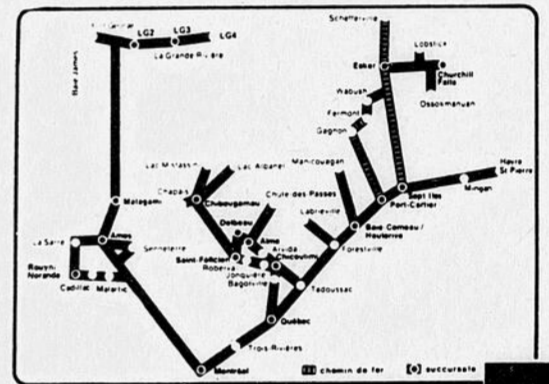


**J.-ARTHUR SERVANT, ing.**  
VICE-PRESIDENT  
DIRECTEUR GENERAL

Au Saguenay-Lac-St-Jean:

### HAMEL c'est quoi?

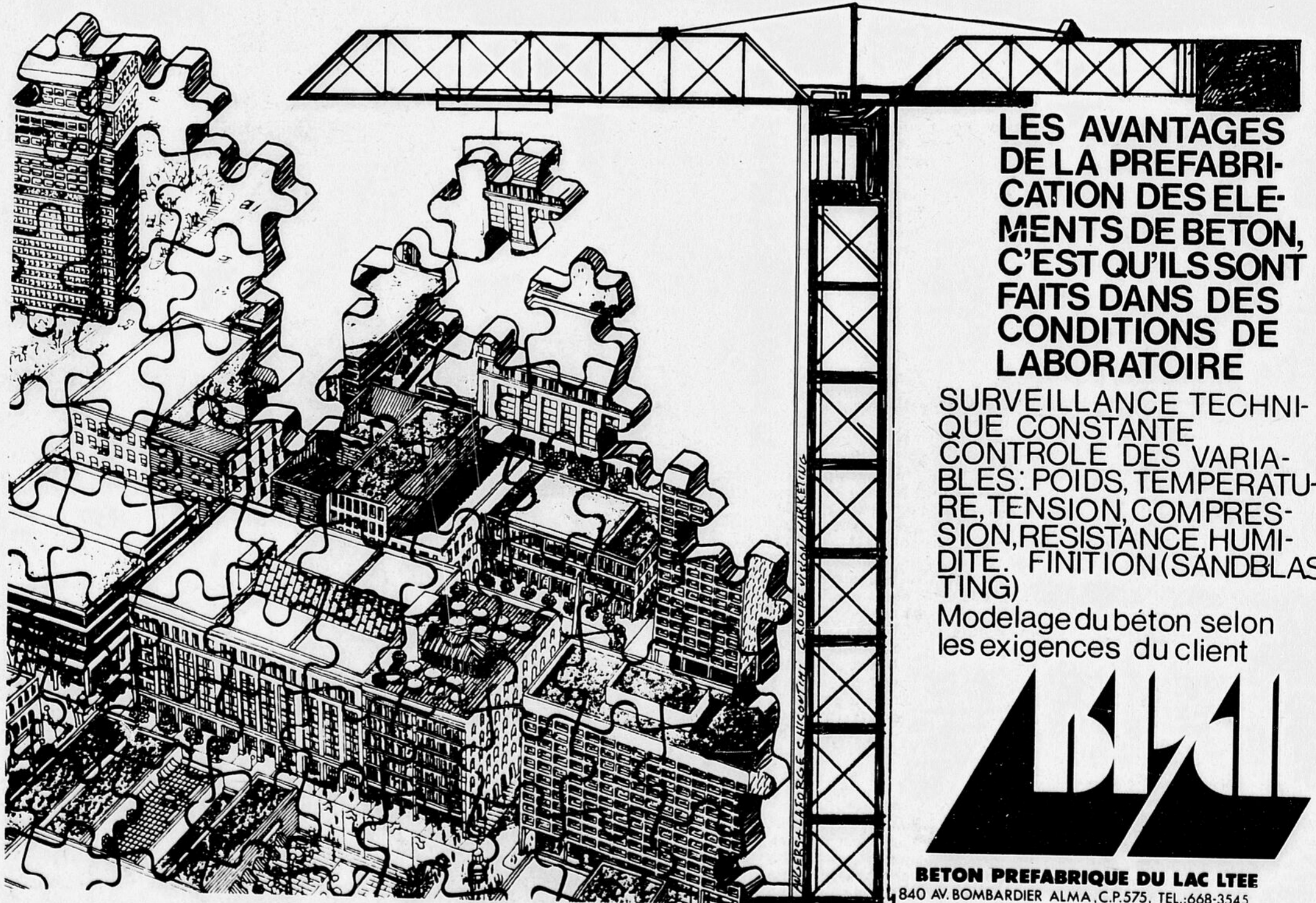
Millage parcouru:	3,225,000 milles
Tonnage transporté:	370,000 tonnes
Chiffre d'affaires:	\$7,100,000.00
Nombre d'unités:	221 camions et remorques
Nombre d'employés:	250
Salaires payés:	\$3,700,000.00
Clients:	2,650



Notre réseau de transport couvre 3,150 milles de route au Québec et au Labrador.



Montréal (514) 322-5360	Sept-Îles (418) 962-2501	Dolbeau (418) 276-0163	Matagami (819) 739-4309
Québec (418) 872-1495	Chicoutimi (418) 549-2442	Chibougamau (819) 276-2651	LG2 (819) 638-8747
Baie-Comeau - Hauterive (418) 296-4971	Alma (418) 662-2125	Amos (819) 732-6481	
Port-Cartier (418) 766-2546	St-Félicien (418) 679-1915	Rouyn-Noranda (819) 762-0986	



### LES AVANTAGES DE LA PREFABRI-CATION DES ELEMENTS DE BETON, C'EST QU'ILS SONT FAITS DANS DES CONDITIONS DE LABORATOIRE

SURVEILLANCE TECHNIQUE CONSTANTE  
CONTROLE DES VARIABLES: POIDS, TEMPERATURE, TENSION, COMPRESSION, RESISTANCE, HUMIDITE. FINITION (SANDBLASTING)

Modelage du béton selon les exigences du client



**BÉTON PREFABRIQUE DU LAC LÉVE**  
840 AV. BOMBARDIER ALMA, C.P.575, TEL.:668-3545

# Québec est le premier investisseur public

Avec des immobilisations de \$66,6 millions en 1978, Québec demeure le plus important investisseur parmi les trois paliers de gouvernement au Saguenay-Lac-St-Jean.

Au cours de la période 1976-77, l'ensemble des ministères québécois et des institutions provinciales ont dépensé dans la région au-delà de \$50 millions, soit près de la moitié des investissements publics totaux, lesquels se sont alors chiffrés par \$102,4 millions (investissements combinés de la province de Québec, du gouvernement central d'Ottawa et des municipalités).

Lors de cet exercice financier, les services de transport ont accaparé le plus de deniers publics, soit \$25,4 millions. Venaient ensuite dans l'ordre, les secteurs de l'énergie, de l'éducation et de la culture et la santé.

Toujours en 1976-77, le ministère provincial des Transports est celui qui a injecté le plus d'argent dans des projets au Saguenay-Lac-St-Jean, ses immobilisations réelles atteignant près de \$20 millions. Il s'agit évidemment de construction routière, de réaménagement de voies de circulation, d'achat de machines, d'équipement et de réparations diverses.

Toutefois, la région est néanmoins celle qui a touché le moins d'argent de ce ministère, exception faite de la Côte-Nord (\$18 millions), du Nouveau-Québec (\$17,7 millions) et du Nord-Ouest (\$13 millions). Par ailleurs, le gouvernement provincial a dépensé approximati-

vement \$21,5 millions dans le secteur de l'éducation au Saguenay-Lac-St-Jean.

Ce sont les niveaux élémentaires et secondaires qui ont profité le plus de ces dépenses publiques, en retirant près de \$10,5 millions. Pour sa part, le secteur universitaire a reçu environ \$4 millions, et moins de \$3 millions ont été alloués au domaine collégial. Les autres ministères provinciaux qui ont investi dans la région l'an dernier sont les Affaires sociales (plus de \$6 millions), le Tourisme, Chasse et Pêche (près de \$3 millions), les Terres et Forêts (\$1,6 million), les Travaux publics (\$1,2 million), l'Agriculture (\$1,1 million), la Justice (\$226,000), et les Richesses naturelles (\$136,000). Tous les autres ministères provinciaux ont pour leur part dépensé au total environ \$168,000...

## Affaires indiennes d'abord

Pour leur part, les ministères fédéraux ont dépensé \$13,3 millions au cours de la même période au Saguenay-Lac-St-Jean. Il faut ajouter à cela \$5,3 millions en investissements provenant des entreprises publiques fédérales.

Le ministère fédéral qui a fait le plus d'immobilisations en 1976-77 ici est celui des Affaires indiennes, avec tout près de \$4,5 millions. Transport Canada a exécuté ici des travaux pour \$1 million. Tous les autres ministères (Dépense nationale, Agriculture, Santé et Bien-être, Travaux publics, Main-d'oeuvre et

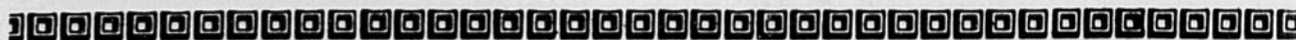
Immigration, Environnement) ont investi dans la région une somme totale de \$7,8 millions. On peut signaler que les ministères des Anciens combattants et celui des Postes n'ont pas réalisé d'investissements dans la région en 1976-77.

D'autre part, le Canadin National est la société fédérale qui a fait les plus importantes dépenses publiques dans la région en 1976-77, soit \$4,6 millions. Radio-Canada vient ensuite avec \$719,900. Quant aux entreprises publiques de type provincial, elles ont fait des investissements de l'ordre de \$19,5 millions dans la

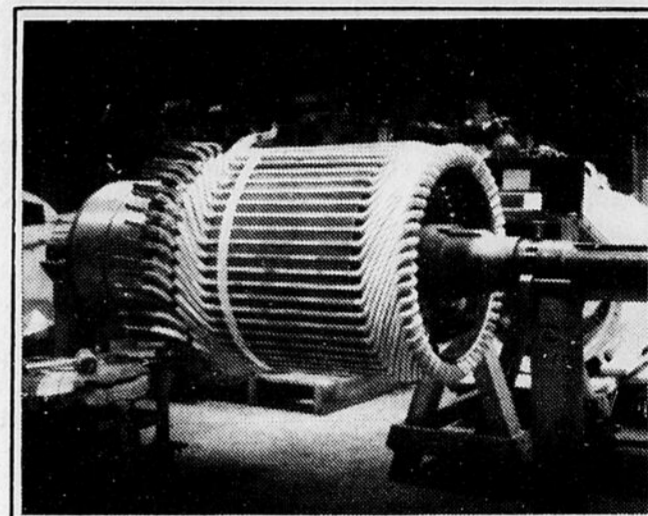
région, dont \$19,3 millions par l'Hydro-Québec.

Parmi les autres entreprises publiques provinciales susceptibles d'investir dans la région, on peut mentionner l'Office des autoroutes, Soquem (Société québécoise d'exportation minière), Rexfor, la Caisse de dépôt et de placement, la Société des alcools du Québec, et Loto-Québec.

Enfin, les municipalités, qui constituent le troisième échelon gouvernemental au pays, ont réalisé pour plus de \$13,5 millions de projets en 1976-77 au Saguenay-Lac-St-Jean.

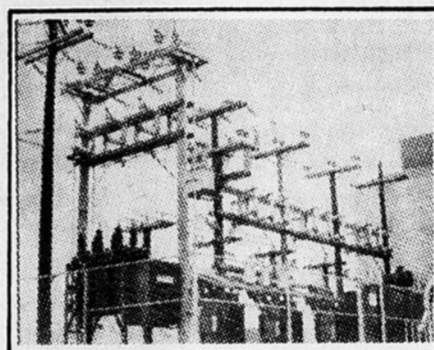


En 1978, H. Roberge, célèbre le cinquantième anniversaire de sa fondation.



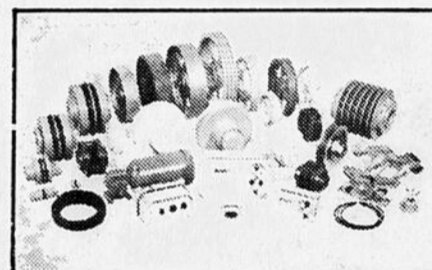
ARMATURE

Depuis cinquante ans, la compagnie n'a cessé de progresser et ceci est dû aux gens de la région qui ont contribué par la qualité de leur travail à créer l'excellente réputation qu'on associe aujourd'hui au nom de Roberge.

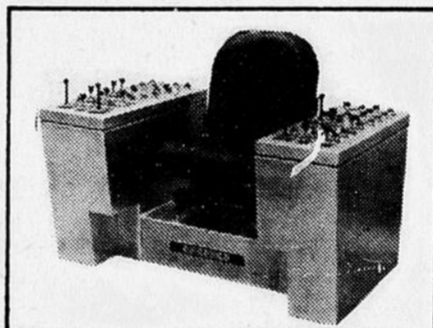


SOUS-STATION

Spécialisé dans la réparation de moteurs électriques, notre champ d'action s'est étendu à l'installation électrique puis enfin à la fabrication de contrôles. Nous demeurons aussi l'un des plus importants fournisseurs d'équipements électriques et mécaniques.



PRODUITS MECANIKES

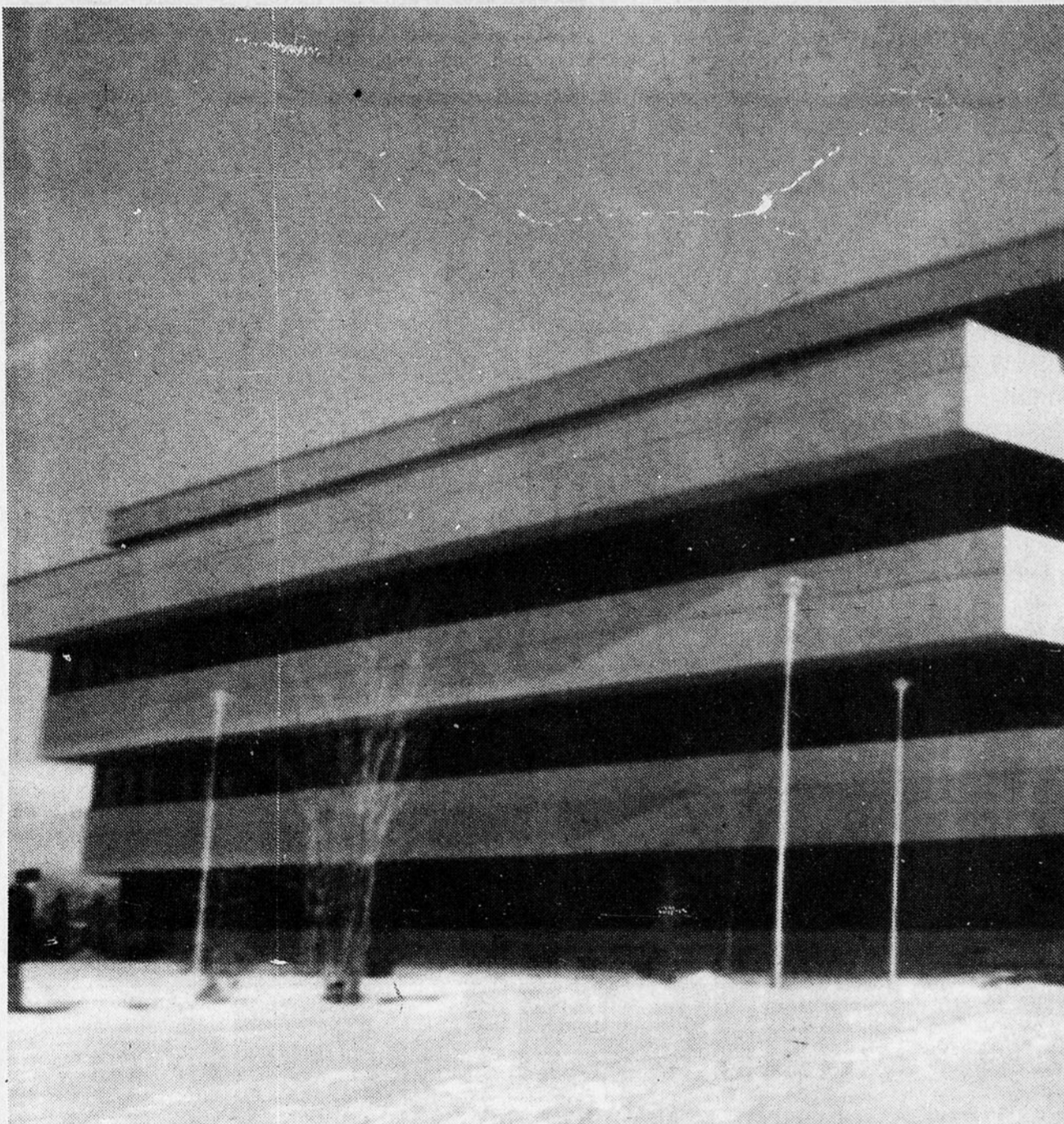


CONSOLE

En 1978, nous allons continuer à dire aux gens de la région qui nous sommes et pourquoi nous en sommes fiers.

# ROBERGE

CHICOUTIMI, QUEBEC, CAMPBELTON.



DANS LE DOMAINE de l'éducation, le gouvernement provincial a investi environ \$21,5 millions, dont \$4 millions pour le secteur universitaire.

## La Ville de la Baie

- Maire  
Laurier Simard
- Conseillers  
Fernand Bluteau  
Cyprien Gaudreault  
Robert Coulombe  
Claude Richard  
Roger Claveau  
Gaston Dufour  
Clément Gravel  
Jocelyn Coulombe  
Jean Simard  
Richard Lalancette



- Incorporation: 1er janvier 1976 (résultant de la fusion des villes de Port-Afred & Bagotville, de la paroisse de Bagotville et de la municipalité de Grande-Baie)
- Fondation: 1838 (Grande-Baie)
  - Population: 22.200
  - Superficie: 68.137 acres
  - Budget municipal (1977): \$5 millions

### Communications:

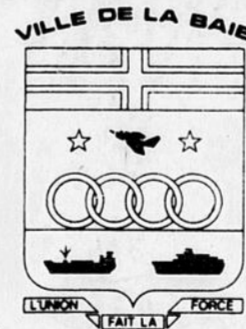
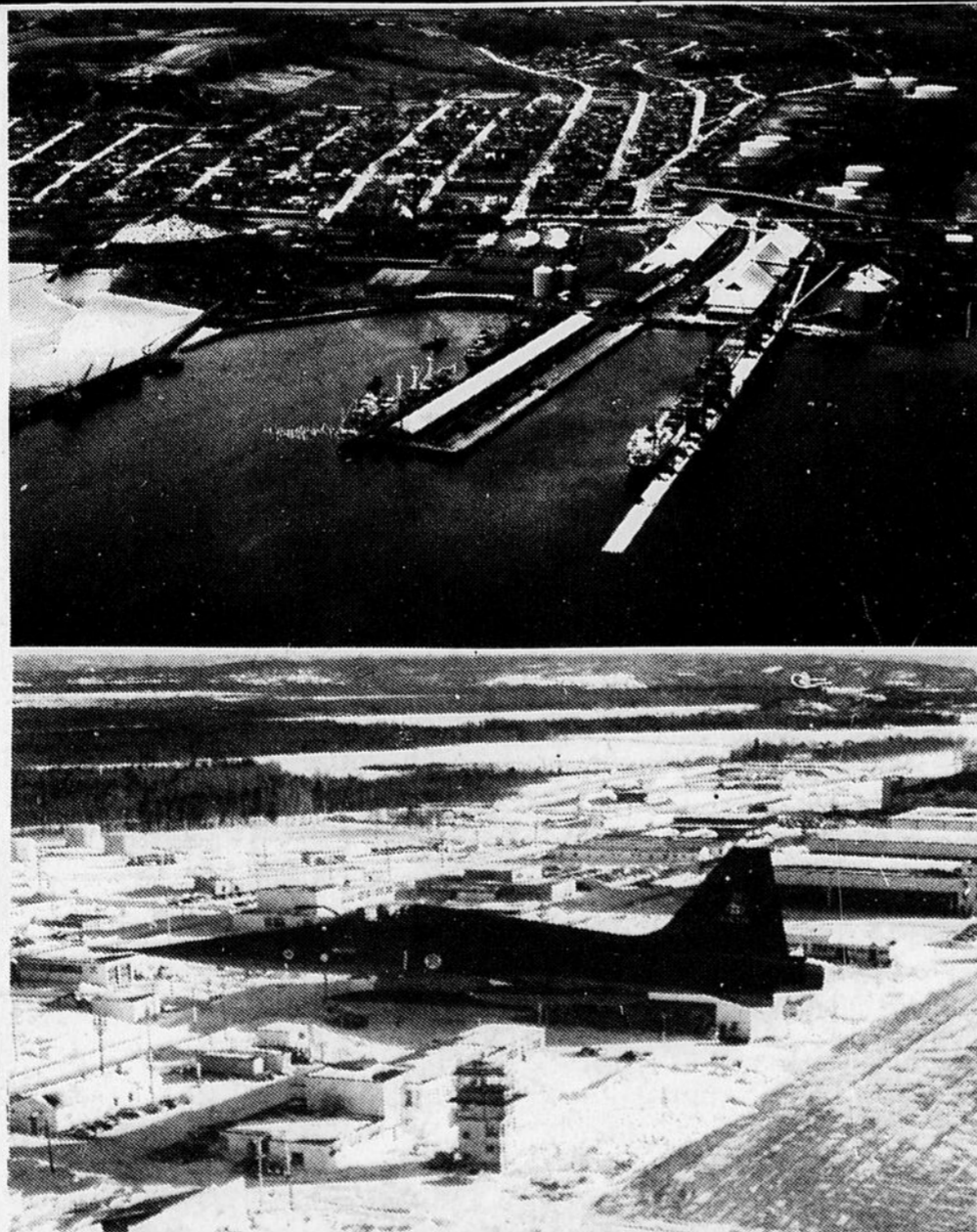
- Aéroport militaire et civil (Québécois)
- Port de mer en opération toute l'année
- Chemin de fer (Roberval-Saguenay)
- Routes d'accès: 170, 372 & 381

### Activités et aménagements touristiques:

- Fête du Saguenay
- Pageant d'été
- Croisières
- Musée Mgr Dufour
- Centre de plein air Bec-Sic
- Golf, curling, ski, camping, etc.

### Industries principales & activités économiques:

- Consolidated Bathurst (papier)
- Alcan (port de mer & aluminerie)
- Scieries
- Produits de béton
- Parc industriel regroupant diverses entreprises
- Commissariat industriel



# Ville de La Baie

Le coeur du Saguenay-Lac-St-Jean grâce à son port de mer et son aéroport



M. Laurier Simard

Maire de Ville de La Baie

## Secteur Chicoutimi-Jonquière

# \$330 millions de ventes au détail en 1977

Le commerce dans la zone métropolitaine de Chicoutimi-Jonquière n'a pas bonne mine, quand on le compare avec la situation qui prévaut à ce chapitre dans cinq autres centres importants du Québec.

En effet, selon la dernière édition de Survey of Markets (publication annuelle du Financial Post, de Toronto), les ventes au détail par tête d'habitant ont été plus faibles en 1977 à Chicoutimi-Jonquière, que dans les villes de Montréal, de Québec, de Sept-Îles, de Sherbrooke et de Trois-Rivières.

Chicoutimi-Jonquière, (on inclut ici le secteur de La Baie et les villages entourant ces villes) est d'ailleurs le seul parmi les six secteurs qui ait enregistré, en 1977, un volume de ventes au détail inférieur de 3 pour cent à la moyenne nationale. A Montréal, les dépenses per capita furent équivalentes à l'indice canadien, tandis qu'à Québec, à Sept-Îles, à Sherbrooke et à Trois-Rivières, le marché de détail s'est révélé plus actif que la moyenne du pays.

A Trois-Rivières, les ventes au détail ont été supérieures de 3 pour cent à la moyenne nationale. Dans la ville de Québec, le marché a dépassé de 15 pour cent l'indice du pays. Ce fut encore mieux à Sherbrooke, où l'indice local a surpassé de 19 pour cent la moyenne nationale.

Mais c'est indiscutablement la ville de Sept-Îles qui a de nouveau battu la marche dans ce domaine, les transactions de son commerce au détail étant de 48 pour cent supérieures à la moyenne canadienne!

En 1977, les ventes au détail dans la zone métropolitaine de Chicoutimi-Jonquière se sont chiffrées par \$330 millions, ou \$2,560 par habitant. Pendant ce temps, les ventes s'élevèrent à environ \$7,4 milliard ou \$2,620 per capita à Montréal.

A Québec, les commerces du détail enregistrèrent des transactions totales de \$1,6 milliard, soit \$3,020 par personne. Dans la ville de Sept-Îles, le marché fut de \$124 millions ou \$3,880 par tête. A Sherbrooke, métropole des Cantons de l'Est, les ventes au détail ont atteint \$331 millions en 1977, ce qui équivaut à \$3,130 par citoyen. Enfin, le marché au détail s'est élevé à \$266 millions dans le secteur métropolitain de Trois-Rivières, ce qui a représenté des dépenses de \$2,700 per capita.

On peut signaler ici qu'au niveau de la population, Chicoutimi-Jonquière, avec ses 129,000 âmes, se classe au troisième rang, derrière Québec et Montréal, lesquelles ont une population respective de 551,000 et 2,820,000 habitants, toujours en date du 1er juin 1977. Il faut noter que le relevé démographique de Survey of Markets comprend la ville de Québec et ses environs, de même que Montréal et ses banlieues. C'est ce qu'on appelle communément "zones métropolitaines". Sept-Îles, qui connaît actuellement un développement moins intense que dans le passé à une population de 31,900. On dénombre maintenant au-delà de 106,000 habitants à Sherbrooke. La population de Trois-Rivières est de 98,900.

### 4e pour les revenus

Par ailleurs, la zone de Chicoutimi-Jonquière est mieux cotée en ce qui a trait aux revenus disponibles. Avec un montant de \$5,630 per capita, Chicoutimi-Jonquière de-

vance Sherbrooke (\$5,260) et Trois-Rivières (\$5,420). Mais les revenus disponibles par tête d'habitant sont plus substantiels à Québec (\$5,380), à Montréal (\$6,160) et à Sept-Îles (\$6,820).

Sept-Îles mène donc sur les deux plans. Dans cette ville, les gens gagnent plus d'argent qu'ailleurs et ils dépensent aussi davantage que leurs concitoyens de la province.

Sherbrooke, Chicoutimi-Jonquière, Trois-Rivières et Québec, sont les quatre centres parmi les six retenus ici pour établir ces comparaisons, qui disposent de revenus per capita inférieurs à la moyenne nationale.

A ce niveau, Sherbrooke est dans la pire situation, les revenus de sa population ayant été de 10 pour cent plus bas que l'indice canadien, en 1977. Trois-Rivières tire de l'arrière par 8 pour cent sur l'ensemble du pays.

A Chicoutimi-Jonquière, les revenus disponibles sont inférieurs de 4 pour cent à la moyenne nationale. Il faudrait 1 pour cent de plus aux citoyens de la ville de Québec pour rattraper l'indice canadien des revenus.

Par contre, les revenus des Montréalais sont de 5 pour cent supérieurs à la moyenne du pays, et ceux des gens de Sept-Îles surpassent l'indice canadien de 16 pour cent!



LE SECTEUR de Ville de La Baie est compris dans le grand Chicoutimi-Jonquière, pour les besoins des statisticiens. Depuis l'an dernier, il possède son propre centre commercial.

## UN REVE ACCESSIBLE A TOUS GRACE A DOMICILEX

- Fabrication locale pour tout le Saguenay-Lac-St-Jean.
- Choix de modèles différents pour tous les goûts.
- Maisons modèles en montre localement.
- Maisons construites en usine sous la surveillance étroite de la SCHL.
- Main-d'oeuvre spécialisée et outillage des plus perfectionnés.
- Contrôle stricte de qualité à tous les stades de construction.
- Isolation selon les plus hautes normes de conservation de l'énergie.
- Pour de plus amples informations veuillez nous contacter ou nos représentants locaux:



JONQUIERE: Domicilex Inc. Tél.: 547-9301  
 ALMA: Cyril Bouchard Tél.: 347-3367  
 ROBERVAL: Les Maisons G.Y.P. Tél.: 275-2520  
 ST-FELICIEN: Morano Inc. Tél.: 679-0143

MISTASSINI: Beaux sites du Nord Tél.: 276-5709  
 NORMANDIN: Gérard Piquet Tél.: 274-2536  
 METABETCHOUAN: Alphonse Bouchard Tél.: 349-3580  
 BAIE-COMEAU: Serge Martin Tél.: 296-3297



71, rue Cantin, Parc Industriel, JONQUIERE, 547-9301.

## SAGUENAY OXYGENE (1968) LTEE.

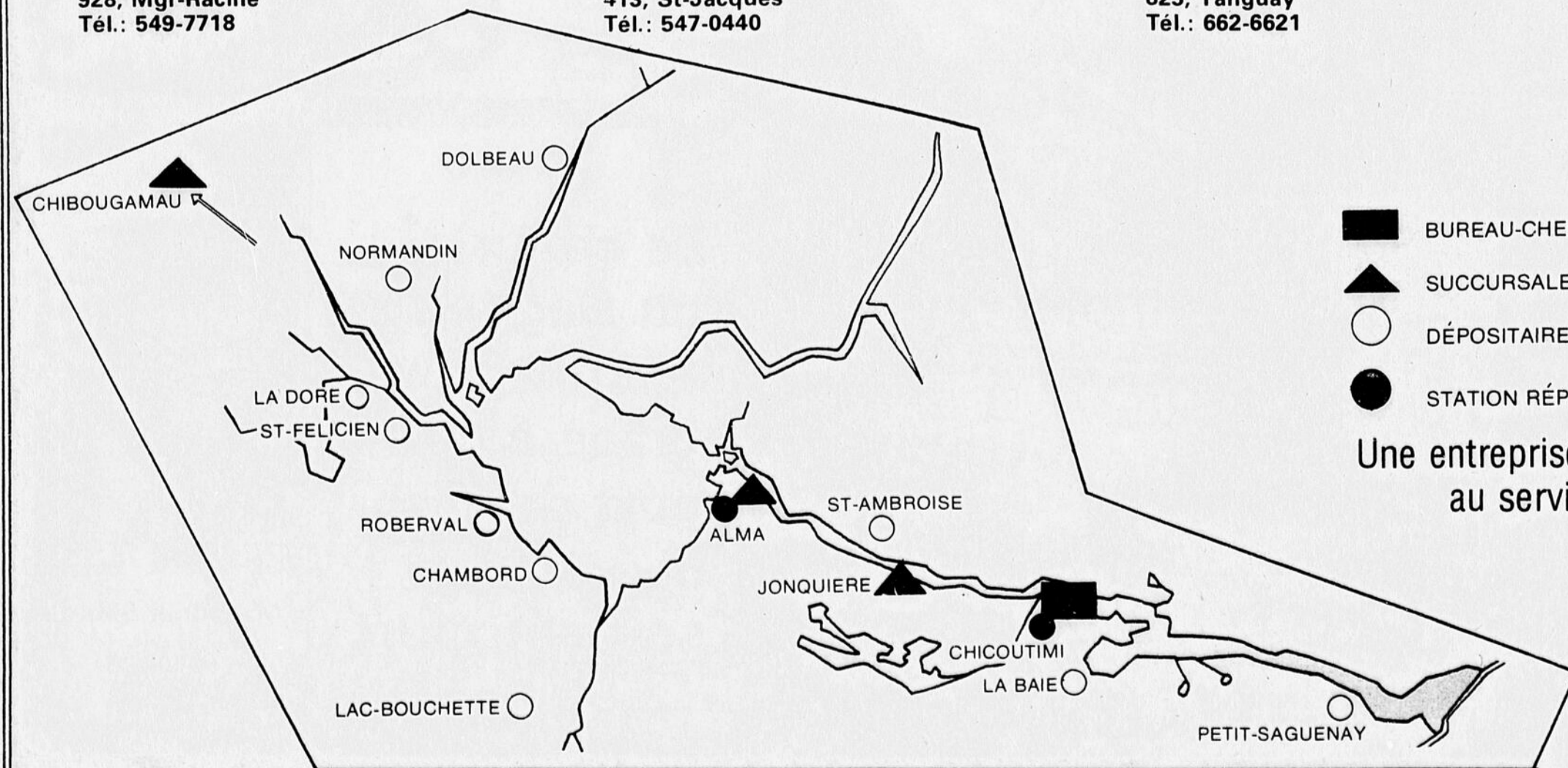
SIÈGE SOCIAL - 475, BOUL. TALBOT - CHICOUTIMI - TEL.: 549-7718

**CHICOUTIMI**  
928, Mgr-Racine  
Tél.: 549-7718

**JONQUIERE**  
413, St-Jacques  
Tél.: 547-0440

**ALMA**  
825, Tanguay  
Tél.: 662-6621

**CHIBOUGAMAU**  
898, 3ième Rue  
Tél.: 276-2700



Une entreprise de chez nous  
au service de la région

# Les dépenses per capita atteignent une moyenne régionale de \$2,720

Chicoutimi-Jonquière, secteur désigné comme l'une des 23 zones métropolitaines au Canada, est celle qui se révèle la plus anémique du pays sur le plan commercial. C'est du moins ce que précise la dernière édition (1978), du Survey of Markets.

En réalité, les zones métropolitaines sont des agglomérations urbaines qui comptent chacune une population de 100,000 habitants et plus.

Les zones métropolitaines sont, outre, Chicoutimi-Jonquière, Calgary, Edmonton, Halifax, Hamilton, Kitchener, London, Montréal, Oshawa, Ottawa-Hull, Québec, Regina, St. Catharines-Niagara, St. John's (Terre-Neuve), Saint-John, Saskatoon, Sudbury, Thunder Bay, Toronto, Vancouver, Victoria, Windsor et Winnipeg.

Dans le domaine des ventes au détail, en 1977, c'est Saskatoon, Saskatchewan qui domine la liste, l'indice per capita étant de \$3,770. En deuxième place, on retrouve Regina (\$3,670), suivie par Calgary (\$3,450) et Edmonton (\$3,400), deux villes d'Alberta. La première zone métropolitaine d'Ontario à ce chapitre est Sudbury, qui arrive au quatrième rang avec \$3,120 par personne. Pour sa part, la ville de Québec arrive en huitième place, les dépenses per capita s'élevant à \$3,020. La dernière position est occupée par Chicoutimi-Jonquière et ses \$2,560 par tête.

Toutefois, Saint-John, Nouveau-Brunswick détient l'avant-dernier rang, les dépenses per capita en 1977, s'étant chiffrées par \$10 de plus qu'à Chicoutimi-Jonquière.

## Toujours en dernier

Même si on ne considérait pas Chicoutimi-Jonquière comme une zone métropolitaine, l'agglomération la plus peuplée du Saguenay-Lac-Saint-Jean se retrouverait au bas de la liste dans deux autres classements du Survey of Markets.

Ainsi, Chicoutimi-Jonquière serait bien incapable de rivaliser, au niveau des dépenses personnelles, avec l'une ou l'autre des 26 villes du Canada ayant une population variant de 30,000 à 100,000 âmes. La première place dans ce groupe est détenue par Red Deer, Alberta (\$5,220). Au 8e rang c'est Joliette, celle qui fait la meilleure figure au Québec avec \$3,900 per capita en 1977, devançant même Sept-Îles par \$20. Sherbrooke n'a pas très fière allure avec \$3,130, mais ce sont les villes ontariennes de Quelf et de Cornwall qui sont le plus à plaindre avec des dépenses respectives par tête de \$3,040 et de \$3,020 en 1977. Les \$3,020 représentent néanmoins \$460 de plus qu'à Chicoutimi-Jonquière...

Au fait, Chicoutimi-Jonquière ne fait même pas le poids dans le troisième groupe de 24 municipalités canadiennes dont la population va de 10,000 à 30,000 âmes et qui doivent être considérées comme les plus énergiques au niveau du commerce. Dans cette section, Vernon (\$5,930) arrive en tête. Rivière-du-Loup se révèle la plus dynamique des petites villes québécoises avec une dépense per capita de \$4,270 en 1977.

Avec sa population de 25,800 âmes au 1er juin 1977, Alma aurait pu faire partie de ce dernier groupe. Mais sa dépense per capita ne fut que de \$2,880 en 1977, ce qui est encore très loin du 24e rang occupé par Huntsville (\$4,050). Toutefois, Alma aurait fait meilleure figure que Chicoutimi-Jonquière dans la liste des zones métropolitaines. Son indice de \$2,880, supérieur de \$320 à Chicoutimi-Jonquière, lui aurait même permis, dans la dernière édition de Survey of Markets, de devancer légèrement Toronto, où furent réalisées des ventes de \$2,860 par habitant en 1977... Au niveau du Saguenay-Lac-Saint-Jean, cette dépense per capita, s'établit donc en moyenne à \$2,720.



LES ENDROITS, commerciaux sont pourtant toujours achalandés.



LE CARREFOUR ALMA, inauguré en septembre dernier a nécessité un investissement de \$11 millions créant environ 500 emplois.



Photo: Trans-Canada Photo

## Niobec Inc

# 2<sup>e</sup> Producteur Mondial de Niobium

De l'emploi régulier pour 157 personnes  
NIOBEC magasin chez nous

**51%** des dépenses sont régionales  
**90%** des dépenses sont québécoises

# Le revenu disponible s'établit à \$5,630

Selon Survey of Markets, la zone métropolitaine de Chicoutimi-Jonquière est l'une de celles où la population dispose des plus bas revenus au Canada, actuellement.

Seuls, les habitants de Sherbrooke et de St. John's, Terre-Neuve, sont encore plus "pauvres" que leurs concitoyens de Chicoutimi-Jonquière.

Dans cette liste qui comprend 24 zones métropolitaines, (curieusement, Sherbrooke n'est pas désignée comme une zone métropolitaine dans d'autres tableaux comparatifs de Survey, d'où seulement 23 agglomérations de 100,000 citoyens et plus), Chicoutimi-Jonquière se classe en 22e position, avec un

revenu personnel disponible en 1977 de \$5,630. A Sherbrooke, le revenu per capita est plus faible à \$5,260, mais celui qui est le moins enviable provient de St. John's, Terre-Neuve (\$4,830).

En 1977, Sudbury menait le bal des zones métropolitaines au Canada pour ce qui était des revenus disponibles, soit \$7,470 par tête. Une réduction impressionnante de cette prospérité s'est toutefois produite au cours des derniers mois, en raison d'une grande détérioration dans l'industrie minière, chez les producteurs de nickel, notamment.

Suivaient Sudbury, les villes de Windsor,

capitale canadienne de l'automobile (\$7,380), Toronto (\$7,260), Ottawa-Hull (\$7,250) et Calgary (\$7,170). Au Québec, les revenus disponibles les plus élevés se trouvaient à Montréal, qui obtenait un lointain 18e rang derrière Victoria, avec \$6,160 per capita. Pour sa part, la ville de Québec devançait par \$200 Chicoutimi-Jonquière, avec \$5,830 par personne.

Par ailleurs le revenu disponible per capita de \$5,630 de Chicoutimi-Jonquière lui aurait à peine conféré une avant-dernière place dans la liste des 26 municipalités canadiennes de 30,000 à 100,000 habitants chacune et qui se révélaient les plus prospères en 1977. Seule, la ville de Cornwall, en Ontario, (\$5,580) aurait été devancée par Chicoutimi-Jonquière.

Dans ce groupe, Sarnia tient la tête, devant Prince-Georges, Colombie-Britannique, avec \$7,690 par tête d'habitant. La première ville d'Ontario dans cette section est Sault-Ste-Maire (\$6,860 et 3e place), suivie immédiatement par Sept-Iles, Québec (\$6,820). On notera que l'économie de Sarnia, Ontario, se fonde principalement sur l'industrie pétro-chimique.

Pour sa part, Kingston, Ontario, apparaît comme une municipalité qui sait tirer son épingle du jeu au niveau économique, le revenu disponible per capita étant de \$6,540 à cet endroit. On remarque aussi Sorel au 16e rang (\$6,070). La seule autre ville du Québec, outre Sept-Iles et Sorel, est Hull, dont le revenu personnel disponible se situait à \$5,700 en 1977.

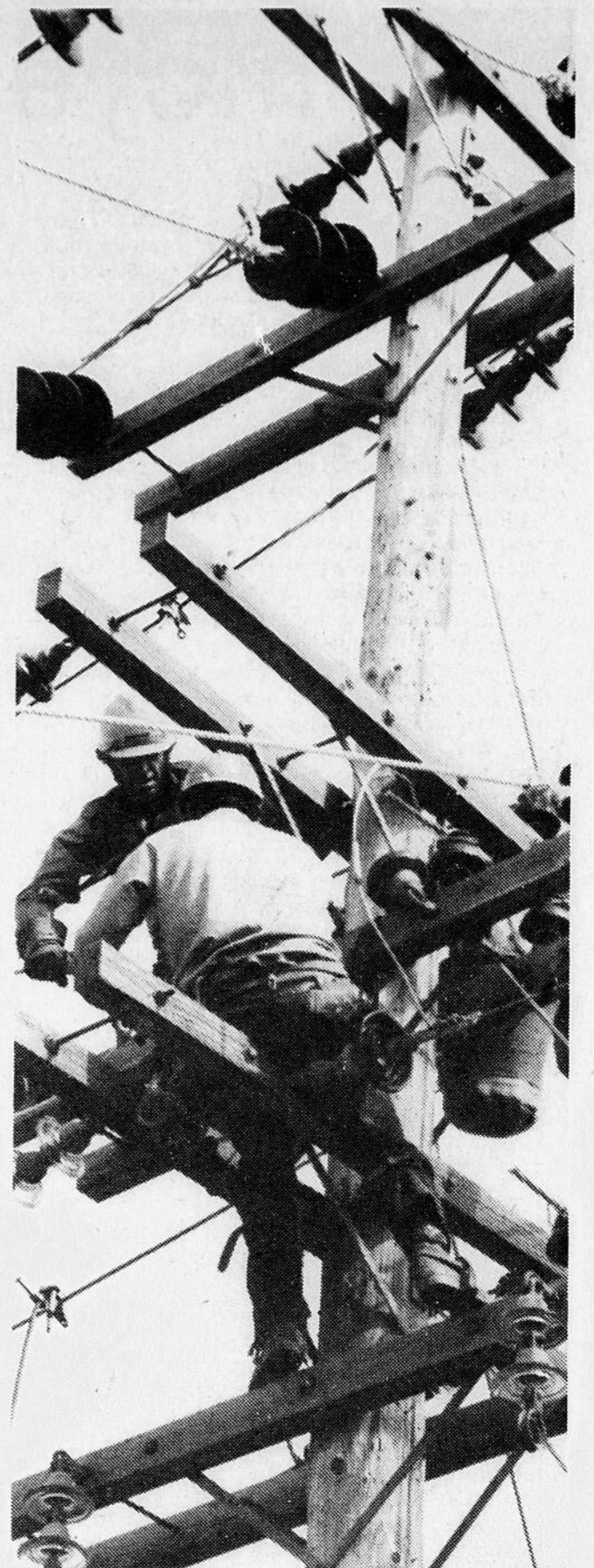
La fonction publique fédérale, comme on le sait, procure le plus grand nombre de débouchés à la main-d'oeuvre de Hull, ville jumelle d'Ottawa, Ontario.

Le revenu disponible de \$5,630 par habitant à Chicoutimi-Jonquière ne serait pas suffisant, non plus, pour lui assurer une position parmi les 20 municipalités les plus riches du Canada et dont la population varie de 10,000 à 30,000 âmes. Dans cette liste, Thompson, une jeune ville minière du Manitoba, ouvre facilement la voie avec \$8,190. Mais, comme c'est le cas à Sudbury, Ontario, l'économie de Thompson a des ennuis depuis que l'industrie minière connaît un déclin au Canada.

Au quatrième rang, dans cette liste, on retrouve la seule ville du Québec qui y soit présente, Baie-Comeau, dont l'économie est reliée en partie à l'aluminium, avec son usine de la Reynolds. A Baie-Comeau, le revenu disponible per capita était de \$6,660 en 1977.



LES SERVICES PUBLICS, éducation, hôpitaux, enfin tous les services gouvernementaux fournissent des milliers d'emplois à la région.



## Au service du Saguenay-Lac-St-Jean

# 45 UNITES des plus modernes pour desservir la clientèle

**1**

Spécialistes en voyages spéciaux maîtres du parcours autour de Jonquière et tour du Lac-St-Jean



**2**

Des autocars de toute sécurité grâce à nos 50 spécialistes du service et de l'entretien.

**AL INC. Autobus Laterrière Inc.**

GEORGES GILBERT, prés.

4543, boul. Talbot,

Chicoutimi

549-2463

**Autocars JASMIN**

JASMIN GILBERT, PRES.

555, ST-HUBERT

JONQUIERE

542-2673

# Période de stagnation dans plusieurs domaines

S'il faut se fier aux pronostics du Survey of Markets, édition de 1978, la région ne sera certainement pas l'une des plus prospères du pays au cours des prochaines années.

En fait, Chicoutimi-Jonquière et St-John's, Terre-Neuve, qui sont considérées comme deux zones métropolitaines, parce que leur population respective surpasse les 100,000 habitants, se "disputeront" la dernière place au Canada, tant pour les revenus disponibles que pour les dépenses per capita! Le Canada compte 23 zones dites métropolitaines. Chicoutimi-Jonquière et St. John's sont et demeureront longtemps encore les moins privilégiées du groupe.

Présentement, les revenus disponibles per capita à Chicoutimi-Jonquière, s'élèvent à \$5,630, ce qui est plus considérable qu'à Sherbrooke (\$5,260) et à St. John's (\$4,830). Selon les prévisions de Survey of Markets, ces montants seront augmentés à \$6,600 en 1979 et à \$8,340 en 1982 dans le cas de Chicoutimi-Jonquière. Mais cette progression n'améliorera pas la position de cette zone métropolitaine par rapport à la plupart des autres grands centres du pays. En 1979, Chicoutimi-Jonquière ne devancera plus que St. John's, Terre-Neuve, (\$5,670). Trois ans plus tard, Chicoutimi-Jonquière distancera un peu plus St. John's au chapitre des revenus, le montant disponible prévu à cet endroit n'étant que de \$7,130.

De même, des écarts de revenus de plus en plus prononcés sépareront Chicoutimi-Jonquière des centres les plus riches du pays.

En 1982, le revenu disponible par tête devrait atteindre \$11,050 à Sudbury, \$10,900 à Windsor, \$10,780 à Calgary, \$10,730 à Regina, \$10,720 à Saskatoon, la même chose à Toronto, \$10,710 à Ottawa-Hull, \$10,300 à Edmonton, \$10,240 à Hamilton, et \$10,140 à Vancouver.

## Dans le commerce aussi

Par ailleurs, toujours selon la même source, les ventes au détail ne devraient pas enregistrer de bond prodigieux dans la région d'ici à 1982. Chicoutimi-Jonquière rattraperait tout au plus, à ce niveau, la ville de Saint-John, Nouveau-Brunswick, cette fois.

Actuellement, le marché de détail de Saint-John, N.-B., est légèrement plus florissant qu'à Chicoutimi-Jonquière, en bas de la liste des zones métropolitaines au Canada. Les dépenses annuelles per capita sont de \$2,570 à Saint-John, comparativement à \$2,560 pour Chicoutimi-Jonquière. Le même écart continuerait à subsister entre les deux secteurs en 1979, mais la parité se produirait à compter de

1982, année où les achats annuels par habitant se chiffreraient par \$3,790 aux deux endroits.

Au même moment, dans 21 autres agglomérations urbaines du Canada, les dépenses per capita excéderont \$4,000 pour atteindre jusqu'à \$6,030 dans le cas de Saskatoon, Saskatchewan. Incidemment, en 1982, seule la région montréalaise sera sur le même pied que Chicoutimi-Jonquière et Saint-John, en ce sens que les ventes au détail per capita n'auront pas encore atteint \$4,000 par année. La répartition du marché à Montréal devrait être alors de \$3,870, soit \$80 de plus qu'à Chicoutimi-Jonquière. Actuellement, Montréal devance Chicoutimi-Jonquière par \$60.

## Population stationnaire

Enfin, Survey of Markets anticipe une augmentation limitée de 1,000 habitants à Chicoutimi-Jonquière entre 1979 et 1982. Ce qui en ferait la zone ayant la plus faible croissance démographique exception faite de Sudbury et de Windsor Ontario, qui enregistraient chacune une diminution de leur population.

En date du 1er juin 1977, la population de Chicoutimi-Jonquière se situait à 129,200 âmes. Celle-ci passerait à 130,000 en 1979 et à 131,000 trois années plus tard. Pour sa part, Windsor compte présentement 247,300 habitants. Sa population serait réduite à 247,000 l'an prochain et à 246,000 en 1982. La population de Sudbury était, en date du 1er juin dernier, de 156,800. Elle augmenterait de 200 personnes en 1979, mais reviendrait au niveau de 156,000 environ, en 1982.



MALGRE la prolifération des Centres commerciaux, les centre-villes tirent bien leur épingle du jeu.



« IL EST GRAND TEMPS  
QU'ON SE DONNE  
LES MOYENS  
DE MAÎTRISER  
NOTRE ÉCONOMIE RÉGIONALE. »

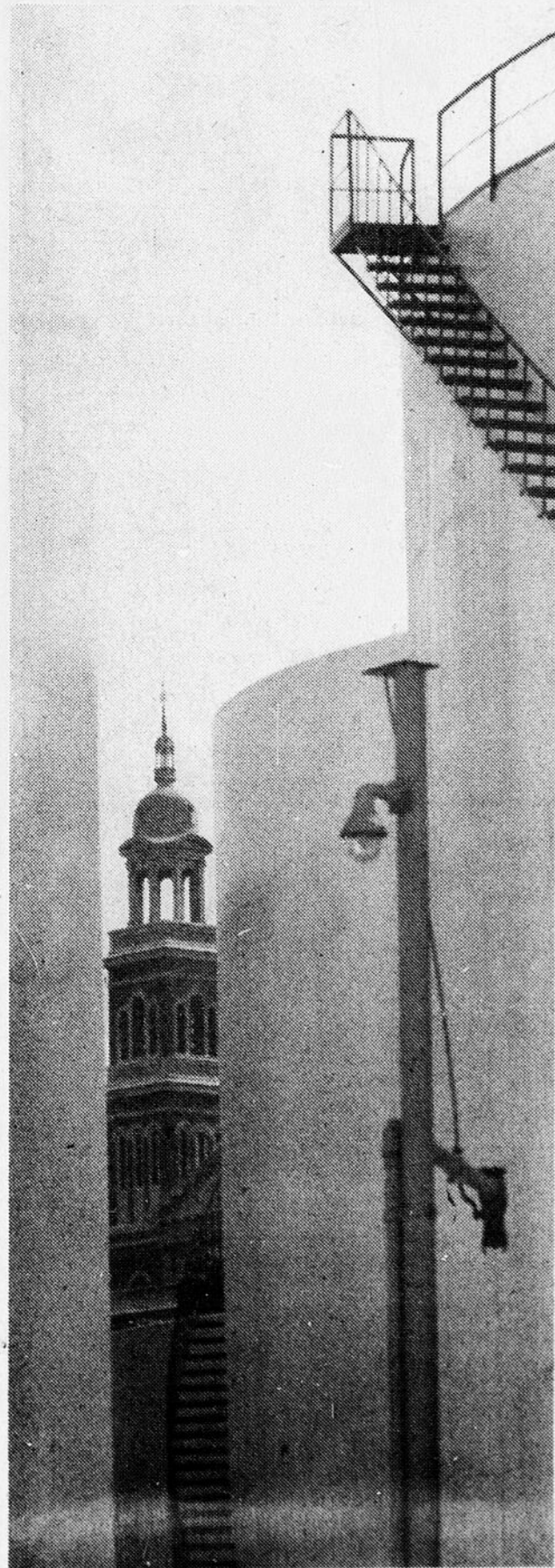
C'est pour cette raison que l'Entraide Économique est venue apporter à chaque région une réponse satisfaisante et complémentaire en matière de prêt à long terme. Son premier objectif est de promouvoir la régionalisation des capitaux en vue d'un développement sectoriel par la coopération.

Aujourd'hui, nous savons que notre capital doit être réinvesti dans le milieu pour que chaque région puisse choisir et décider de ses besoins en établissant elle-même ses priorités. Nous pouvons ainsi créer de nouveaux emplois et avoir la fierté de participer à nos propres réalisations.

Depuis la fondation de l'Entraide Économique, toutes les caisses ont toujours payé un intérêt d'au moins 10 % à la fin de chaque année. De plus, l'Entraide Économique est l'institution financière qui progresse le plus rapidement au Québec.



Les caisses d'entraide économique du Québec



LE DEPLACEMENT des réservoirs d'essence au port de Chicoutimi se réalisera graduellement surtout depuis la mise en fonction du quai Albert Maltais, à Pointe-Agonie.

# Inauguration DE NOS NOUVEAUX LOCAUX



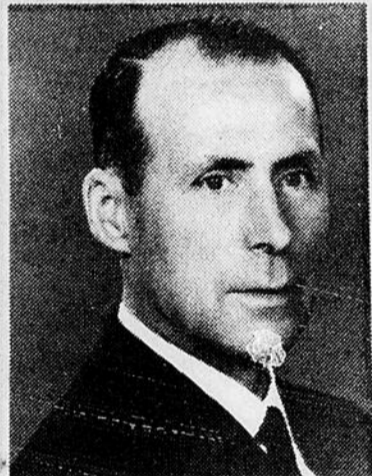
## Phosolac LTEE

1483, boul. St-Paul Chicoutimi

**LE SEUL VRAI LABORATOIRE COMPLET  
DANS LA REGION DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN**



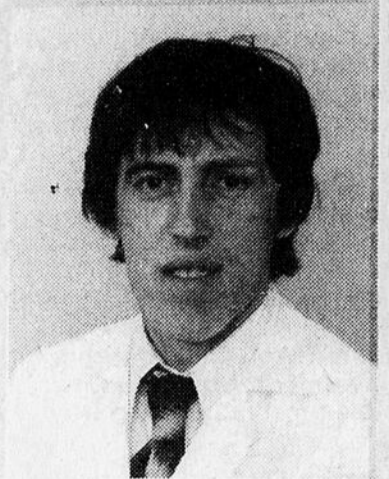
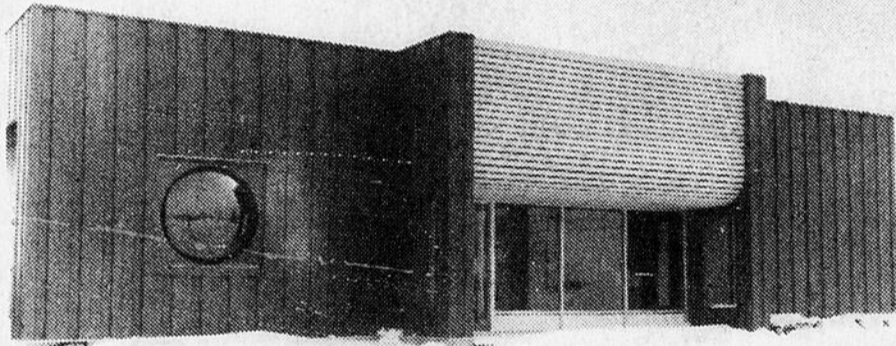
**Denis Girard**  
président-directeur général



**Henri Girard**  
vice-président



**Gérald Girard**  
gérant



**Rénauld Lavoie**  
assistant-gérant  
du dépt. professionnel



**Claude Gervais**  
assistant-gérant  
dépt. amateur



**Maurice Girard**  
livreur



**Nous utilisons le papier KODAK  
pour sa beauté, sa qualité.**

**Claude Leblond Serge Tremblay**

ARCHITECTES

651, boul. Talbot  
CHICOUTIMI  
549-8293  
rés.: 549-6136

LES ENSEIGNES



PLASTIQUE  
NEON  
LETTRAGE - SERIGRAPHIE  
LOCATION DE PANNEAUX RECLAMES  
LUMINEUX  
15 du Parc Industriel Kenog  
JONQUIERE 547-3661



Entreprises d'électricité

VILLE DE JONQUIERE  
(SECTEUR D'ARVIDA)  
548-4070

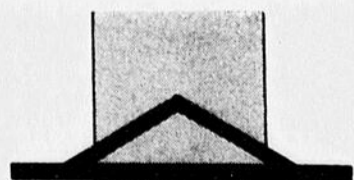


320, Beaujolais,  
Chicoutimi-Nord. G7G 2M1  
TEL.: 543-0538

PLUMBERIE  
CHAUFFAGE  
VENTILATION



Entrepreneur en construction  
Matériaux de construction  
Quincaillerie  
Téls: 662-7000 - 662-7054  
624 R.R. 2 Delisle GOW 1L0  
Lac-St Jean, Qué.  
ESTIMÉS GRATUITS



**PRO-CO**

METAL LTEE

PLAN - R.R. 5 - ST-NAZAIRE  
C.P. 362 - ALMA

CONCESSIONNAIRE  
AUTORISE  
ARMCO



1227 BL ST-PAUL  
CHICOUTIMI 549-5577

SPECIALITE EN DIVISION DE  
COLOMBAGE D'ACIER  
PLATRE - STUCCO -  
TUILES ACOUSTIQUES  
TRAVAUX DE LATTAGE  
PLAFONDS SUSPENDUS

**CHERCHER LE DEPOSITAIRE  
QUI AFFICHE CETTE ENSEIGNE**



**FINITION DE FILMS**

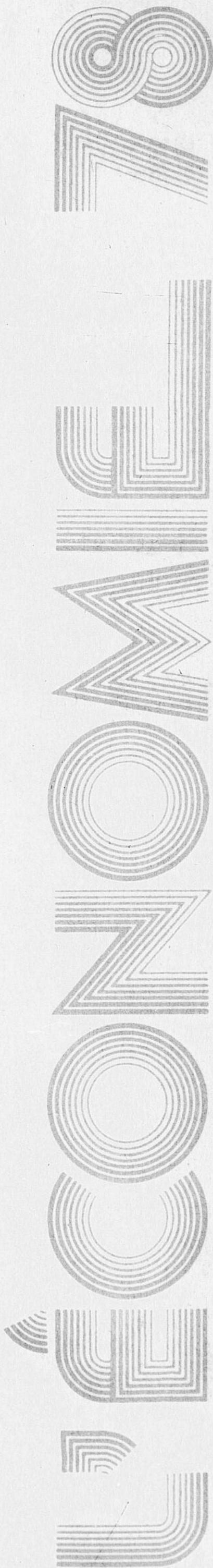
## Phosolac LTEE

au  
1483, boul. St-Paul,  
Chicoutimi



CONTRACTEUR PEINTRE  
501, Côte Réserve, Chicoutimi  
FERNAND MORIN, PROP.

Tél.: 549-1260  
QUINCAILLERIE  
PEINTURE — TAPISSERIE  
ARTICLES DE PECHE  
ENGRAIS - HERBICIDE



15,000 TRAVAILLEURS — Le gigantesque chantier de la Baie James four nit du travail à quelque 2,000 personnes de la région.

## Après la Baie James L'économie de la région est une des plus dynamiques du Québec

Les travaux de \$16,1 milliards à la Baie James permettent pour le moment à la province de Québec et à toutes ses régions d'éviter une situation désastreuse sur le plan économique.

C'est du moins la conclusion d'une analyse effectuée récemment au Québec par le quotidien torontois The Globe and Mail. On sait que la construction des installations hydro-électriques dans le secteur de la Baie James emploie plusieurs centaines de travailleurs de la région. Ainsi, depuis que l'industrie minière traverse une période critique à Chibougamau, plusieurs ouvriers de cette ville trouvent leur gagne-pain à la Baie James.

En fait, les immenses chantiers de la Baie James constituent une véritable bouée de sauvetage pour toute l'industrie de la construction au Québec. En 1977, sur un budget de \$1,2 milliard disponible pour la continuation des travaux à la Baie James, \$825,3 millions ont été dépensés pour l'achat de matériel et la construction elle-même. Cette année, les investissements prévus à la Baie James atteindront \$1,9 milliard. L'acquisition de matériaux et l'industrie du bâtiment utiliseront la part du lion de ce montant, soit approximativement \$950 millions. De plus, on aura besoin de \$450 millions pour la construction des lignes de transport d'énergie entre les centrales de la Baie James et les destinations du Sud.

### Paralysie à Montréal

Si la Baie James est une planche de salut temporaire pour plusieurs entrepreneurs et des milliers d'ouvriers du bâtiment, la métropole du Canada, Montréal, enregistre au même moment un grave ralentissement économique. Des représentants officiels des associations des constructeurs déplorent actuellement la rareté d'activités économiques à Montréal. Il n'y a pas de développements majeurs dans les domaines routier, industriel et commercial. Selon M. Robert Nuth, ce climat dépressif ne s'améliorera pas au cours des six prochains mois.

M. Nuth, directeur général de l'Association de la construction à Montréal, déclare même que ce sont des projets en voie de réalisation au Saguenay-Lac-Saint-Jean qui permettent

à des entrepreneurs montréalais de se tirer d'affaires, dans les circonstances actuelles. M. Nuth fait directement allusion aux dépenses d'expansion de \$200 millions de l'Alcan au Saguenay en 1978 (aluminerie de La Baie, etc.), et à la construction de l'usine Donohue-Saint-Félicien. Bref, on s'accorde pour dire, à Montréal, que l'économie du Saguenay-Lac-Saint-Jean est l'une des plus dynamiques dans la province, après celle de la Baie James, à l'heure présente.

En réalité, on caresse divers projets intéressants pour Montréal, mais la plupart de ceux-ci demeurent en plans, faute d'argent, ou pour d'autres raisons. On nomme le futur centre des congrès. Il est aussi question de la rénovation de \$80 millions au port de Montréal, et du complexe Guy-Favreau, de \$100 millions. La construction se poursuit à l'usine d'eau lourde de La Prade (exploitée par la Commission de l'énergie atomique du Canada), et chez Sidbec, à Contrecoeur, la sidérurgie de l'Etat québécois qui

réalise un projet d'expansion.

Mais tout cela ne suffit pas à stimuler l'industrie de la construction dans la région métropolitaine. Dans tout le Québec, le chiffre d'affaires annuel de l'industrie de la construction s'élève habituellement à \$8 milliards. Et la seule région de Montréal compte habituellement pour la moitié de ce marché.

"Quand la construction va, tout va", dit le vieil adage. Or, rien ne va plus à Montréal et dans la plupart des régions. C'est pourquoi le taux de chômage se situait à plus de 25 pour cent chez les travailleurs de la construction vers la fin de 1977. Cela signifie beaucoup de main-d'oeuvre disponible parmi les quelque 100,000 ouvriers du bâtiment. Cela indique aussi que plusieurs des 15,000 entreprises du secteur de la construction sont inactives.

### Moins de maisons

Les investissements industriels furent, en 1977, de 50 pour cent inférieurs à ce qu'ils

avaient été l'année précédente à Montréal (c'est un indice alarmant pour l'ensemble du Québec, estiment les spécialistes en économie).

On assiste en même temps à un déclin progressif du nombre de mises en chantier de logements un peu partout dans la province. M. Pierre Bélanger, économiste à l'emploi de l'Association des constructeurs d'habitations du Québec, prédit que 52,000 ou 53,000 maisons seront construites en 1978, comparativement à 55,000 en 1977. D'autres observateurs sont cependant moins optimistes en affirmant qu'il n'y aura pas plus de 50,000 mises en chantiers en 1978.

Pour un, M. Bélanger se dit d'avis que l'incertitude politique n'est pas la seule cause de cette dépression économique prolongée au Québec.

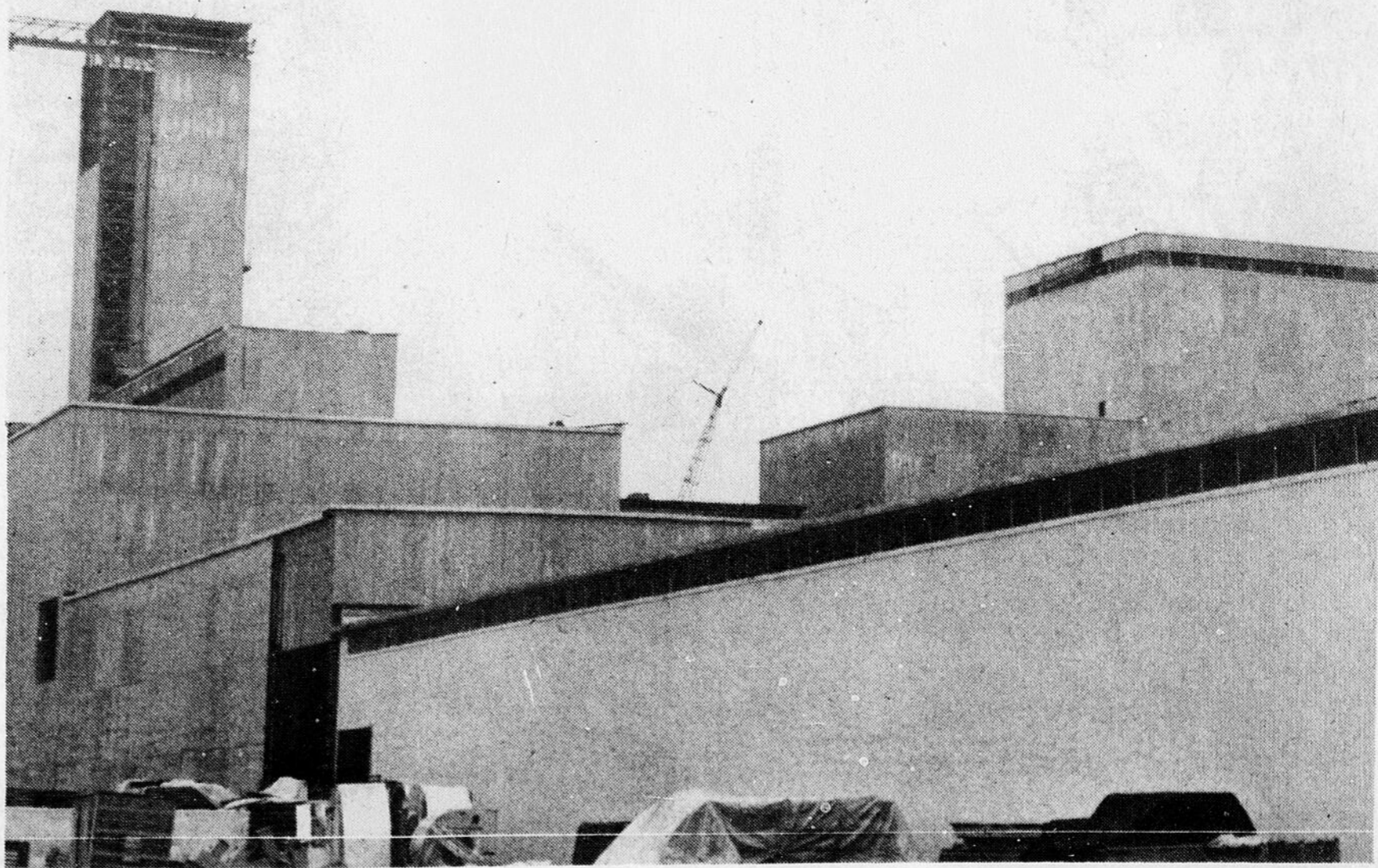
Les constructeurs d'habitations au Québec peuvent actuellement éviter le pire, en raison de la mise en application de certains programmes d'aide. L'un d'eux, parrainé

principalement par le gouvernement fédéral, réserve \$78,8 millions pour la rénovation et la restauration de logements. La Société d'habitation du Québec profite aussi des capitaux fédéraux pour construire 6,700 unités de logement cette année.

En vertu d'un autre programme, \$50 millions sont disponibles pour 2,000 logements à Montréal.

Enfin, les entrepreneurs pressent le gouvernement provincial d'accorder les subventions nécessaires pour la construction de réseaux d'aqueduc et d'égouts et de système d'épuration des eaux usées dans les municipalités.

Or, Québec et la majorité des municipalités sont cependant à court de capitaux et ces gouvernements hésitent avant d'entreprendre des travaux coûteux, puisque ceux-ci contribueraient à hausser les taxes, lesquelles sont déjà trop lourdes pour les contribuables comptant sur des revenus ordinaires.



DONOHUE — La construction de l'usine de la Donohue de Saint-Félicien fait partie des grands chantiers de la province.

L'agriculture occupe une place de première importance dans l'économie de la région Saguenay-Lac Saint-Jean et Côte-Nord.

— nombre de producteurs agricoles (1978):	2 235
— valeur des exploitations agricoles	\$200 000 000
— ventes brutes totales des produits agricoles	\$ 60 000 000

Le ministère de l'Agriculture du Québec contribue au développement de ce secteur important, par ses services aux agriculteurs, dans les domaines aussi variés que:

- |   |   |
|---|---|
| — vulgarisation   | — assurance-récolte   |
| — zootechnie  | — crédit agricole   |
| — grande culture  | — pathologie animale (diagnostic et contrôle)                 |
| — horticulture  | — médecine vétérinaire préventive                             |
| — aménagement   | — analyses de fourrages et recommandations sur l'alimentation |
| — gestion (étude de rentabilité, surveillance et analyse de comptabilité) | — analyses de sol et recommandations sur les fertilisants     |
| — relèvement agricole   | — essais de germination                                       |
| — économie familiale  | — etc. . .  |
| — génie rural   |   |
| — protection des cultures   |   |

Les services sont assurés par:

— Les Bureaux de renseignements agricoles:		
Chicoutimi	27, Racine est, Chicoutimi	543-3311
Jonquière	50, boul. Harvey, Jonquière	547-5763
Grandes-Bergeronnes	C.P. 99, Grandes-Bergeronnes	232-6273
Alma	1671, ave du Pont nord, Alma	662-6457
Mistassini	95, boul. Panoramique, Mistassini	276-3438
Roberval	851, boul. Saint-Joseph, Roberval	275-1250
— Le Bureau et Laboratoire régional:		
Alma	801, chemin Pont de Taché, nord, Alma	668-2364
— Office du crédit agricole:		
Alma	801, chemin Pont de Taché, nord, Alma	668-2369
	1671, ave du Pont nord, Alma	662-6457
Roberval	Boul. Saint-Joseph, Roberval	275-1250
Chicoutimi	27, Racine, est, Chicoutimi	543-3311
— Régie de l'Assurance-récolte:		
Alma	1671, ave du Pont, nord, Alma	662-6682

Le ministère de l'Agriculture du Québec participe également à l'amélioration de l'économie régionale en mettant de l'avant, en plus de ses quelques 90 programmes réguliers, un programme spécial dit "Fonds de développement régional", dont le budget est de près de 6,6 millions de dollars répartis sur une période six ans (1977-1983).

Ce programme comprend:

— AU SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN:	
— promotion à la production de génisses laitières de qualité:	\$2 206 000
— aide à la relance agricole pour les producteurs de viande bovine ou ovine:	\$1 586 000
— réseau de fermes-types:	\$ 205 000
— promotion à la production porcine:	\$ 433 000
— aide à la consolidation de la production de volaille:	\$ 554 000
— promotion à la production de chair d'oie et de canard:	\$ 35 800
— compensation pour le transfert de la production laitière à la production de viande bovine ou ovine:	\$ 135 000
— consolidation et développement d'industries agro-alimentaires:	\$ 700 000 et +
— développement du secteur secondaire:	
— terrain d'encan	\$ 32 000
— couvoir de Chicoutimi	\$ 30 000
— SUR LA COTE-NORD:	
— relance agricole Côte-Nord:	\$ 638 000





**PRODUCTION** — Selon les dirigeants de l'entreprise, l'usine produira environ 262,000 tonnes de pâte à papier annuellement.



**EN OPERATION** — Les travaux d'aménagement de ce vaste complexe industriel doivent être terminés entre

juillet et septembre, date prévue pour l'entrée en opération de la nouvelle usine.

## Aménagée au coût de \$298 millions, l'usine de la Donohue entre en opération en 1978

L'usine de pâte kraft blanchie de la compagnie Donohue, en construction à Saint-Félicien, demeure l'un des principaux projets industriels auxquels est associé le ministère fédéral de l'Expansion économique régionale (MEER). Cette usine doit commencer à opérer dès cet été.

Au cours de l'exercice 1976-77, le ministre a consacré \$8 millions aux termes de l'entente quadriennale, signée le 21 avril 1976, et portant sur l'implantation de cette usine de pâte à Saint-Félicien et de scieries à proximité de la ville. Le coût total de cet ensemble industriel s'élève à \$298 millions. Le financement est assuré en grande partie par l'entreprise privée. La contribution des gouvernements fédéral et provincial, suivant les prescriptions de l'entente auxiliaire, se chiffre par \$50 millions, dont \$30 millions en provenance du MEER.

La British Columbia Forest Products Ltd. de Vancouver est le principal partenaire privé de la compagnie Donohue, de Québec, dans l'entreprise de Saint-Félicien. Par ailleurs, Noranda Mines, de Toronto, et la Mead Corporation, de Dayton, Ohio, comptent parmi les actionnaires détenant le contrôle de la société British Columbia Forest Products, laquelle a une portion importante des intérêts de l'usine Donohue-Saint-Félicien.

Dans son dernier rapport annuel remis au gouverneur général du Canada, M. Jules Léger, le député de Lac-Saint-Jean et ministre de l'Expansion économique régionale, M. Marcel Lessard, rappelle que l'industrie des pâtes et papiers au Québec procure de l'emploi en usine et en forêt à quelque 79,000 travailleurs. Ce qui constitue environ 11 pour cent de l'emploi total des secteurs primaire et secondaire. Il est donc vital pour la province de Québec de pouvoir compter sur une industrie des pâtes et papiers qui soit dynamique.

"Or, depuis 1968", rappelle le ministre Lessard, l'industrie connaît un ralentissement général et un taux de rendement tellement bas qu'on n'a pas cru bon de faire de nouveaux investissements en dépit de l'accroissement prévu de la demande mondiale. Cette situation touche le Québec encore plus que les autres provinces productrices."

Il ajoute que depuis une quinzaine d'années, le gouvernement québécois a cherché à réunir tous les éléments permettant de mettre en valeur, dans la région défavorisée de Roberval-Chibougamau-St-Félicien, la forêt domaniale, l'une des dernières grandes réserves de bois pouvant appuyer un complexe forestier intégré de taille optimale.

On peut signaler que l'engagement du MEER dans le projet de Saint-Félicien est identique à celui consenti à Sidbec (Sidérurgie du Québec), entreprise constituée par le gouvernement québécois au début des années '60 et qui parachève en 1978 un programme d'expansion réparti sur quatre ans. Celui-ci doit augmenter la capacité de production de l'acier de 900,000 à 1,600,000 tonnes par année. De plus, Sidbec en profite pour moderniser ses installations et accroître son potentiel de fabrication d'acier galvanisé. Sur ce projet excédant \$215 millions, la quote-part du MEER est de \$30 millions, comme à St-Félicien.

### D'autres investissements

D'autre part, le Saguenay-Lac-St-Jean est l'une des régions qui profitent d'une entente fédérale-provinciale auxiliaire sur le développement de l'agriculture. Ce programme coûte \$41,6 millions et le MEER souscrit près de \$25 millions. En 1976-77, le ministère fédéral a dépensé au-delà de \$8,6 millions aux termes de cette entente triennale valide jusqu'au 31 mars 1979.

Dans son dernier rapport annuel, le MEER signale aussi que le Saguenay-Lac-St-Jean a continué à bénéficier au cours des derniers mois d'additionnelles ententes, dont celle sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA) et une autre sur les zones spéciales. Ces ententes sont expirées, mais on complète les projets inachevés au moment de leur échéance en 1975.

LES PRODUITS SANITAIRES

**Lépine Inc.**

355, EST RACINE, CHICOUTIMI, 545-0794  
445, COLLARD, ALMA, 668-2395



# LÉPINE ET CLARKE FONT BON MÉNAGE...

équipement  
de nettoyage de  
planchers

**C'EST DU PROPRE !**

- **Lépine Inc.**, est représentant de plus de 400 fournisseurs de produits chimiques d'entretien et de produits industriels
- **Lépine Inc.** vous offre un service de consultation pour établir les budgets d'une conciergerie
- **Lépine Inc.**, vous offre les services d'un représentant spécialisé en hygiène culinaire pour les grandes cuisines (cafétéria, hôtel, restaurant, etc).
- **Lépine Inc.**, dans le but d'améliorer son service, ouvrira bientôt dans un nouveau local situé au parc industriel de Chicoutimi, sur le boul. St-Paul.
- **Lépine Inc.**, a tous les produits chimiques pour l'entretien des piscines publiques ou résidentielles.



Les 19 employés de  
**Lépine Inc.** possèdent  
162 ans d'expérience  
dans les produits sanitaires.

# Depuis 1970, les engagements du MEER dans la région atteignent \$90 millions

Avant 1970, la plupart des efforts des gouvernements fédéral et provincial en matière de développement régional portaient sur la région de la Gaspésie-Bas-Saint-Laurent. C'est en fait à compter de 1969, à la lumière de l'analyse et des recommandations d'un groupe de recherche, que les interventions en matière de développement régional telle l'entente ARDA III (1970-1976) ont vraiment débuté au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Dans la région, plusieurs secteurs offrent des possibilités de développement, que ce soit au niveau des ressources agricoles, forestières et minières, du secteur manufacturier ou du secteur tertiaire qui comprend le tourisme et les loisirs. Depuis 1970, les engagements financiers du MEER dans la région s'élevaient à environ \$95 millions.

## Participation du MEER au Saguenay-Lac-Saint-Jean (millions de dollars)

Industrie touristique et loisirs	\$ 4,2
Développement des ressources	27,7
Infrastructure régionale	15,6
Développement industriel	46,8

### L'industrie touristique et les loisirs

La Traversée du lac Saint-Jean, le Carnaval-Souvenir de Chicoutimi, la pêche à la ouananiche et le Jardin zoologique de Saint-Félicien sont autant d'événements sociaux et culturels qui contribuent à façonner l'image du Saguenay-Lac-Saint-Jean à travers le monde. La région possède un potentiel touristique certain. Son charme naturel lui vient d'abord du milieu géographique très profondément marqué par les hommes qui, au prix d'efforts soutenus, lui ont conféré une personnalité attachante. Envoutante par ses attraits, elle est passionnante par ses habitants et leur culture.

L'entente ARDA III a contribué sensiblement à la réalisation de certains projets majeurs, tels le parc zoologique de Saint-Félicien, le parc Kénogami et le parc de Val-Jalbert. L'approche consiste surtout à favoriser la réalisation de certains projets susceptibles d'attirer des touristes et aussi d'offrir des services récréatifs aux gens de la région.

Le parc zoologique de Saint-Félicien constitue probablement l'attraction touristique la plus importante de la région. Il attire annuellement environ 250.000 visiteurs. En 1975, un projet d'agrandissement a été entrepris, lequel fera passer la superficie de 130 à 850 acres et la longueur des sentiers de la nature de 2,5 à 7,5 kilomètres. En plus de l'augmentation du nombre et des espèces d'animaux, le territoire frappera l'imagination par la qualité et la diversité de ses attraits: petits lacs, rivières, prairies, monts, camp forestier, pont élevé (60 pieds au-dessus de la rivière) et des boisés enchanteurs.

### L'agriculture

En raison de conditions naturelles difficiles, notamment la rareté des terres cultivables et la très courte saison de végétation, l'exploitation agricole n'occupe qu'une bien faible partie du territoire. En fait, la zone la plus propice à l'agriculture se situe dans la plaine sud entre La Baie et Albanel, laquelle a orienté sa vocation vers l'industrie laitière; d'ailleurs, environ 85 pour cent des entreprises agricoles de toute la région sont orientées vers cette industrie. La partie nord, entre Albanel et Saint-Fulgence, se prête davantage à l'élevage d'animaux de boucherie. L'agriculture régionale est cependant largement déficitaire au niveau des viandes, des céréales et des produits horticoles. En 1956, on comptait 5.623 fermes dont la superficie moyenne était de 153 acres alors qu'en 1971, il n'y avait plus que 2.716 fermes d'une superficie moyenne de 225 acres. Alors que l'agriculteur québécois vendait en moyenne pour \$88 de produits agricoles par acre de terre en 1971, celui du Saguenay-Lac-Saint-Jean n'en vendait que pour \$56. Cette situation pourrait être améliorée par une plus grande diversification des productions.

Le MEER a affecté jusqu'à maintenant plus de \$10 millions au secteur agricole. L'entente ARDA a permis d'amorcer le plan agroforestier, lequel vise, entre autres, à revaloriser l'agriculture régionale et à permettre aux agriculteurs de relever leur niveau de vie. Parmi les projets réalisés, soulignons l'incitation à la diversification des productions, l'encadrement technique intensif des producteurs agricoles, la consolidation des équipements de transformation et de mise en valeur des produits et le réaménagement fon-

cier. L'entente avec le gouvernement provincial sur le développement agricole porte sur la continuation du programme de réaménagement foncier, sur un programme de drainage souterrain ainsi que sur l'aménagement de cours d'eau municipaux.

### La forêt

L'atout principal de la forêt domaniale demeure son immense étendue. En effet, la forêt considérée comme productive couvre 82 pour cent de la superficie totale de la région, soit près de 83.000 kilomètres carrés (32,262 milles carrés), et compte pour 17,4 pour cent de la forêt exploitable du Québec. Elle est surtout constituée de résineux mais avec une certaine proportion de feuillus dans le sud-est du territoire. En raison de sa nature et de sa qualité, elle possède une vocation papetière indéniable. Cette vocation est d'ailleurs renforcée par l'abondance, sur place, de sources d'énergie hydro-électriques. Le volume de la coupe de bois demeure néanmoins inférieur à son potentiel puisque, au cours des dernières années, on a coupé seulement 37,9 pour cent de ce que l'on aurait pu récolter.

Le MEER a engagé \$14,5 millions dans le secteur forestier pour la réalisation de divers programmes. L'entente ARDA III a favorisé l'aménagement de la pépinière de Normandin, l'amélioration de boisés privés, des travaux de voirie en forêt et des travaux sylvicoles. L'entente avec le gouvernement provincial sur le développement forestier poursuit la réalisation de ces deux derniers programmes.

### Les mines

Ce sont avant tout les ressources minières qui identifient la région de Chibougamau-Chapais. On a découvert les premiers gisements importants de cuivre, d'or et d'amiante en 1903, et ce n'est qu'un demi-siècle plus tard que l'on commença à les exploiter. La découverte plus récente de gisements de fer dans le secteur du lac Albanel et de Chibougamau permet d'envisager un développement économique plus considérable. D'autres projets, ailleurs dans la région, méritent d'être mentionnés tels que l'exploitation du gisement de columbite à Saint-Honoré. La Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM) annonçait en 1975 la découverte d'un gisement d'uranium au nord de Girardville. La région possède également quelques dépôts de métaux industriels comme le calcaire, le cristallin et le granit.

Les travaux de prospection et la construction de routes d'accès constituent deux volets auxquels le MEER fournit \$3 millions, afin de favoriser le développement minier dans le secteur Chibougamau-Chapais.

En vue de contribuer au développement de la région tant sur le plan économique que sur le plan urbain et d'améliorer les communications en termes de capacité et de sécurité, le MEER a engagé \$15,6 millions à la construction d'un tronçon de 32 milles de l'autoroute 70 entre Alma et La Baie.

### Le développement industriel

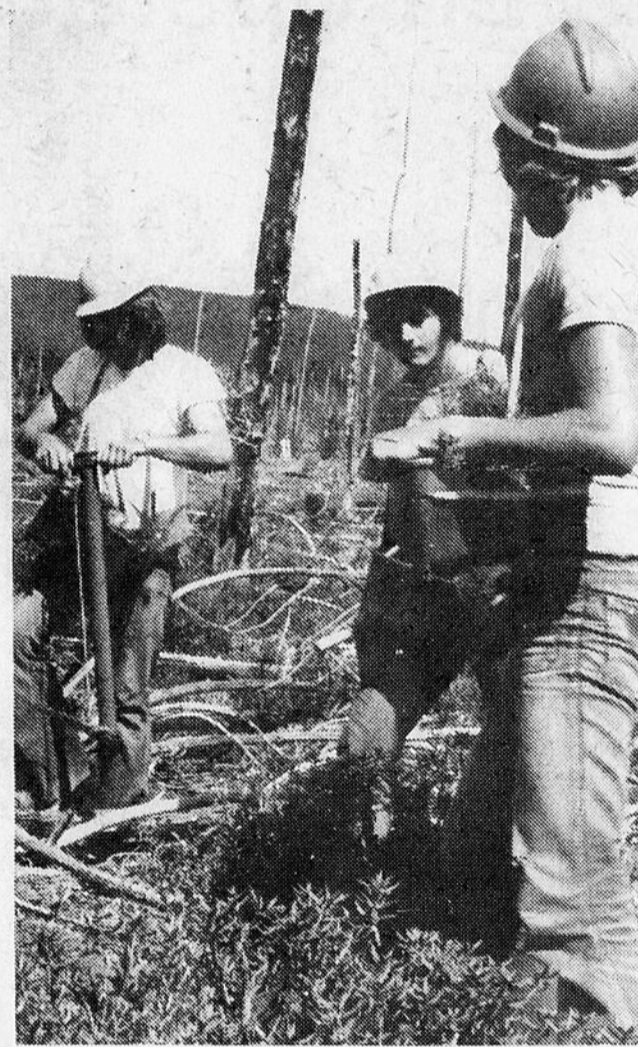
L'industrie manufacturière repose essentiellement sur l'exploitation et la mise en valeur des ressources forestières. L'abondance de l'énergie hydro-électrique a largement contribué à la mise en place d'entreprises manufacturières spécialisées, caractéristiques de la région. L'industrie est surtout concentrée à l'intérieur de l'agglomération du Haut-Saguenay. Dans son dossier économique consacré à cette dernière, le ministère de l'Industrie et du Commerce écrivait en 1975: "L'influence des deux grands moteurs économiques, soit l'industrie métallique primaire et la transformation du bois, est très évidente dans l'agglomération du Haut-Saguenay. Ils comptent ensemble pour 28,2 pour cent des entreprises et emploient 76,5 pour cent des travailleurs manufacturiers, soit 55,2 pour cent de la main-d'oeuvre pour la production d'aluminium, 17,8 pour cent pour les pâtes et papiers et 3,5 pour cent pour l'industrie du bois et du meuble." Il convient de souligner que l'activité manufacturière est très importante au Saguenay-Lac-Saint-Jean employant environ 30 pour cent de la population active.

Compte tenu de l'importance du secteur manufacturier pour l'économie régionale, le MEER intervient de diverses façons pour favoriser le développement industriel. Ainsi, l'aide porte sur la mise en place des infrastructures nécessaires à l'implantation des industries: l'aména-

gement des parcs industriels d'Alma, de Dolbeau et de Chicoutimi et l'amélioration du système d'aqueduc à Saint-Honoré pour assurer le fonctionnement de la mine Niobec. Le MEER a engagé un montant de \$3,8 millions pour ces projets.

D'autre part, le programme de subventions à l'industrie a permis jusqu'au 30 juin 1977 l'implantation, l'agrandissement ou la modernisation de 108 entreprises manufacturières de la région en accordant plus de \$13 millions sous forme de subventions. Ce programme a contribué à la création de 2.334 emplois dans la région.

Enfin le MEER, par une entente avec le gouvernement provincial, fournit 60 pour cent des \$50 millions destinés à l'implantation de l'usine de pâte de la compagnie Donohue à Saint-Félicien. Ce projet constitue un jalon important en vue de relancer et de moderniser l'industrie québécoise des pâtes et papiers. L'usine aura une capacité de production annuelle de 262.000 tonnes de pâte kraft blanche.



\$14,5 MILLIONS ont été investis dans le secteur forestier pour la réalisation de divers programmes.

### Perspectives d'avenir

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean jouit d'un fort potentiel de développement surtout en raison de l'abondance de ses richesses naturelles. Le ministère de l'Expansion économique régionale poursuivra ses efforts en vue de susciter des investissements et de créer des emplois dans cette région où l'industrialisation devrait être de plus en plus axée sur la transformation des ressources sur place, mettant ainsi à profit les avantages dont elle dispose au chapitre de l'énergie et des aménagements portuaires. En plus de contribuer à la mise en valeur des ressources agricoles, forestières et minières, le MEER continuera de favoriser l'essor touristique et industriel en vue de rehausser l'économie régionale.

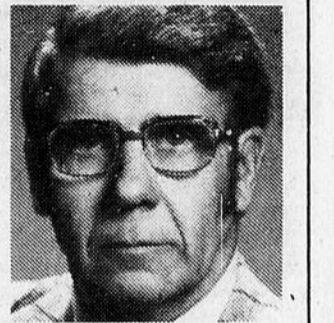


L'INDUSTRIE touristique et le loisir ont reçu une aide de \$4,2 millions.

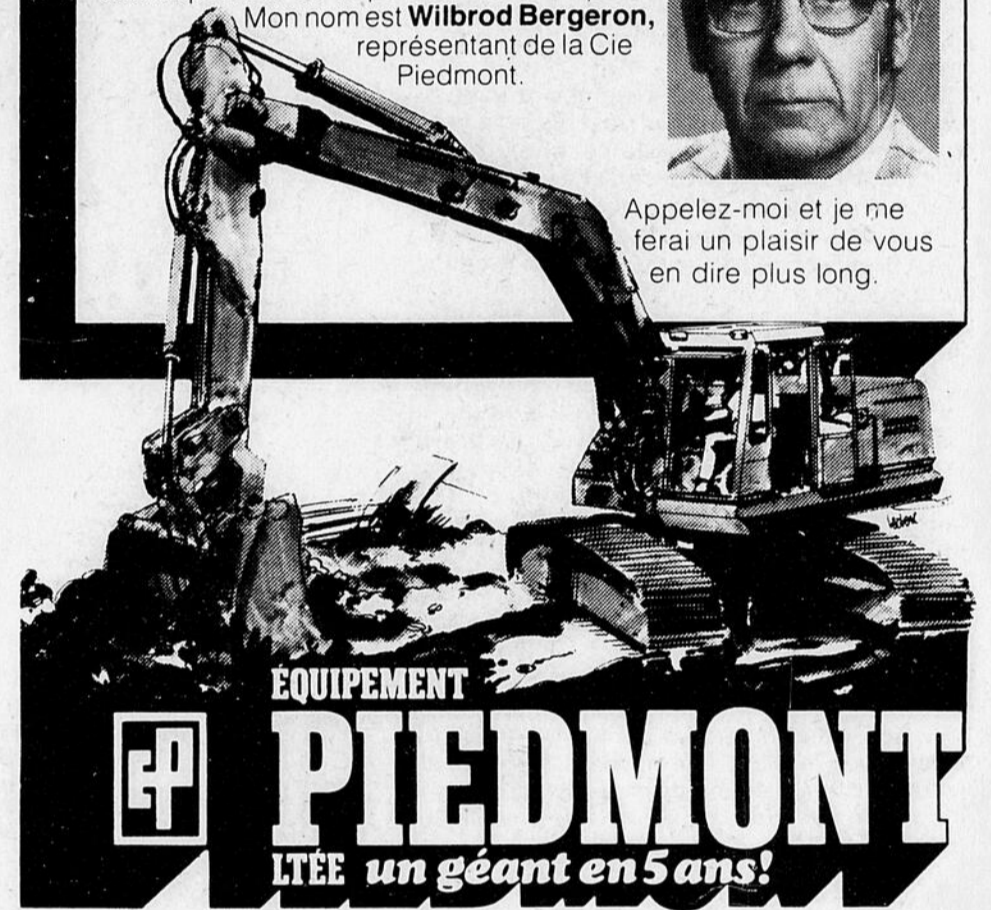
Avec son godet de 1 v.c., la Liebherr R-925-B est l'excavatrice idéale pour toute une série d'applications et d'utilisations variées.

Toutes les Liebherr, de 1 v.c. à 2½ v.c. sont dotées d'un fameux système hydraulique à haute pression, à débit variable, qui vous permet une utilisation maximum des capacités de la pelle en tout temps.

Mon nom est Wilbrod Bergeron, représentant de la Cie Piedmont.



Appelez-moi et je me ferai un plaisir de vous en dire plus long.

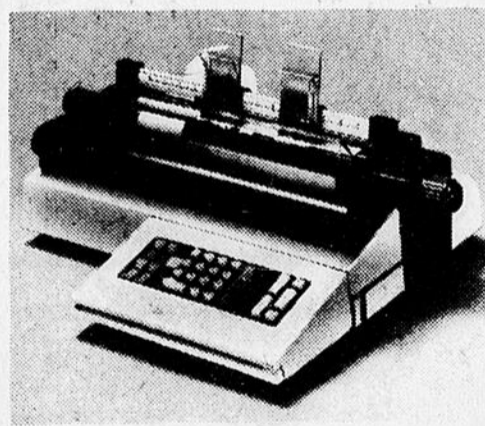


CHICOUTIMI,

1615 boul. St-Paul, G7J 3Y3 Tél.: (418) 549-4783  
MONTREAL • QUEBEC • ROUYN • PORT-CARTIER • BAIE JAMES

## Maintenant tous les yeux sont tournés vers nos machines comptables

Olivetti.



- Compte à recevoir
- Contrôle des inventaires
- La facturation
- Transactions bancaires
- Collecte des données.

*et ce qu'ils voient leur plaît*



650, CHEMIN ST-THOMAS

CHICOUTIMI, 549-1244

720, SACRE-COEUR

ALMA, 668-7956

# CARREFOUR-TRAVAIL '77 LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE REGIONAL, L'AFFAIRE DE TOUS!



Paul Tremblay, président.

Les 18 et 19 novembre dernier, se tenait à Alma, "Carrefour-Travail '77", au cours duquel 51 organismes sont venus présenter

aux 300 participants, un exposé traitant de la politique d'embauche et d'emploi de l'entreprise durant les 5 prochaines années.

La décision de tenir une telle conférence avait été prise lors de la préparation du plan-programme 77-78, et alors que les administrateurs du Conseil régional de développement (région 02) avaient été alarmés par le taux de chômage très élevé qui sévissait dans la région et par les perspectives peu encourageantes des possibilités de création de nouveaux emplois dans notre secteur.

L'annonce d'investissements importants à court terme par plusieurs grandes entreprises a semblé d'abord favoriser grandement la situation de l'embauche dans

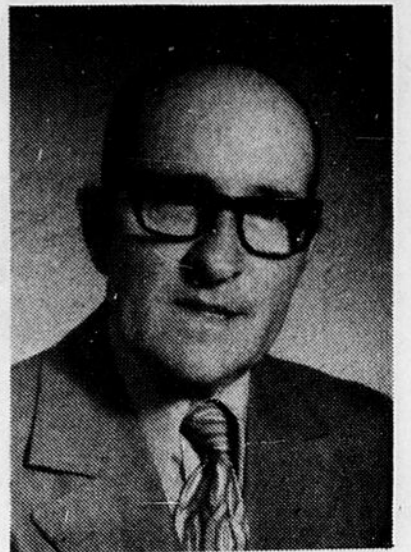
**Le Conseil régional de développement Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau est heureux, cette année encore, de participer à la publication de ce cahier économique.**

**Notre organisme, dont la vocation première est, justement, de favoriser l'essor économique de la région dans laquelle il oeuvre, voit, dans ce genre de publication, un outil d'information de première valeur.**

**Notre région connaît, actuellement, des temps difficiles et le fait que cette situation soit plus ou moins généralisée à travers tout le pays ne saurait nous consoler ou nous inciter à attendre que la conjoncture soit plus favorable à une relance économique. Nous avons donc, malgré tout, plusieurs dossiers majeurs en marche dont l'aboutissement heureux aura des répercussions extrêmement bénéfiques pour la région.**

notre région. Cependant, après étude, l'on a dû réaliser que peu d'emplois nouveaux seraient créés, car la majorité de ces investissements serviront plus à con-

solider les emplois actuels, en permettant des transferts d'employés au sein même de ces sociétés, qu'à favoriser l'engagement de nouveaux employés.



Thomas-Eugène Simard, directeur général.

emplois dans notre région et sur les moyens à prendre pour y parvenir, et ce, dans une période à court terme, soit particulièrement d'ici cinq ans.

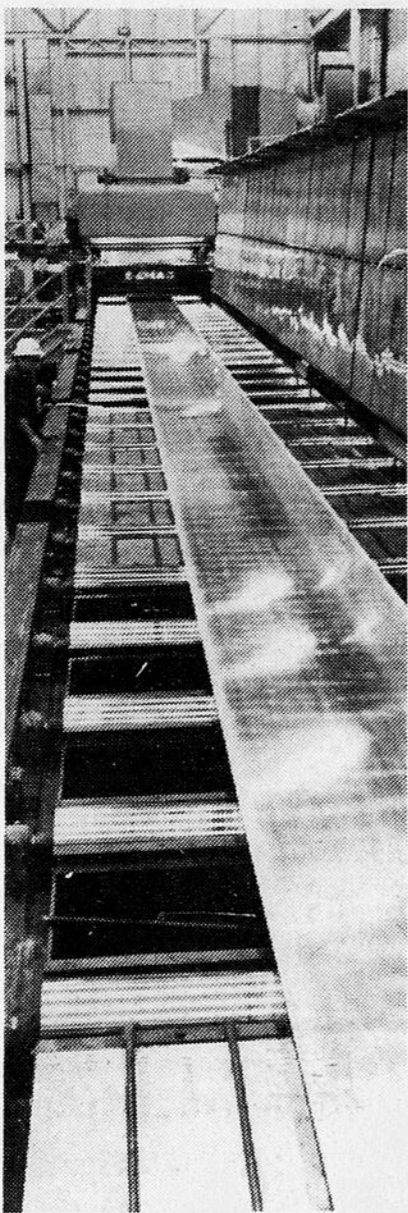
## ALUMINIUM

Nous avons mis sur pied, à la suite d'une suggestion que nous faisons, le 19 novembre dernier, le ministre de l'Expansion économique régionale, monsieur Marcel Lessard, un groupe de travail sur l'industrie de transformation de l'aluminium. Nous espérons, à l'aide de cet instrument, pouvoir favoriser la création de PME dans notre région et contribuer ainsi à baisser le taux de chômage.

Le groupe de travail s'est donné pour mandat de trouver, au moyen de recherches, analyses, consultations, études, etc., les possibilités de transformer, dans la région 02, une certaine quantité de l'aluminium produit au Québec. Les objectifs, à court terme, sont les suivants:

- 1) Faire une collecte sur l'information de base:
  - a) sur le produit
  - b) sur la région
- 2) Faire une exploration préliminaire d'une gamme limitée de produits pour lesquels la région a des avantages marqués.
- 3) Faire ou provoquer des études de faisabilité des principaux produits ainsi découverts.
- 4) Dresser un document des avantages comparés de la région.

Les membres du comité, présidé par monsieur Gaston Perron, de Dolbeau, ancien président du CRD, sont actuellement en pourparlers avec le MEER, de même qu'avec l'OPDQ, afin de déterminer les premières études qui doivent être entreprises incessamment.



## LA POLITIQUE AGRICOLE:

Nous sommes bien conscients des efforts des deux paliers de gouvernement en vue de revaloriser l'agriculture dans notre région, mais il n'en reste pas moins que les revenus de nos agriculteurs ont encore baissé en 1977. Nous sommes parfaitement d'accord avec le président régional de l'UPA, monsieur Bertrand Tremblay, lorsqu'il affirme que: "Ce qu'il faut privilégier avant l'agriculture, ce sont les agriculteurs." Le CRD tient à rappeler, une fois de plus, qu'il demeure toujours solidaire des programmes préconisés par l'UPA.



CONSEIL REGIONAL  
DE DEVELOPPEMENT  
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN  
CHIBOUGAMAU

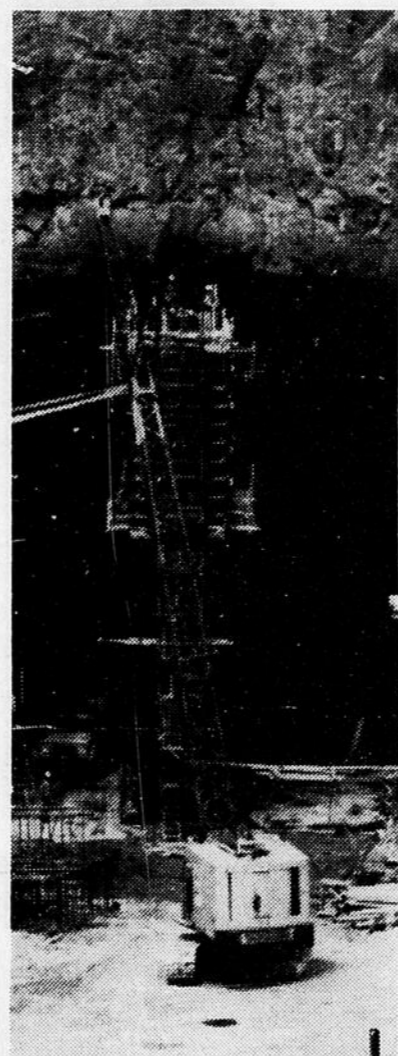
## LES MINES:

La situation des mines, dans la région de Chibougamau, n'est guère reluisante si l'on considère que, depuis quelques années, au moins 1.000 emplois ont disparu dans cette municipalité.

À la suite de démarches répétées du CRD, le ministère des Richesses naturelles vient de prendre deux décisions positives:

- 1) Prêt de \$891.000 à la compagnie Campbell Chibougamau pour des travaux d'exploration et de mise en valeur de réserves connues, ce qui contribuera à sauvegarder quelque 160 emplois.
- 2) Programme d'exploration minière, dans le secteur de l'amiante, au coût de \$180.000. Ce montant sera payé à part égale par le ministère des Richesses naturelles et la société McAdam Mining. Les travaux d'exploration comportent des forages au diamant sur une propriété amiantifère située dans le canton Roy, à 75 kms, au nord-est de Chibougamau.

En ce qui concerne le projet FERRAL, nous comprenons que la conjoncture internationale puisse retarder l'exploitation des mines de fer du lac Albanel. Toutefois, les expertises concluantes qui sont maintenant connues font que ce gigantesque projet n'est plus un rêve en couleur et que ses retombées doivent venir vers le Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau.



## AUTRES DOSSIERS:

En outre des projets mentionnés, le CRD ne délaisse pas pour autant les autres dossiers suivants:

- L'aménagement du Mont-Valin.
- Le parc national.
- Consolidation des pôles urbains.
- Le schéma de développement et d'aménagement régional.
- Le transport aérien.
- Le développement des cultures en serre, etc...

## POLITIQUE DE SUBVENTION AU TRANSPORT:

Notre région étant éloignée des grands centres, nous revenons encore une fois à la charge afin que le gouvernement fédéral applique, à la région administrative 02, une politique de subvention au transport identique à celle qui est appliquée aux Maritimes et à l'Ouest du pays.

## TRANSPORT FERROVIAIRE:

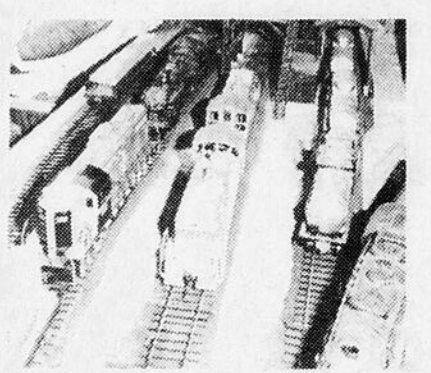
Ce n'est un secret pour personne que notre région est extrêmement mal desservie par le service-passagers du CN et, depuis plusieurs années, le CRD a fait des démarches et des représentations à ce sujet.

En janvier dernier, les administrateurs de l'organisme rencontrèrent le vice-président et le directeur du marketing de Via-Rail Canada Inc. et, pour la première fois, nous avons pu obtenir la quasi-certitude que l'amélioration des services est pour bientôt.

En effet, Via-Rail Canada est une corporation de la Couronne dont l'unique préoccupation est de doter le Canada d'un service ferroviaire-passagers de qualité et, pour ce faire, la société procède à des consultations régionales. Le CRD est donc, en la circonstance, l'organisme tout désigné pour transmettre les besoins de la région et veiller à ce qu'on les compile par des moyens appropriés.

Lors de cette première réunion, on a discuté de sujets généraux: durée du trajet, gares terminales, nombre d'arrêts, etc. D'autres rencontres sont prévues où chacun des points sera étudié en détail.

Le jour n'est donc pas si éloigné où nous pourrions, enfin, voyager confortablement et rapidement par train.



## CONCLUSION:

Même si la région administrative 02 a bénéficié d'investissements majeurs dans les différents secteurs de l'activité économique, au cours des dernières années, un fait demeure: la région du Saguenay-Lac-St-Jean est confrontée à un problème aigu de chômage. Il provient, en bonne partie, de la stagnation, sinon de la régression, de l'emploi du secteur secondaire (20.944 en 1961 et 20.045 en 1971, selon Statistique Canada). Le problème persistera car, selon l'OPDQ, le développement des quatre secteurs majeurs d'activité manufacturière ne s'accompagnera pas d'un accroissement équivalent de l'emploi. Pour augmenter le niveau de l'emploi industriel, il faudra donc plutôt susciter l'implantation d'industries nouvelles que la situation géographique de la région et l'étroitesse du marché conditionnent fortement.

## RECOMMANDATIONS:

I- Que l'on crée ou facilite l'expansion de laboratoire spécialisé en administration comme support aux gestionnaires (ou entrepreneurs) des PME.

II- Que le CRD entreprenne toutes les démarches qu'il jugera appropriées pour intégrer davantage les industries du bois et de l'aluminium à l'économie régionale, en privilégiant surtout une transformation plus poussée de ces deux secteurs.

III- Que les participants au colloque Carrefour-Travail déplorent le présent climat dans les relations de travail et prient le gouvernement d'entreprendre instamment toute action visant à l'assainir.

IV- Que les démarches soient entreprises pour accentuer la présence des administrations publiques dans notre région tant par des politiques de déconcentration

des services que par des politiques de décentralisation des responsabilités et surtout dans les services à vocation économique.

V- Que l'on étudie l'incidence des coûts de transport, de l'énergie, de la dimension de notre région, sur les perspectives de création et d'expansion des PME de la région.

VI- Afin de pallier aux nombreuses difficultés rencontrées dans les relations entre employés et employeurs chez certaines PME, que d'une part l'entreprise envisage la possibilité et sollicite même la participation des employés au processus décisionnel, et qu'en contrepartie les employés et/ou leurs syndicats acceptent d'y participer et ce même financièrement.

# RAPPORT SYNTHÈSE

La synthèse de ce colloque pouvait se faire selon diverses approches; nous avons opté, finalement, pour une synthèse par question, et ce, afin de permettre aux participants de se retrouver plus facilement et de mettre en lumière les objectifs visés par le CRD.

## QUESTION 1:

Selon les intervenants, le seul secteur qui accroîtra son seuil d'emplois, est le secteur tertiaire. En effet, le secteur primaire ne semble pas, à moyen terme, manifester de signes encourageants; ce secteur minier, selon l'intervention de monsieur Raby, est fortement handicapé par le poids exagéré des mesures "fiscales" qui frappent ce secteur surtout quand le prix du marché des matières premières est à son plus bas niveau comme actuellement. Le secteur agricole est au prise, également avec certaines difficultés, entre autres choses, les politiques d'ajustement des prix de soutien du lait; finalement, l'abattage forestier est relié à une industrie cyclique dépendante de l'économie nord-américaine, ou aucune création d'emplois marquée ne semble s'annoncer.

Le secteur secondaire a connu avec la Donohue-St-Félicien, et

connaîtra avec Alcan, des développements importants au cours des prochaines années; ces investissements importants permettront le maintien du seuil d'emploi au niveau actuel; il est heureux que ces projets se réalisent, mais il ne faudrait pas voir la fin de nos problèmes de sous-emplois; une action énergique devrait être entreprise pour lier davantage ces deux activités à la structure économique régionale.

Le seul secteur, où l'on peut espérer de nouveaux emplois, est le secteur des services. D'ailleurs, les caisses populaires prévoient une augmentation de leur effectif de 400 personnes. Il serait bon de noter que le dynamisme du secteur tertiaire repose, entre autres, sur deux variables, la taille de la population et son revenu. La population du Saguenay-Lac-St-Jean n'augmentera pas sensiblement, selon diverses études démographiques, mais, par contre, les investissements importants des prochaines années devraient avoir une influence positive sur le revenu régional, ce qui devrait alimenter généreusement le secteur commercial. La politique de déconcentration des services du gouvernement fédéral devrait

avoir également des effets bénéfiques sur le niveau de l'emploi dans la région (centre des données fiscales); toutefois, les impondérables liés à la réalisation de ces projets sont évidents. On pourrait souhaiter une déconcentration équivalente des services du gouvernement québécois même s'ils sont déjà beaucoup plus régionalisés.

## QUESTION 2:

La naissance des PME sera toujours fonction de l'esprit d'entrepreneuriat des individus et de la place qui lui sera réservée dans notre société. Plusieurs intervenants sont d'avis que les entrepreneurs sont peu valorisés dans notre société et même qu'ils sont rejetés; ceci conduit à une faible manifestation de cet esprit d'entreprise.

Toutefois, il n'y a pas que ce facteur socioculturel qui explique la faible motivation des régionaux à créer des entreprises. D'autres facteurs comme l'éloignement, l'isolement, la dimension du marché régional, etc., contribuent également à affaiblir l'esprit d'entreprise et, par conséquent, jouent un rôle important dans le faible taux de développement ou d'expansion des PME. De plus, les champs d'activités des PME sont fort li-

mités. Pour les années futures, on devrait orienter leur développement vers le secteur de la transformation, principalement l'aluminium et le bois. Toutefois, ces futures entreprises nécessiteront de forts investissements; il faudra donc développer des moyens pour que les régionaux participent à leur naissance et à leur développement. L'Etat, selon certains, pourrait être un intervenant privilégié afin de pallier aux difficultés signalées précédemment.

Afin d'améliorer la formation des entrepreneurs, plusieurs ont suggéré la création d'un laboratoire d'expertise en administration dont l'objectif serait de fournir une assistance technique aux hommes d'affaires de la région et de développer des programmes de formation spécialisée pour administrateurs. De plus, on souhaite la mise sur pied d'une banque de données touchant le niveau de l'activité économique de la région. De tels programmes ou activités ont été mis sur pied par la BFD et les résultats semblent très encourageants.

Le type de propriété de l'entreprise laisse un vaste choix aux entrepreneurs régionaux; toutes les alternatives ont été soulignées à partir des propriétaires privés, en

passant par la cogestion, jusqu'à la coopérative. Comme pour le Québec en général, les intervenants sont loin de s'entendre sur la relation entre travailleurs et les détenteurs de capitaux.

Plusieurs ont montré beaucoup de réticences à l'égard de ces nouvelles formules soulignant que le principal bénéficiaire en serait le travailleur au détriment du propriétaire, et qu'il serait irréaliste d'en souhaiter le développement. La principale critique contre ces types de propriété ou de participation peut se résumer facilement: "Si tout le monde mène en même temps, c'est un des meilleurs moyens pour réussir une belle faillite." Ils appliquent ces mêmes critiques aux coopératives spécifiant que, pour réussir, elles devraient fonctionner "selon les mêmes bases" que l'entreprise privée.

## QUESTION 3:

La réponse à cette question est fort variable selon que l'on est employeur ou syndicat.

Selon les employeurs, les salaires des travailleurs sont trop élevés dans la PME; il s'agit d'un élément particulièrement démobilisateur chez nos entrepreneurs de la région. Les syndicats, par leurs

revendications, ne tiendraient pas compte de la capacité de payer des entreprises pas plus que de l'état de santé de l'économie régionale. Les employeurs souhaitent que les syndicats cessent de comparer les salaires payés par la grande entreprise à ceux de la PME.

Selon les syndicats, les revendications de leurs membres tiennent toujours compte de l'état de santé de l'entreprise et de l'économie en général, mais l'objectif premier du syndicat demeure toujours la défense des intérêts des travailleurs.

Enfin, plusieurs organismes, autres que des employeurs et les syndicats, affirment qu'une PME bien structurée doit payer des salaires qui se rapprochent sensiblement de ceux payés dans la grande entreprise.

## QUESTION 4:

Peu de réponses ou de commentaires ont été fournis sur la première partie de la question. On ignore totalement le type de stratégies de développement préconisées par nos gouvernements (si elles existent effectivement); cette constatation n'est pas surprenante si on considère la complexité de cette question et la faible diffusion (et même l'absence) des objectifs clairement définis.

(Annonce)



LE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN demeure un grand producteur de papier journal, avec ses nombreuses

usines réparties sur tout son territoire. Ici, la Domtar, de Dolbeau.



LA FIBRE du bois coupé dans la région est reconnue comme une des meilleures au monde pour la fabrication du papier journal. Une des grandes compagnies,

Consolidated Bathurst Ltd. a aussi une usine au Saguenay-Lac-Saint-Jean, à Ville de La Baie.

# Le prix du papier journal subit une autre augmentation de \$15 la tonne

L'augmentation de \$15 la tonne de papier journal décrétée par la compagnie Abitibi, de Toronto, et qui doit prendre effet le 15 avril, incite tous les producteurs canadiens à faire de même.

Le prix du papier journal doit ainsi passer à \$320 la tonne (dollars américains) dans quelques jours. On sait que la majeure partie de la production canadienne, y compris celle provenant des usines de papier journal du Saguenay-Lac-Saint-Jean, est vendue aux États-Unis.

Suivant les observateurs, les éditeurs de journaux américains anticipaient une augmentation du prix du papier depuis quelque temps. En fait, ceux-ci sont surtout guidés sur le fait que Bowater Paper a haussé de \$300 à \$320 la tonne de papier journal, au début de novembre 1977.

Curieusement, Bowater, qui a vendu son papier journal durant près d'un an au plus bas prix du marché, soit \$300 (\$5 de moins que ses concurrents) s'est retrouvé du jour au lendemain le producteur le plus exigeant. Mais on a découvert que Bowater a maintenu aussi longtemps le prix à \$300 la tonne, pour assurer une clientèle stable à sa nouvelle usine établie dans le sud des États-Unis. Celle-ci a une capacité de production de 600 tonnes de papier journal par jour.

Pour sa part, Abitibi qui, après avoir pris le contrôle de Price en 1974, est devenu le principal producteur de papier journal au monde,

aurait plus d'influence probable dans toute l'industrie de l'augmentation qui doit devenir effective le 15 avril.

### Les profits augmentent

Depuis 1971, les producteurs de pâtes et papiers au Québec et un peu partout au Canada se plaignent particulièrement du fait que le rendement des capitaux investis dans cette industrie est nettement insuffisant. Ce qui ne contribue pas à attirer de nouveaux actionnaires. Or, la situation s'est grandement améliorée en 1977 et l'augmentation proposée par Abitibi pourrait dissiper une autre couche de nuages. L'expiration des contrats de travail, le 30 avril, constitue la seule ombre au tableau de cette reprise valable pour les producteurs de papier journal.

Pour la période se terminant le 30 septembre 1977, la compagnie Abitibi a encaissé un profit net équivalent à \$1 par action, soit 50 fois plus que durant les neuf premiers mois de l'année précédente! Même succès chez Domtar, de Montréal, qui a annoncé un redressement des profits de l'ordre de 91 pour cent en 1977!

Les producteurs de papier journal comme Abitibi profitent également, à l'heure actuelle, de la dévaluation du dollar canadien. Leurs prix de vente sont en effet établis à New York en dollars américains. Abitibi et les autres obtiennent donc un rendement supplémentaire de leurs ventes en étant payés en fonds américains.

### Surplus de pâte

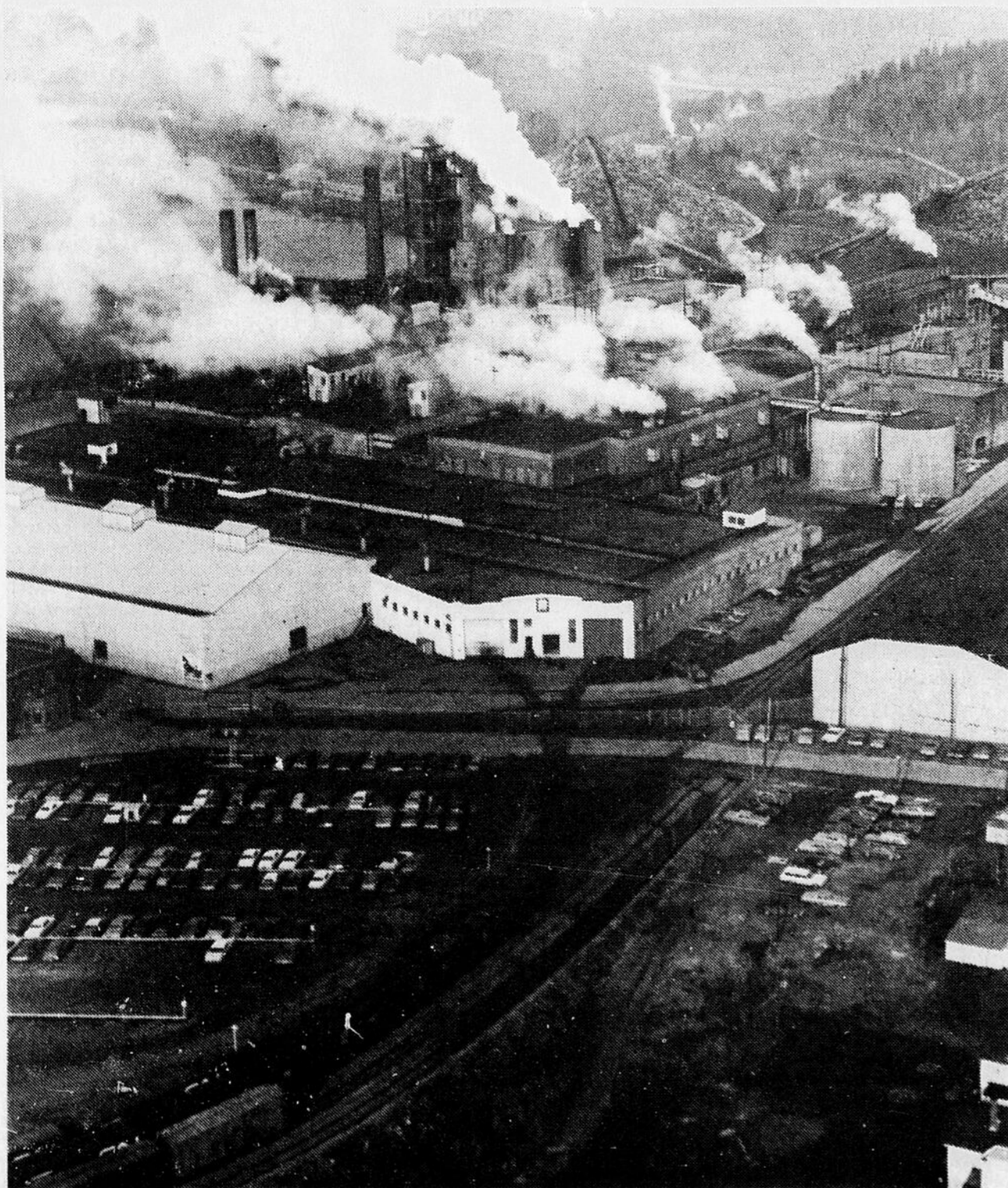
Mais si le temps est enfin venu de se réjouir dans les usines de papier journal, il en est tout autrement pour les producteurs de pâte. Fin 1977, la pâte se vendait \$295 la tonne sur le marché américain, soit \$85 de moins qu'au printemps.

A qui la faute? Les spécialistes de l'industrie blâment les Scandinaves pour leur production excédentaire de pâte, laquelle a fait chuter les prix, un peu comme le cuivre. Des producteurs des pays scandinaves (Suède et Norvège surtout) disposent d'un stock invendu de pâte se chiffant par 2 millions de tonnes. Dans ces conditions, il faudrait laisser écouler deux ans avant que ne soit rétabli l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché mondial. Ce qui

est de mauvais augure pour la future usine Donohue-Saint-Félicien.

Par contre, il pourrait se produire une pénurie de papier journal d'ici un an. Au cours des derniers mois de 1977, les usines canadiennes de papier journal ont tourné à 97 pour cent de leur capacité totale.

Les prix du papier journal ne sont pas les mêmes partout sur le continent. Ici, ils varient de \$305 à \$320 la tonne. Dans les Prairies, les prix courants sont \$285 et \$290 (argent canadien). Sur la Côte Ouest, la tonne de papier journal se vend \$300 (fonds américains). Au moment où la compagnie Abitibi a fait connaître son intention d'augmenter ses prix à compter du 15 avril 1978, les producteurs dans l'Ouest canadien ont laissé entendre qu'ils emboîteraient le pas. Ces derniers n'ont pas modifié leurs prix depuis 1976.



PRICE LTEE investira cette année environ \$30 millions pour l'amélioration de ses équipements à sa

papeterie de Kénogami. Price produit également du papier journal à son usine d'Alma.

## Epargnez temps et argent pour plus de qualité, de solidité, d'apparence et meilleure finition



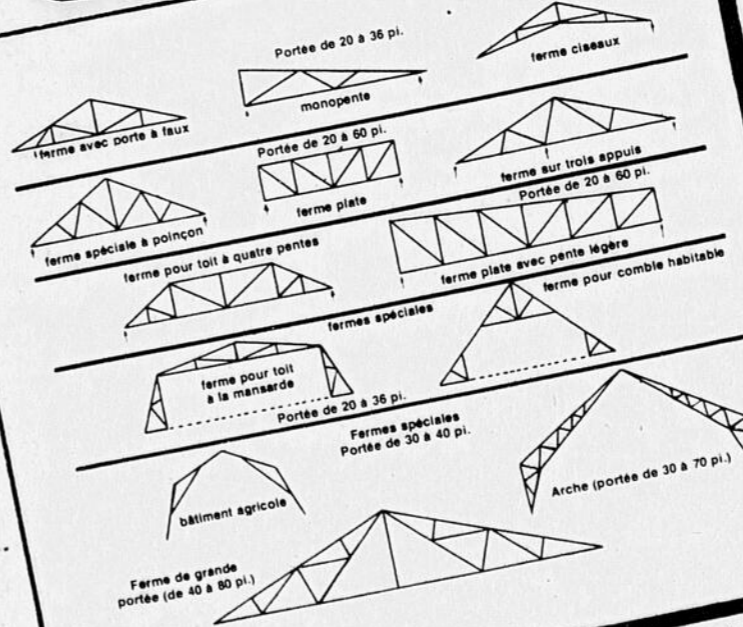
Manufacturier d'armoires de cuisine, de vanités de salle de bains et de comptoirs pré-moulés

Dépositaire autorisé des fameuses armoires modulaires

**GREGG**

Manufacturier de ferme de toit construits par des experts avec de l'outillage des plus perfectionné

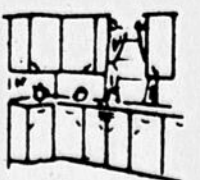
A VENIR BIENTOT? Les fermes à plancher révolutionnaires



**GILLES COTE INC.**

SPECIALISTE EN TOITURES  
ARMOIRES DE CUISINES

1675, ROUTE 170, OUEST,  
CHICOUTIMI, TEL.: 549-7731



# Price Ltée connaît une augmentation de ses ventes

La compagnie Price Ltée, de Québec, améliorera son chiffre d'affaires au cours de la présente année.

Les dirigeants de la filiale d'Abitibi, de Toronto, justifient ces prévisions en rappelant qu'une augmentation de la consommation de papier journal, entre autres, a été enregistrée en 1977, qu'une réduction des stocks des éditeurs américains s'est produite récemment, et qu'une croissance économique de 3 à 4 pour cent est prévue cette année en Amérique du Nord.

Pour 1977, Price a révélé à ses actionnaires des résultats généraux bien plus satisfaisants qu'en 1976. Aussi, l'entreprise a déclaré des ventes totales de \$383 millions pour l'année, soit 13 pour cent de plus que l'année précédente et un nouveau sommet dans son histoire.

Les profits se sont également améliorés, atteignant plus de \$15,1 millions en 1977, comparativement à \$3,6 millions en 1976. Ce bénéfice est cependant deux fois moins élevé qu'en 1974, et les dirigeants de Price le considèrent toujours insuffisant. Ils signalent que le facteur ayant le plus contribué à rendre les activités plus profitables, est la conversion de dollars américains en argent canadien. En 1976, Price avait, au contraire, enregistré une perte de change, puisque le dollar canadien affichait alors une valeur à la devise américaine.

«La prime reçue pour la conversion de dol-

lars américains en dollars canadiens a contribué environ \$9 millions aux bénéfices nets en 1977, par rapport à une perte de change de \$1,5 million en 1976», précisent les administrateurs de Price. Ils ajoutent que l'allocation de 3 pour cent pour les stocks et le crédit d'impôt à l'investissement instaurés par le gouvernement fédéral ont permis d'augmenter les bénéfices d'environ \$1,5 million, en 1977 également.

### Des secteurs déficitaires

Mais si les papeteries et les scieries ont procuré des gains au groupe Price en 1977, il en fut tout autrement pour certaines activités industrielles de la compagnie. Ainsi, la filiale Price Wilson Limitée, a accusé une perte nette de \$6,3 millions, à comparer à \$2,9 millions en 1977. Cependant, Price Wilson s'est départie de deux succursales américaines déficitaires de manière à retrouver sa rentabilité dès cette année.

La situation s'est améliorée quelque peu dans le secteur minier pour Price, en ce sens que le déficit a été réduit à \$138,000 en 1977, alors qu'il se chiffrait par \$311,000 en 1976. Price possède ses installations minières dans la région de Buchans, Terre-Neuve. Ce gisement, qui contient du zinc, du plomb et du cuivre, sera complètement épuisé d'ici à 1980. Toutefois, la compagnie n'abandonne pas son exploration minière à Buchans, de même qu'à Bathurst, au Nouveau-Brunswick et en Gaspésie.

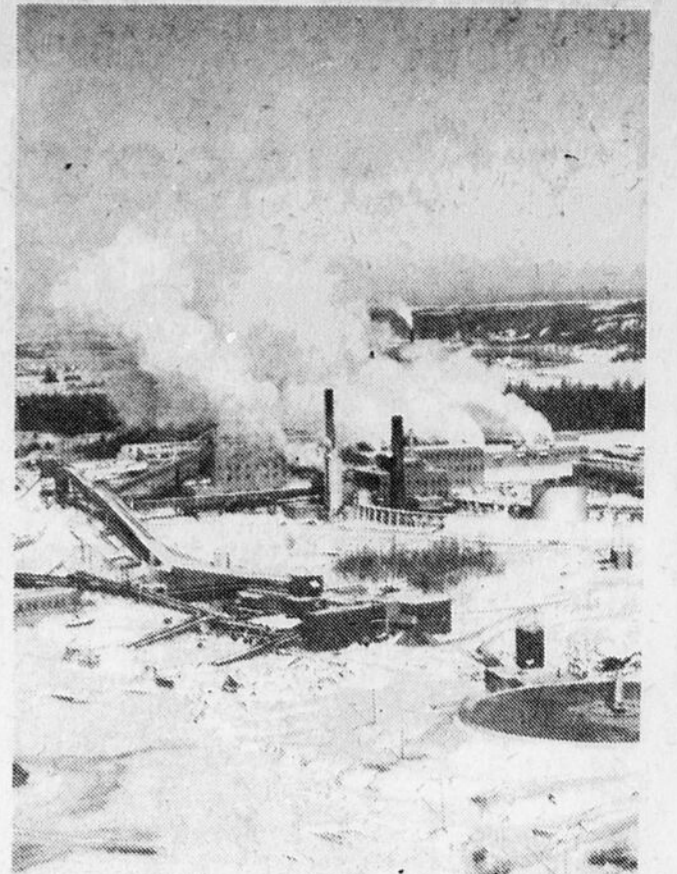
Price a également encouru des pertes dans le secteur du papier kraft et du carton en 1977. Toutefois, on parle de perspectives encourageantes pour ces produits en cours de la présente année.

### Appel à la modération

Cette année, Price doit négocier le renouvellement de divers contrats de travail regroupés dans cinq syndicats. Les autorités de Price font appel à la pondération des syndiqués, en signalant à nouveau que le coût de la main-d'oeuvre est trop élevé dans l'industrie canadienne, par rapport à la productivité des installations.

Par ailleurs, c'est la papeterie Kénogami qui sera le théâtre des principales dépenses en immobilisations cette année, au sein du groupe Price.

On peut signaler, enfin, qu'il y a un an environ, M. Claude Castonguay, autrefois ministre des Affaires sociales dans le gouvernement libéral du Québec, a été élu membre du conseil d'administration de la compagnie Price Limité. M. Castonguay succède à Sir Max Aitken, de Londres, administrateur chez Price depuis 1959. Actuaire de profession, M. Castonguay est président du conseil d'administration de l'Impériale compagnie d'assurance-vie, et président de la compagnie Le Fonds Laurentien Inc.



## Notre spécialité c'est le camion



**Denis Bourbeau**



**Ghislain Perron**  
représentant



**Rémi Tremblay**  
représentant



**Gaston Lagacé**  
contrôleur



**Denise Tremblay**  
comptabilité



**Ghislain Gagné**  
directeur des pièces



**Pierre Girard**  
commis



**Pierre Gagnon**  
directeur de service



**Marcel Charest**  
préposé au service après vente



**Jacques Villeneuve**  
maître mécanicien



**Lorenzo Gagnon**  
maître mécanicien



**Jean-Marie Hudon**  
maître mécanicien



**Denis Tremblay**  
maître mécanicien



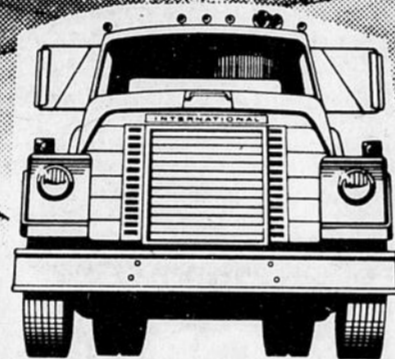
**Gérard Rouleau**  
maître mécanicien



**Serge Tremblay**  
mécanicien



**Yvon Tremblay**  
mécanicien



**FLEETSTAR**



**SÉRIE "S"**



**Scout SS II**



**CARGOSTAR**



**SÉRIE "S"**



**Scout Terra 1978**



**LOADSTAR**



**PAYSTAR**



**TRANSTAR CONV.**



**SÉRIE "S"**



**Scout II Travel Top 1978**



**TRANSTAR II**



**Scout Traveler (Gas/Diesel)**

- \* Mécaniciens classifiés
- \* Service de réparation jour et nuit.
- \* Unité mobile de service.
- \* Franchise moteur "Caterpillar".
- \* Franchise moteur "Cummins".
- \* Franchise internationale "Harvester".
- \* Service de location long terme.
- \* Inventaire de pièces authentiques.
- \* Ligne directe avec dépôt de pièces.
- \* Outillage moderne pour réparation.
- \* Service après vente incomparable.
- \* Taux forfaitaire pour maintenance.
- \* Système de maintenance préventive.
- \* Représentants des ventes qualifiés.
- \* Disponibilité au service, 24 heures par jour.
- \* Plan de financement sur place.
- \* Ouvrage garantie.
- \* Satisfaction assurée ou le patron veut vous rencontrer.

**TOUJOURS SOUS LE CONTROLE EXCLUSIF DE DENIS BOURBEAU**  
PRESIDENT  
DIRECTEUR GENERAL



**D. BOURBEAU INTERNATIONAL**

coin st-Paul & route 170

TEL 549-8830

**TOUJOURS SOUS LE CONTROLE EXCLUSIF DE DENIS BOURBEAU**  
PRESIDENT  
DIRECTEUR GENERAL

## Développement industriel

# La Caisse d'entraide demeure une des plus importantes sources de financement

Le mouvement des Caisses d'entraide économique, qui a vu le jour en 1960 à Alma, est aujourd'hui la plus importante source de financement pour les entreprises québécoises!

C'est du moins ce qui a été clairement démontré à M. Bernard Landry, ministre d'Etat au Développement économique dans un mémoire soumis en novembre dernier.

Depuis leur fondation, les CEE ont prêté un montant de plus de \$647 millions. Uniquement au cours du dernier exercice financier se terminant le 31 mai 1977, ces coopératives d'épargne et de crédit ont consenti des prêts pour une valeur surpassant \$213 millions.

La part principale de ces capitaux, soit \$113,4 millions a été utilisée pour réaliser 2,579 projets commerciaux. Par ailleurs, 1,312 prêts (\$56,5 millions) ont été accordés par les Caisses d'entraide pour le développement du secteur industriel. Si la tendance se poursuit, les Caisses d'entraide économique auront prêté environ \$3,4 milliards dans cinq ans, et cet argent aura servi principalement à favoriser l'expansion industrielle et commerciale.

### Au niveau régional

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Caisse d'entraide d'Alma demeure celle qui a accordé le plus de prêts depuis sa fondation, en 1960. Ceux-ci dépassaient \$36 millions en date du 31 mai 1977. Etablie en 1967, la Caisse d'entraide économique de Jonquière arrivait au second rang quant à la valeur des prêts, toujours en date du 31 mai dernier: un peu plus de \$20 millions. La troisième place régionale au niveau des prêts est occupée par la CEE de Chicoutimi (\$18,5 millions).

Suivent, dans l'ordre, les Caisses d'entraide de Dolbeau-Mistassini (\$12,7 millions depuis 1967), de Roberval-Saint-Félicien (\$10,8 millions depuis 1967), de Chibougamau-Chapais (\$10,7 millions depuis 1967), et de La Baie (\$8,5 millions depuis 1967 également).

### Coopératives plus fortes

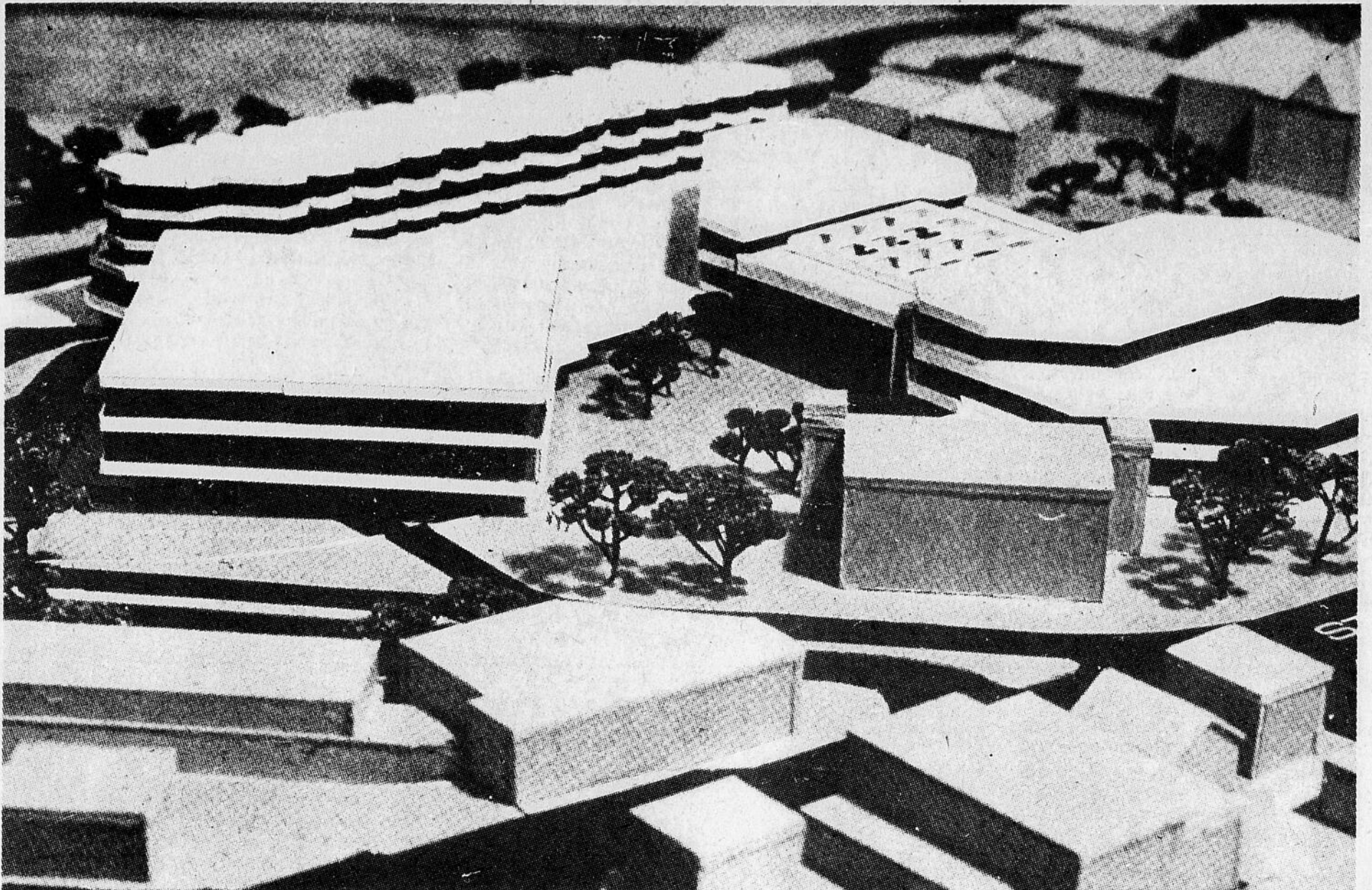
Ce sont encore les banques à charte qui canalisent le plus d'épargne au Québec. En 1976, les comptes d'épargne dans les banques totalisaient près de \$7,5 milliards. Les quelque 1,250 Caisses populaires Desjardins suivent avec \$6,3 milliards d'épargne. L'épargne québécoise dans les sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires se chiffre par plus de \$2,6 milliards. Les Caisses d'entraides économiques, pour leur part, détenaient, en 1976, toujours, 1,7 pour cent de l'épargne des Québécois, ou \$329 millions.

Or, les Caisses populaires, les Caisses d'économie des travailleurs, les Caisses d'établissement et les Caisses d'entraide sont toutes considérées comme des coopératives d'épargne et de crédit. Combinés, les dépôts et les avoirs financiers de ces coopératives d'épargne et de crédit ont augmenté leur part du marché de 3 pour cent. Le gain fut de 0,6 pour cent dans le cas des Caisses d'entraide économique.

"Il est donc permis de croire à une place plus importante du mouvement coopératif comme réservoir de l'épargne des Québécois au cours des prochaines années," signalait-on dans le mémoire des CEE, portant sur la répartition de l'épargne dans la province.

### 12,25 pour cent d'intérêt!

Présentement, les 60 Caisses d'entraide économique et leur fédération emploient 825 employés permanents. Ces coopératives peuvent également



LE COMPLEXE DE L'ENTRAIDE qui nécessitera un investissement global de l'ordre de \$15 millions.

fonctionner grâce aux 789 coopérateurs qui oeuvrent à titre gratuit dans les conseils d'administration, les commissions de crédit et les conseil de surveillance.

Depuis 1960, les CEE ont payé en intérêt à leurs membres environ \$90 millions.

Dans la région, c'est la Caisse d'entraide Roberval-Saint-Félicien qui a payé en 1977, le plus fort taux d'intérêt, soit 12 pour cent. La CEE de Chicoutimi vient par la suite avec 10,5 pour cent. Les autres Caisses d'entraides de la région, y compris Alma et Jonquière, qui comptent encore parmi les plus importantes au Québec, continuent de verser 10 pour cent d'intérêt sur l'épargne. Durant quelques années, cependant, la Caisse d'entraide de Chibougamau-Chapais a battu la marche dans ce domaine, avec un taux de 12 pour cent.

La Fédération des CEE, comme on le sait, a décidé récemment d'installer son siège social permanent à Alma. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean est le berceau de l'Entraide économique, mais la région se classe maintenant au 4e rang, pour ce qui est du nombre de membres et de l'actif, parmi les dix zones administratives de la province. Les régions de Montréal, de Québec et de Trois-Rivières devançant le Saguenay-Lac-Saint-Jean au sein de l'Entraide.

En date du 1er janvier 1978, les 59 Caisses d'en-

traide du Québec comptait près de 230,000 membres et un actif de \$562 millions. Au niveau régional, la CEE d'Alma bat la marche avec 8,445 coopérateurs, un capital souscrit de \$23,4 millions et un actif de \$20,3 millions. Pour la CEE de Chicoutimi, le capital souscrit est supérieur à la Caisse d'entraide de Jonquière, mais cette dernière possède un actif légèrement plus important.

C'est la Caisse d'entraide économique de Sherbrooke qui domine et de loin toutes les autres CEE de la province. Fondée en 1968, cette caisse de 7,276 membres a un actif de \$34,7 millions. Pour ce qui est de l'actif, la CEE d'Alma, la première de la région, se classe aujourd'hui au 6e rang dans la province de Québec, derrière Sherbrooke, Manicouagan, Rimouski, Longueuil et K.R.T. (Kamouraska, etc.).



## VILLE DE JONQUIÈRE

La publication de cahier économique nous procure l'occasion de démontrer à quel point nous accordons de l'importance au développement économique régional. Que ce soit dans le domaine industriel, commercial ou touristique, ville de Jonquière y apporte une contribution tangible.

Avec la collaboration soutenue du milieu des affaires, nous procéderons très bientôt à la création de la nouvelle Société de développement de Jonquière Inc.; cette entreprise commune marque un grand pas vers de nouveaux horizons susceptibles de consolider notre avenir économique. Les objectifs de cette nouvelle société tenteront de favoriser l'expansion industrielle, commerciale et touristique, de faire connaître nos possibilités et les avantages du secteur à l'étranger de même qu'aux résidents, de procurer l'aide nécessaire aux usines et compagnies déjà existantes, enfin de créer un climat favorable au progrès économique de la région.

Ces buts, nous les atteindrons si, tous ensemble, milieu d'affaires, administration municipale, citoyens et force ouvrière appuyons fermement notre industrie locale et les organismes qui se font un devoir de faire connaître les possibilités qu'offre notre région.

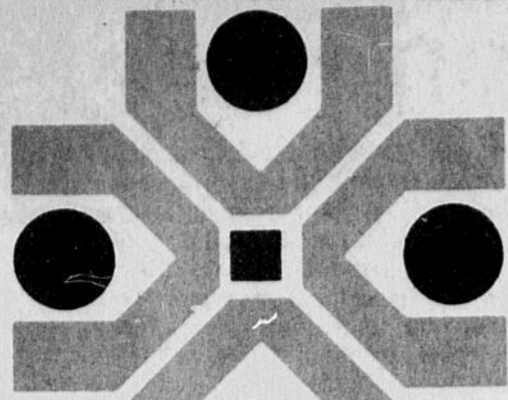
Le conseil municipal,  
**Francis Dufour, maire,**  
ville de Jonquière.



UN MOMENT HISTORIQUE — C'est en février dernier que la Fédération des Caisses d'entraide dévoilait son projet, une première dans ce domaine. Il se veut un exemple dynamique de l'harmonisation nécessaire entre les institutions publiques, communautaires, coo-

pératives et privées dans le développement urbain. M. Jacques Gagnon, ici sur la photo, présente le projet et en arrière plan on reconnaît le ministre Bédard, le député Brassard et le maire de la ville d'Alma.





# la caisse d'établissement

— saguenay-lac-st-jean —

**Services de la Caisse d'Etablissement.**

- EPARGNE.
- EPARGNE-LOGEMENT
- EPARGNE RETRAITE.
- FONDS DE PENSION.
- ASSURANCES.
- PRETS.
- PLACEMENTS.
- EVALUATION.
- COURTAGE IMMOBILIER.
- PLANS ET DEVIS.



Nouvelle façade du siège social, au 371, est, Racine, Chicoutimi



Vue partielle des bureaux réaménagés suite à la rénovation de l'édifice, on a refait la décoration intérieure et effectué le réaménagement des locaux qui occupent les 5 étages de l'immeuble.



La Fédération des Caisses d'Etablissement du Québec



Le Coopérants, compagnie Mutuelle d'assurance-vie

**Atelier de Peinture HTI**

- Peinture Industrielle Commerciale
  - Tapis
  - Tapisserie
  - Toiles vénitienes et accessoires pour peinture
- 2 UNITES A VOTRE SERVICE  
**549-7864**



La Librairie Commerciale Ltée  
22 EST, RUE JACQUES-CARTIER,  
CHICOUTIMI, P.Q.  
TEL: (418) 543-4407



**Maltais & Pelletier Ltée**  
381, RUE BONNEL - CHICOUTIMI  
PLOMBERIE - CHAUFFAGE  
Bur.: 549-7684.



ENTREPRENEUR GENERAL  
**gérard tremblay inc.**  
1836, ROUSSEL, CHICOUTIMI-NORD  
Téls.: 543-9919 543-6384

TEL.: 543-8437

**Benoit Girard inc.**  
PLOMBERIE - CHAUFFAGE  
DISTRIBUTEUR D'HUILE A CHAUFFAGE  
Service de brûleur à l'huile - Service de financement  
203, DESJARDINS CHICOUTIMI-NORD



**JACQUES BRASSARD Limitée**  
entrepreneur electricien  
installation commerciale - industrielle  
résidentielle  
SPECIALISTES chauffage électrique  
255, ave de la Normandie, coin boul. St-Jean-Baptiste,  
Rivière-du-Moulin.  
TEL (418) 549-2467



PLAFOND ET STUCCO  
ENTREPRISES **Remy Tremblay**  
REVETEMENT ALUMINIUM  
CHICOUTIMI-543-7207

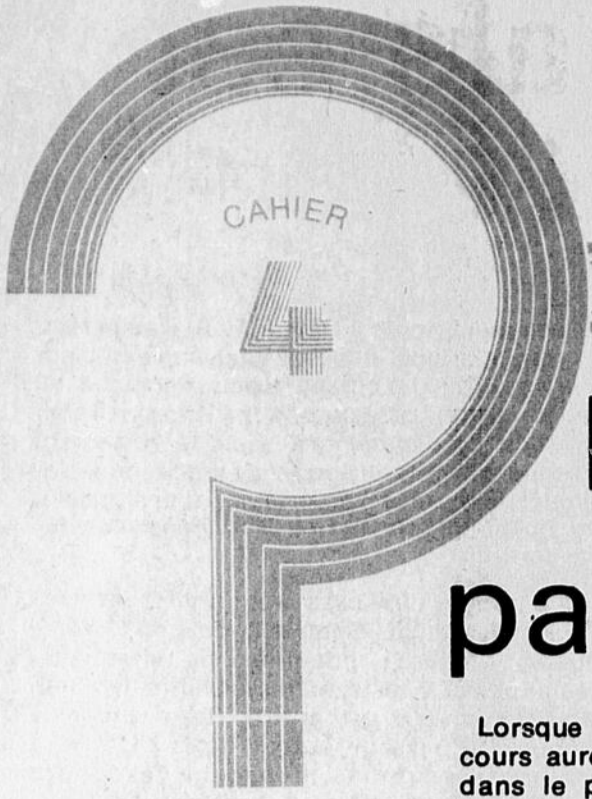


dauphinais & bouchard  
INGÉNIEURS CONSEILS  
582 boul Lamarche Chicoutimi PQ G7H 1L2 tel 418 543 0293

Façade de verre



**467, boul. Lamarche, CHICOUTIMI.**  
Tél.: 549-1950.



## Le développement s'intensifie au parc industriel du Haut-Saguenay

Lorsque tous les projets en cours auront été parachevés dans le parc industriel du Haut-Saguenay, à Chicoutimi, on y retrouvera au moins 750 emplois et près de \$8,8 millions y seront investis!

Etabli en 1975, mais ouvert officiellement en octobre 1977, ce parc industriel, le plus grand parmi ceux existant actuellement au Saguenay-Lac-Saint-Jean, a une superficie de 11,9 millions de pieds carrés. Ce territoire est plat et déboisé en grande partie. Il est borné par la rivière Chicoutimi, le boulevard Saint-Paul, la voie de chemin de fer Roberval-Saguenay et la future autoroute Alma-La Baie.

Pour l'aménagement de cette zone industrielle à vocation régionale, les gouvernements fédéral et provincial ont souscrit un montant global de \$3,6 millions. Ces capitaux sont utilisés pour l'installation des services publics.

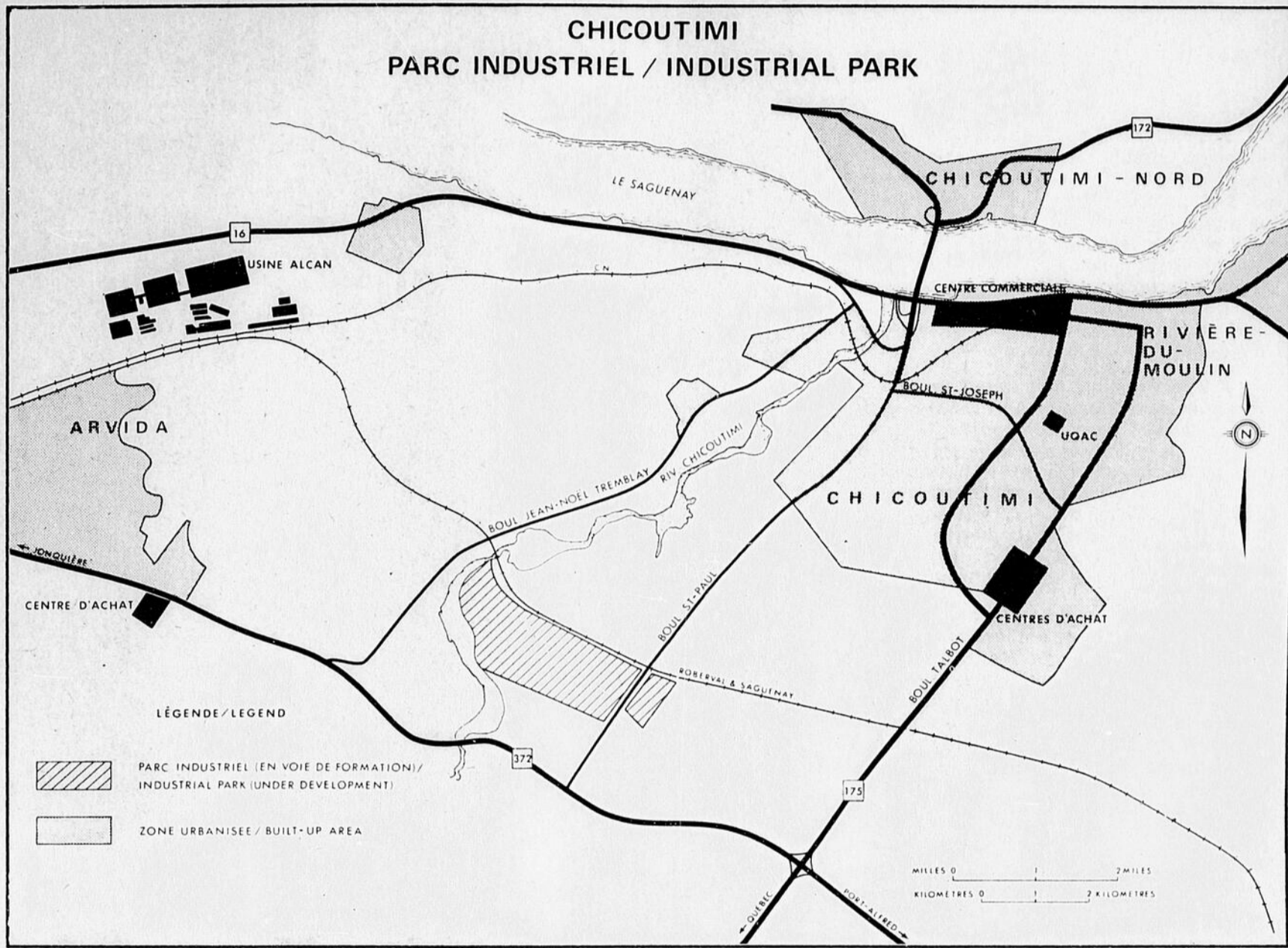
### Le développement s'intensifie

A ce jour, la Société d'expansion économique du Saguenay Inc., organisme sans but lucratif qui a pour mission de voir à la gestion du parc industriel, a vendu plus de 2 millions de pieds carrés de terrain à diverses entreprises. Bon nombre d'entre elles ont des projets en voie de réalisation.

Dodec Inc., fondée par des hommes d'affaires de la région, aura été la première entreprise de la région à s'installer dans le parc industriel régional. C'était en 1976. Chez Dodec, on fabrique des pièces d'équipement industriel.

En 1976 également, Harvey Transport a aménagé un centre de services à cet endroit. L'Alcan y possède aussi un entrepôt pour y remiser de l'équipement, depuis la même année.

L'année dernière, c'était au tour de Isolation Legerlite Inc., de Québec, d'établir une succursale de production au parc industriel de Chicoutimi.



L'usine n'a pas encore démarré. Les 15 employés fabriqueront des panneaux de polystyrène, un matériau léger et isolant, employé notamment par les bâtisseurs de maisons.

Lépine Inc., une société de Chicoutimi qui compte 30 ans d'existence, termine actuellement la construction de son édifice dans le parc industriel.

Une vingtaine de personnes trouveront de l'emploi à cet endroit. Lépine est un distributeur de produits sanitaires et se spécialise dans le domaine de l'entretien.

Pour sa part, Grimard Electric Inc., qui possède actuel-

lement son pied-à-terre dans une bâtisse du boulevard Talbot, déménagera également ses quartiers généraux dans son propre édifice du parc industriel. Grimard y aura ses bureaux de service et un centre d'assemblage.

Bientôt, Sigodec Inc., une autre entreprise appartenant à des intérêts de la région, entreprendra sur ce territoire, la construction d'une usine de fer usiné.

Mais c'est l'Hydro-Québec qui commencera à réaliser cette année, le plus important projet depuis l'inauguration du

parc industriel. L'entreprise publique a effectivement fait l'acquisition d'un immense terrain de 1,4 million de pieds carrés, en vue d'y ériger un centre administratif régional. L'édifice lui-même aura 157,547 pieds carrés.

Le coût global de ce projet est évalué à \$7,3 millions et la construction débutera bientôt.

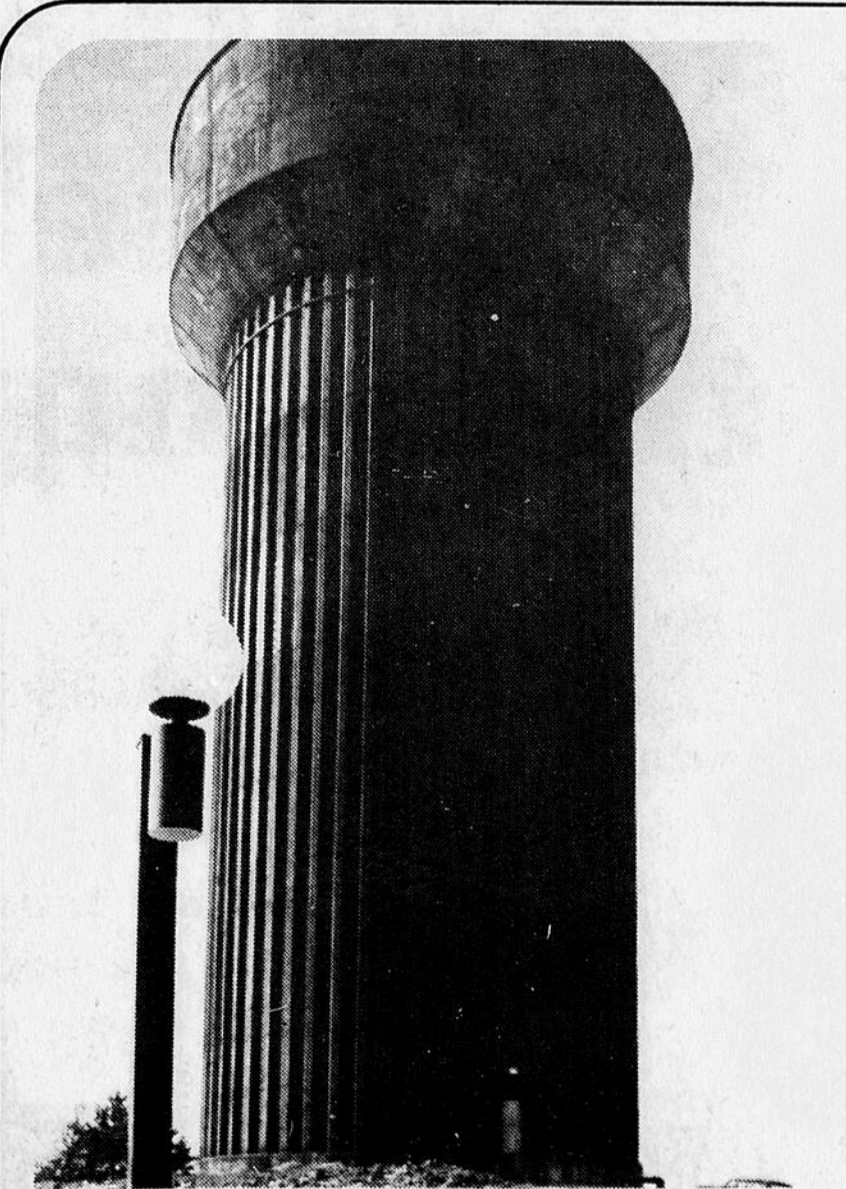
### Provenance des fonds

Le budget de fonctionnement de la Société d'expansion économique du Saguenay Inc., provient, dans une proportion

de 85 pour cent, de la ville de Chicoutimi. Une autre portion des fonds émane du ministère provincial de l'Industrie et du Commerce.

Enfin, la quote-part d'autres municipalités représente environ 2 pour cent des capitaux dont dispose actuellement la SEESI.

La Société d'expansion économique, qui logeait depuis ses débuts à l'hôtel de ville de Chicoutimi, occupe depuis peu de nouveaux locaux plus fonctionnels, au 150, rue Racine, où était située naguère une succursale de la Banque de Nouvelle-Ecosse.



POUR L'INDUSTRIE — Ce réservoir de \$925,000, pouvant contenir un million de gallons d'eau sera très utile pour les entreprises qui s'installeront dans le parc industriel de Chicoutimi.

### Objectif annuel

## Vente de un million de pieds carrés de terrain

Une excellente protection en cas d'incendie est l'un des avantages offerts par le parc industriel de Chicoutimi aux entreprises qu'il accueille.

C'est en fait le réservoir d'équilibre, construit en 1976, qui garantit ainsi une pression constante et un débit d'eau suffisant en tout temps. Caractéristiques importantes contribuant à réduire le coût des assurances.

Le réservoir, dont la capacité est d'un million de gallons d'eau, et qui a 125 pieds de hauteur, a coûté \$925,000.

D'autre part, l'objectif annuel de la Société d'expansion économique du Saguenay Inc., est la vente d'un million de pieds carrés de terrain au parc industriel. Cette zone a été constituée en 1975 par suite de l'acquisition d'emplacements appartenant surtout à des particuliers.

Le prix d'un terrain au parc industriel en 1978 est de 25 cents le pied carré. Ce taux progresse cependant au ry-

thme annuel de 5 cents le pied carré. Ces coûts représentent notamment les dépenses de la municipalité de Chicoutimi pour l'installation des services publics.

### Cinq ans d'existence

En réalité, le premier groupe de travail chargé par la municipalité de Chicoutimi de faire de la prospection industrielle, a été formé en 1973. A cette époque, l'organisme portait le nom de Société d'aménagement industriel du Chicoutimi métropolitain. M. Léo Favre fut le premier président.

Quelques années plus tard, le mouvement est devenu la Société d'expansion économique du Saguenay Inc. Le conseil exécutif de cette société se compose de MM. Réjean Gaudin, président; Yvon Gobeil, 1er vice-président; Edgar Bergeron, 2e vice-président; Antoine Gauthier, trésorier; et Pierre Joron, secrétaire. Les administrateurs sont Mme Gabrielle Grimard,

MM. William Gravel, David Boucher, Robert Gagnon, Thomas Emond, Fernand Brassard, Jean-Roch Ménard, Albert Maltais, Rodrigue Tremblay, René Tremblay et Lucien Gendron. MM. Gaudin et Boucher sont deux conseillers municipaux à Chicoutimi.

Présentement, la Société d'expansion économique emploie dix personnes en permanence. M. Gérald Brassard en est le directeur général. M. Brassard occupe aussi la présidence de l'Association des commissaires industriels de la province de Québec. Le directeur général adjoint est M. Clément Vaillancourt.

Pour sa part, M. Guy Parent est le directeur des services touristiques. Le dernier maire de Chicoutimi-Nord et ancien conseiller de la ville de Chicoutimi, M. Jean-Claude Ville-neuve, est directeur du raménagement portuaire. MM. Claude Lavoie et Gaston Jalbert sont également au service de la Société d'expansion économique.

# L'achat d'une maison unifamiliale est devenu presque inaccessible

Aujourd'hui, seuls, les ménages disposant de revenus bruts annuels supérieurs à \$25,000 ont les moyens de faire l'acquisition d'une maison unifamiliale, dans la région.

M. Robert Lacroix, directeur technique de l'Association des constructeurs d'habitations du Saguenay-Lac-Saint-Jean, ajoute que 20 pour cent des futurs acheteurs, tout au plus, disposent de revenus semblables actuellement, sur le plan régional. Ce qui fait que le marché de la maison unifamiliale au Saguenay-Lac-Saint-Jean est pratiquement anéanti, à l'heure présente.

## Les coûts prohibitifs

Les bâtisseurs de la région affirment qu'il n'est plus possible en 1978 d'obtenir une maison neuve avec un investissement inférieur à \$35,000, qu'il s'agisse d'une habitation usinée ou érigée en totalité sur place. Or, il arrive le plus souvent que les acheteurs exigent de l'entrepreneur quelques options supplémentaires. Voilà pourquoi le prix moyen d'une maison neuve dans la zone urbanisée du Saguenay et ses environs, s'élève facilement à \$38,000 à l'heure actuelle.

Il s'agit ici d'une habitation de 25' x 38', construite sur un terrain non aménagé de 60' x 100' dans le secteur de Chicoutimi. Cette maison de trois chambres a un revêtement de brique uniquement sur la façade. En supposant qu'une famille se décide d'acheter une telle maison cette semaine, et qu'elle soit obligée d'emprunter \$36,000 (hypothèque) au taux courant de 10,25 pour cent d'intérêt, le remboursement mensuel sera, au départ, de \$287 et il durera 25 ans.

Ces \$287 ne servent évidemment qu'à payer le capital et l'intérêt. Il faut greffer à cette mensualité les taxes municipales et scolaires. Ainsi, la taxe générale à Chicoutimi est de \$2,37 du \$100. Le taux d'imposition scolaire est de \$1,15. On obtient le coût de la facture, en sachant que l'évaluation imposable s'élève à \$26,600.

S'ajoutent à ce montant les taxes de services pour l'eau courante et l'enlèvement des ordures ménagères. Il faut aussi compter la nouvelle taxe d'améliorations locales (suivant



le règlement no 88 à Chicoutimi). Finalement, le compte annuel des taxes se situe aux alentours de \$1,200, soit approximativement \$100 par mois qu'il faut ajouter aux \$287 dont il était question précédemment. Ainsi le versement mensuel obligatoire auquel s'expose immédiatement "l'heureux" propriétaire d'une maison neuve, atteint presque les \$400! Hélas, ce n'est pas tout.

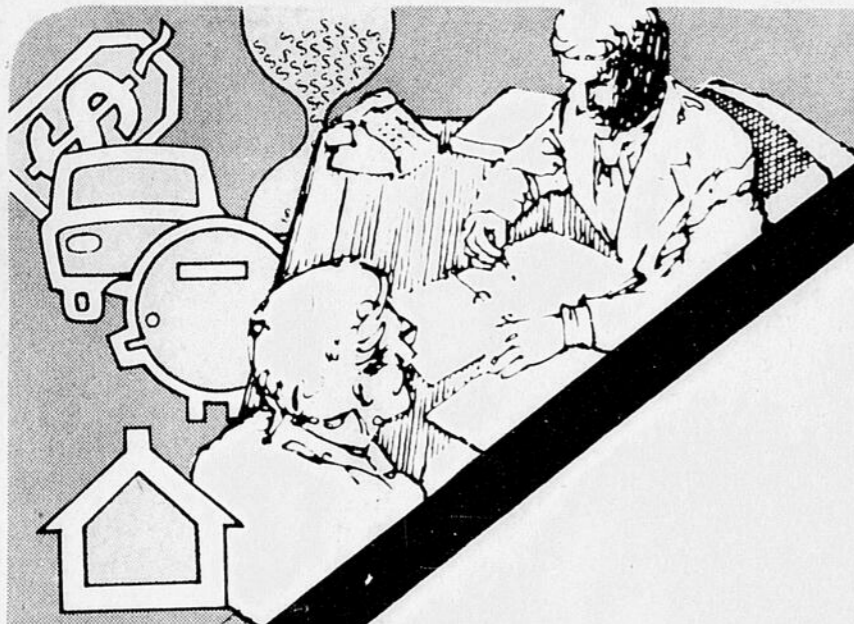
D'autres dépenses sont indispensables pour cette famille. Comme la note de l'Hydro-Québec, laquelle comprend le chauffage, l'éclairage et le reste, et qui se chiffre habituellement par \$600 par année. Reste encore à embellir le paysage autour de la maison, à aménager l'entrée, à entreprendre des travaux dans le sous-sol... s'il y a de l'argent disponible, naturellement.

Pour obtenir son prêt hypothécaire de \$36,000 dans une banque, par exemple, cet acheteur de maison doit déclarer un revenu annuel minimum de \$18,600. En outre, la société prêteuse lui refusera sa demande, si le total de ses autres obligations existantes (paiement d'une automobile, meubles, etc.) fait qu'il a déjà un terme mensuel supérieur à \$250...

Pour ces raisons, les représentants des constructeurs d'habitations de la région conseillent fortement aux familles gagnant moins de \$25,000 par année, d'investir dans une petite maison neuve, actuellement.

Par ailleurs, le gouvernement fédéral consent toujours une forme de subvention aux futurs propriétaires.

Cette formule d'aide, pour faciliter l'accession à la propriété, permet de réduire à 8 pour cent, le taux d'intérêt en vigueur au moment de l'emprunt hypothécaire. Toutefois, ce montant est remboursable à Ottawa. De plus, pour y avoir droit, on ne doit pas acheter une maison dont la valeur globale excède \$34,000. Ce qui est parfaitement illogique, soutiennent les constructeurs de la région, puisque la quasi totalité des nouvelles habitations coûtent au moins \$35,000 actuellement, et que celles-ci se vendront encore plus cher suite aux prochains ajustements accordés à la main-d'oeuvre, en mai, et aux futures hausses de taxes municipales.



## Pourquoi la BCN a-t-elle plus de succursales au Québec que toute autre banque?

Parce que plus de gens apprécient le grand nombre de ses services aux particuliers, à l'industrie et au commerce, la très grande disponibilité de son personnel et sa grande discrétion.

Et parce que c'est un plaisir d'y faire des affaires.

**La Banque des gens d'affaires.**

Banque Canadienne Nationale



Développement domiciliaire

# Des règlements détruisent le marché

L'augmentation désordonnée des coûts de l'habitation unifamiliale ou maison à logement unique, a commencé en 1975.

Cette année-là, les prix des matériaux et les salaires des ouvriers ont monté en flèche. Les dirigeants de l'Association des constructeurs d'habitations du Saguenay-Lac-Saint-Jean, rappellent aussi que le gouvernement fédéral incitait les municipalités, au cours de la même période, à délaissier la maison unifamiliale.

En novembre 1975, Ottawa annonçait l'accord à toute municipalité d'une subvention de \$1,000 par logement, dans chaque cas où l'on dénombre dix unités d'habitation et plus à l'acre.

Mais les entrepreneurs de la région s'accordent pour dire que ce sont les villes du Saguenay, Chicoutimi en tête, qui ont sonné le glas de la maison unifamiliale, par l'adoption de règlements portant sur une nouvelle répartition du coût des infrastructures ou si l'on préfère, de l'installation des services publics.

## Le règlement no 88

Juin 1976: le conseil municipal de Chicoutimi applique son règlement no 88. A partir de ce moment, le prix des terrains connaît une hausse vertigineuse dans la ville. En mars 1977, Jonquière emboîte le pas, avec le règlement no 103. A La Baie, le règlement no 66, qui vise le même objectif, vient tout juste d'entrer en vigueur. Des règlements du même genre existent maintenant dans les principales villes du Lac-Saint-Jean. Et des municipalités rurales ont déjà suivi l'exemple de Chicoutimi ou s'apprêtent à faire de même.

En résumé, le règlement no 88 de la ville de Chicoutimi rend le nouveau propriétaire responsable de 80 pour cent du coût des investissements publics requis pour l'installation des services essentiels. Le reste est réparti sur l'ensemble des contribuables de la ville. Auparavant, c'était l'inverse qui se produisait, alors que le nouveau propriétaire remboursait, en l'espace de 20 ans, 20 pour cent des dépenses encourues par la municipalité pour le développement de son terrain.

## Encore pire à Jonquière

Une autre caractéristique de ces nouveaux règlements destinés, en principe, à alléger le fardeau des développements domiciliaires pour la masse des contribuables, est que les entrepreneurs sont tenus de payer sur-le-champ à la ville, une part plus ou moins importante du coût des travaux publics. Pour une, la ville de Chicoutimi force les bâtisseurs à acquitter 40 pour cent des frais avant d'entreprendre un programme de mises en chantier.

Mais c'est à Jonquière où la situation se révèle la pire pour les constructeurs et partant, les nouveaux propriétaires. Le règlement de Jonquière sur les infrastructures exige le versement immédiat de 80 pour cent des frais encourus par la ville pour l'installation des services publics! Il s'agit de savoir que la mise en place de ceux-ci commande aujourd'hui des dépenses approximatives de \$7,000 pour un seul terrain ayant 60 pieds de façade.

Pour revenir à Chicoutimi, le règlement no 88 prévoit donc la répartition suivante des dépenses d'infrastructures: 20 pour cent absorbées par tous les citoyens; 40 pour cent payables au comptant par les entrepreneurs, l'autre portion de 40 pour cent étant à la charge du nouveau propriétaire. Pour régler cette obliga-

tion, le nouveau propriétaire dispose de 20 ans comme dans le passé et il paie à raison de \$4.50 du pied linéaire.

En pratique toutefois, c'est l'acheteur de la maison qui doit finalement payer la totalité ou la majeure partie, en tout cas, du compte de services publics adressé au constructeur, car ce dernier ajoute ces nouvelles dépenses au prix global de l'immeuble qu'il a réalisé.

## Les constructeurs disparaissent

Pendant de nombreuses années, les statistiques émanant du rapport annuel de la Société centrale d'hypothèques et de logement (SCHL) indiquaient une situation privilégiée du Saguenay-Lac-Saint-Jean au niveau du prix global de l'habitation unifamiliale. Cet avantage découlait surtout du fait que les terrains se vendaient à des prix raisonnables et même modiques, y compris dans les principales villes.

Cependant, l'application des nouveaux règlements relatifs aux infrastructures a annulé cet aspect positif qui favorisait la construction domiciliaire dans la région, par rapport à beaucoup d'autres parties du Canada.

"Le règlement no 88 et les autres du même genre qui ont suivi dans la région ont créé le monopole des gros entrepreneurs", fait observer pour sa part, M. Robert Lacroix, porte-parole de l'Association des constructeurs d'habitation du Saguenay-Lac-Saint-Jean, organisme comptant une centaine de membres.



Voici une industrie régionale qui par le dynamisme, la compétence et l'initiative de ses administrateurs et de son personnel a su conquérir très rapidement le marché au niveau des

portés et fenêtres de 8 employés que l'entreprise embauchait à ses débuts il y a à peine 3 ans, 45 personnes y travaillent maintenant.

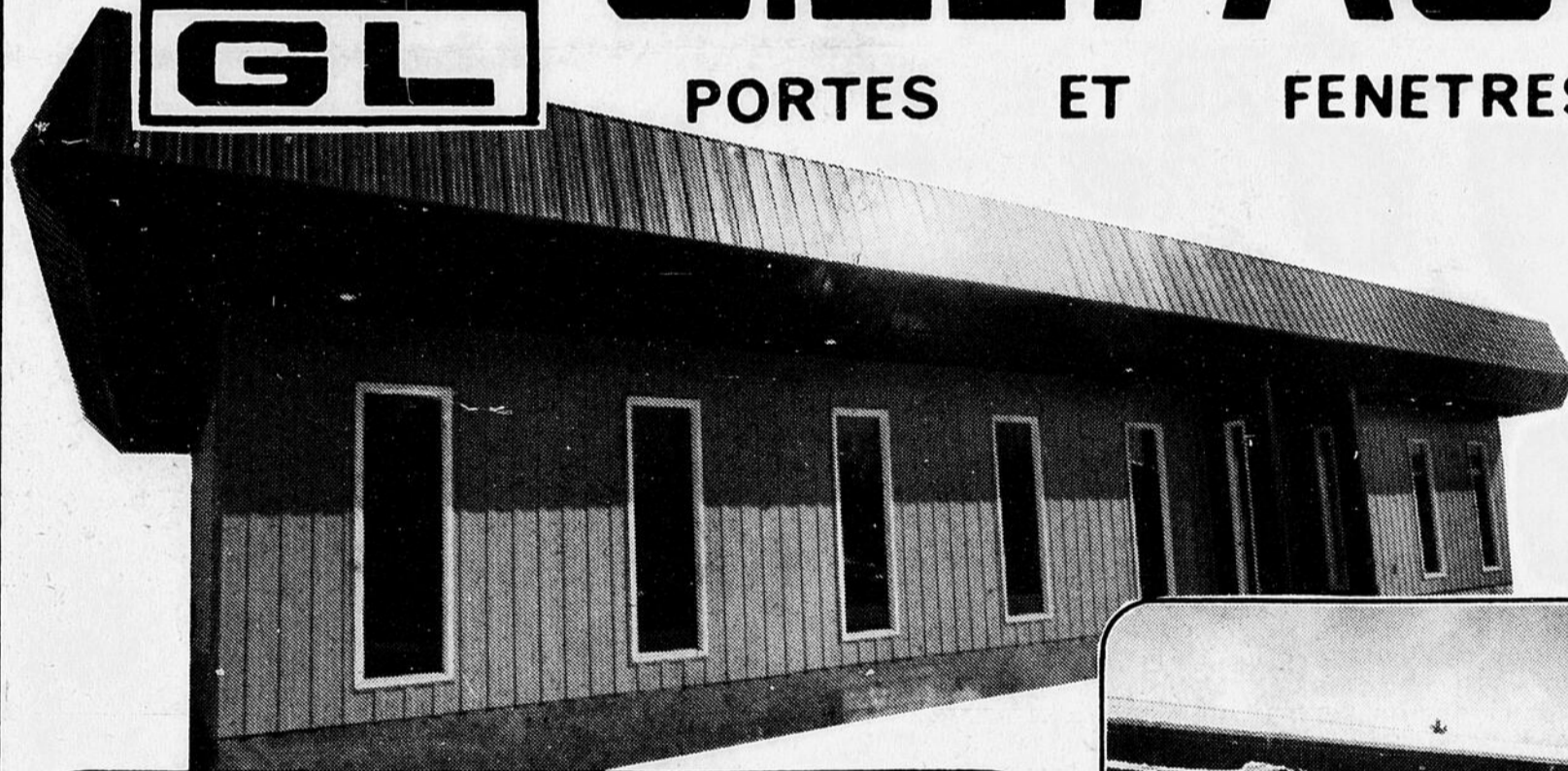


# les fenêtres

# G. LEPAGE

INC

PORTES ET FENETRES



Vue de l'extérieur de G. Lepage Inc.

## SPECIALITES:

Porte extérieure  
Porte-patio  
Fenêtre panoramique  
Fenêtre à volet (style canadien)  
Fenêtre coulissante thermos  
Porte de garage  
Façade commerciale



Vue de l'entrepôt

PLUS DE CAMIONS DE SERVICE



Gervais Lepage,  
président directeur général



Benoît Côté,  
directeur général adjoint



Conrad Larouche,  
directeur des ventes



Gaston Gagné,  
représentant

## LES CAUSES DE CETTE MAGNIFIQUE PERFORMANCE:

- Un produit de haute qualité.
- Des prix plus que compétitifs.
- Un service de premier ordre.

2133, boul. St-Paul, CHICOUTIMI, P.Q.  
5 4 5 - 1 9 9 8



## Formation des dirigeants

# L'UQAC et les Caisses populaires expérimentent un projet original

A l'heure où la compétition est de plus en plus vive et diversifiée, où les populations des services sont mieux informées, plus critiques et plus exigeantes, et, où la société québécoise en général est soumise à des métamorphoses continuelles, les coopératives sont devenues, par la force des choses, des organisations plus techniques et beaucoup plus complexes à administrer. On a, par conséquent, assisté à l'accroissement du rôle des technocrates de la gestion, ces "magiciens" de la complexité, au détriment, en quelque sorte, des dirigeants dont la fonction est devenue plus diffuse au sein de la coopérative. Comme rien ne laisse prévoir un retour à des organisations plus simples, il importe donc aujourd'hui de trouver des moyens de réimpliquer de façon précise et fonctionnelle les dirigeants dans les rouages de leur organisation.

Cette tâche incombe aux différents services de formation des unions et fédérations de coopératives et plusieurs expériences ont été tentées de façon formelle ou informelle un peu partout au Québec. L'Union régionale de Chicoutimi ne fait pas exception à la règle et depuis bientôt trois ans, de concert avec l'Université du Québec à Chicoutimi, elle a expérimenté un projet original de formation des dirigeants aux techniques modernes du management.

### Historique

Confronté donc, comme beaucoup d'autres, à cette réalité nouvelle, le service de la formation de l'Union régionale des Caisses populaires Desjardins de Chicoutimi s'est associé à des professeurs du département des sciences économiques et administratives de l'UQAC pour amorcer une réflexion sur les besoins de formation des dirigeants de coopératives. C'est ainsi que, quelques temps plus tard, les professeurs Marcel Laflamme et Raymond Auger, assistés de M. Jean-Eudes Bergeron de l'Union régionale, ont conçu le matériel de base nécessaire pour expérimenter une première session de formation auprès des dirigeants de la Caisse populaire de Saint-Honoré. C'était le 19 avril 1975.

Depuis lors, d'autres ressources de l'UQAC et de l'UR se sont ajoutées à cette équipe de travail et quinze sessions du même type ont été expérimentées sur le territoire du Saguenay-Lac-St-Jean, permettant de raffiner l'approche et le modèle.

### Le dirigeant d'une coopérative et son rôle

Le dirigeant d'une coopérative est normalement un *bénévole* initié au phénomène de la coopération et intéressé au développement de sa coopérative. Il est d'âge mûr et très souvent impliqué dans d'autres activités communautaires et économiques. Il a de plus acquis une certaine *stabilité* dans son milieu de travail. Enfin, probablement pour toutes ces raisons, il a démontré peu d'intérêt à aller chercher de lui-même les outils nécessaires pour assumer un rôle devenu de plus en plus compliqué, soit la prise de décisions stratégiques et l'élaboration des politiques de développement de sa coopérative. Nous entendons par "stratégiques" les décisions d'ordre général qui affectent le développement de la coopérative et ses orientations.

Il va donc de soi, à la lumière de ces réflexions, que la première activité retenue dans le cadre d'un éventuel programme de formation des dirigeants, fut la planification d'objectifs et de programmes stratégiques de la coopérative.

### L'approche

L'approche utilisée respecte d'une part les caractéristiques et contraintes des dirigeants et d'autre part la philosophie "participative" de la coopération. C'est ainsi que la formation du dirigeant se fait dans l'action et non en serre chaude sur les bancs de l'école. De plus, l'exercice implique les gestionnaires et le personnel de la coopérative. En effet, à l'aide d'un cadre théorique élémentaire, les dirigeants, les gestionnaires et si possible le personnel se penchent sur la problématique de leur coopérative, se fixent des objectifs et planifient une série d'activités pour réaliser ces objectifs au cours des trois prochaines années. La participation du plus grand nombre de gestionnaires et d'employés à cet exercice s'est révélée un important facteur d'intégration du dirigeant à l'administration de sa coopérative et un élément essentiel à la réalisation des programmes.

### La démarche

La démarche se divise en cinq grandes étapes qui s'étalent sur environ deux mois. Quoique les dirigeants soient responsables de la bonne marche de la session de planification, l'Union régionale délègue un agent de formation qui en assure la coordination.

#### • Préparation du dossier de travail

Ce dossier comprend des données économiques, financières et sociologiques sur la situation interne de la coopérative et son environnement. Ce document n'a rien d'exhaustif et a pour but de fournir des données objectives aux participants sur la situation de la coopérative. Il peut être élaboré par le gérant, en collaboration avec son personnel et les dirigeants, si nécessaire.

Ce dossier de travail, combiné aux

**NDLR** — Ce texte est une partie d'un dossier complet sur l'expérience menée par l'Université du Québec à Chicoutimi et l'Union des Caisses populaires de Chicoutimi, en vue de la formation des dirigeants. Il a été écrit par MM. Raymond Auger et Paul Prévost, professeurs de l'UQAC en collaboration avec M. Richard Lapointe de l'Union régionale. Ce dossier est tiré de la revue Desjardins.

connaissances intimes du fonctionnement de la coopérative et de son environnement de la part des participants, a assuré le support voulu pour le bon développement de la session.

#### • Préparation des dirigeants

Une fois que le dossier de travail est terminé, une rencontre est prévue entre les dirigeants et le responsable de l'Union régionale. On y étudie alors la situation de la caisse et chacun tente de faire ressortir les points importants du dossier. Par la même occasion, on passe en revue le programme de la journée de planification.

#### • Journée de planification

La journée de planification est le cœur même de la démarche. En effet, c'est au cours de celle-ci que les participants, d'abord en atelier, puis en plénière pour le consensus, se définissent des objectifs précis en terme de résultats et feront un choix de programmes et de moyens à prendre pour les atteindre.

Le modèle de planification utilisé est inspiré du PPBS.

#### • Allocation des ressources

Quinze jours environ après la journée de planification, le responsable de l'Union régionale rencontre les participants pour préciser l'allocation des ressources, étudier les prévisions budgétaires, s'il y a lieu, et déterminer le calendrier de réalisation des différents projets contenus dans les programmes élaborés précédemment. C'est à ce moment que les principales décisions administratives se prennent et que le conseil d'administration se compromet officiellement par rapport au plan.

#### • Rencontre des membres de la caisse

En plus d'associer les dirigeants et le personnel au développement de leur caisse, cette démarche intègre la consultation ou l'information des membres. Cela peut se faire lors de l'assemblée générale régulière si cela s'y prête, ou lors d'une assemblée d'information convoquée à cet effet.

#### • Contrôle des résultats et "suivi"

Enfin, à tous les trois mois, le conseil d'administration révisé avec le responsable de l'Union régionale le calendrier de réalisation. Si le besoin se fait sentir, on en profite pour réajuster les objectifs fixés lors de la session de planification ou encore revoir les moyens utilisés.

### Evaluation de la session de planification

Une évaluation formelle de la session a été effectuée auprès des 14 caisses populaires qui ont vécu l'expérience dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean. Un questionnaire a été adressé au président, au gérant et à un membre du personnel de chacune d'elles. Le questionnaire comportait des questions sur le fonctionnement de la caisse, son développement, sur les relations humaines, sur l'implication des dirigeants à la réalisation des programmes, sur l'environnement et sur le déroulement de la session. Onze caisses ont retourné des questionnaires.

Il est cependant difficile de faire une analyse précise des résultats dans le cadre de cet article car les caisses touchées ne sont pas de grandeur homogène, (les actifs varient de \$400,000 à \$17 millions). Le modèle et le matériel utilisés ont évolué au cours de ces trois années. Et enfin, pour certaines caisses, l'expérience ne remonte qu'à six mois alors qu'une caisse entr'aurait vécu le printemps passé, sa troisième expérience.

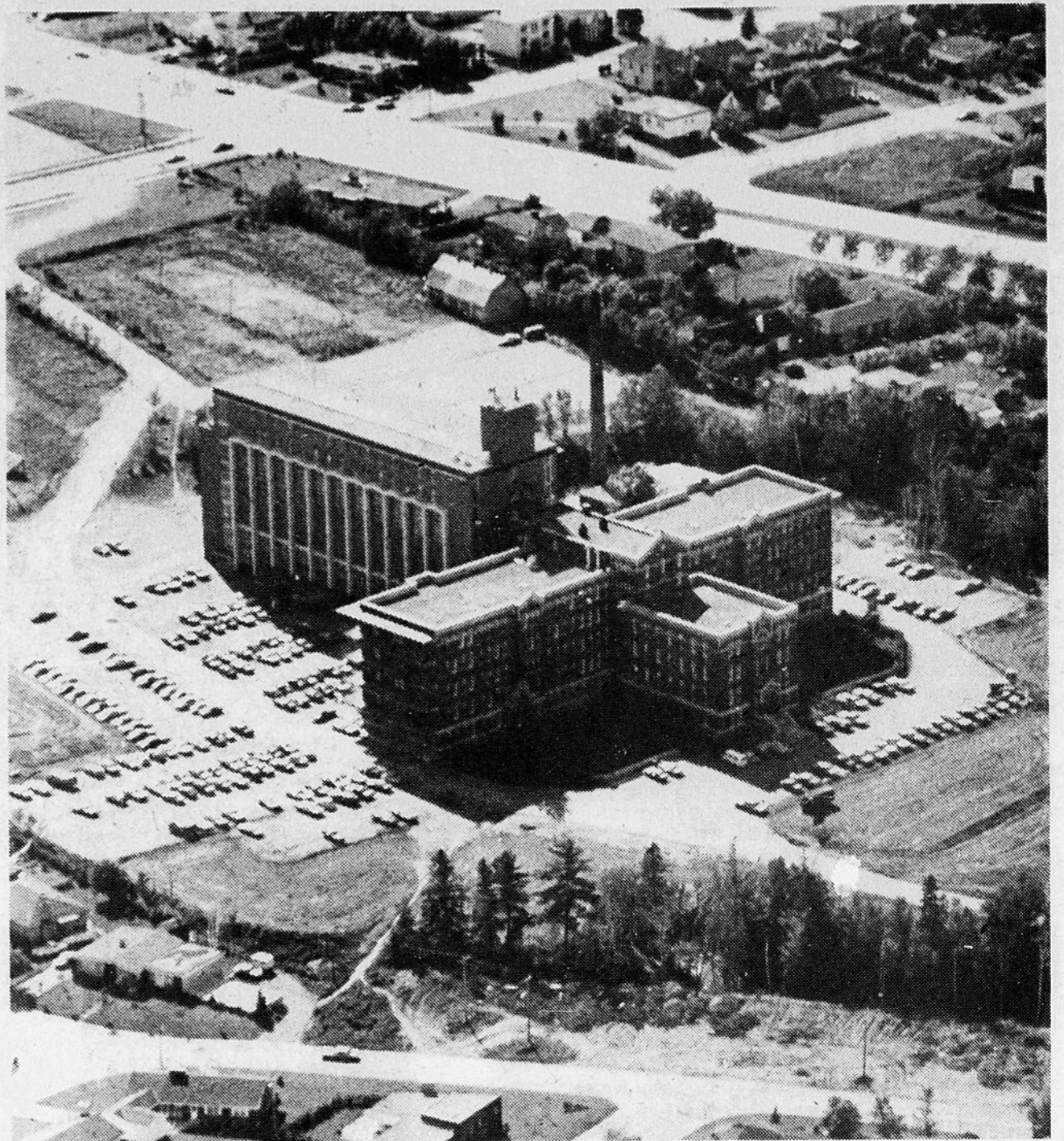
Néanmoins, il existe des résultats généraux très encourageants.

Tous les répondants ont dépassé ou sont en voie de dépasser leurs objectifs. C'est particulièrement significatif si on considère que dans toutes les caisses ces objectifs étaient perçus au départ comme très optimistes.

Plusieurs répondants admettent que la session a aidé à créer un climat de communication et de confiance et qu'elle a permis aux dirigeants de mieux saisir et jouer leur rôle.

Par contre, les répondants ont contesté "l'intensité" de la journée de planification. De plus, il est à noter que dans presque tous les cas, plusieurs programmes ont dû être abandonnés faute de temps.

Il est difficile d'aller plus en détail sans faire une analyse particulière de chaque cas mais, en général, nous pouvons affirmer que les résultats sont positifs et dépassent même nos espérances. La prochaine étape consistera à faire de la session de planification une opération annuelle normale pour chaque caisse. Enfin, à moyen terme la formule sera appliquée à des problèmes plus spécifiques tels que l'élaboration de stratégies financières, de marketing, de personnel, etc...



L'UQAC, une université bien présente dans son milieu... Une richesse pour une région comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean.

**ALMA MECANIC INC.**

**VAL-PRI**  
DIVISION MATERIEL ROULANT.

200 ouest, des Pins, Alma  
Téls: 418-668-2351 - 418-668-7907 Télex: 051-36259

# La construction domiciliaire traverse la crise la plus aiguë de son histoire

"Les locataires sont aujourd'hui beaucoup mieux que les propriétaires!", d'affirmer M. P.-H. Tremblay, président de l'Association des constructeurs d'habitations du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Tout en soutenant que le secteur de la construction domiciliaire traverse la pire crise de son histoire dans la région et ailleurs au pays, M. Tremblay prévoit que les Québécois vont redevenir graduellement un peuple de locataires. Présentement, 58 pour cent des citoyens dans la province demeurent dans des logements loués. Cette proportion va s'accroître considérablement au cours des prochaines années, selon M. Tremblay.

## Les municipalités responsables

M. Tremblay accuse les gouvernements



LE PRÉSIDENT de l'Association des constructeurs, M. P.-H. Tremblay, accuse les gouvernements municipaux d'être responsables de cette crise.

municipaux d'être en grande partie responsables de la terrible impasse dans laquelle se trouvent actuellement les constructeurs d'habitations et les gens qui aspirent toujours à devenir propriétaires de leur logement.

Le président des constructeurs propose notamment une répartition plus équitable des dépenses ayant trait au développement domiciliaire, de façon à ne pas accabler les anciens et les nouveaux propriétaires. Les municipalités pourront parvenir à cet objectif, selon lui, si les élus du peuple effectuent une réforme en profondeur de leur administration, tout en imposant des restrictions sur les dépenses.

## Trop de loisirs

M. Tremblay déclare qu'une part trop importante des deniers publics sert à financer une expansion exagérée des services de loisirs.

La bureaucratie municipale, qui devient de plus en plus onéreuse, devra, elle aussi, apprendre à vivre avec des contraintes budgétaires, constate encore M. P.-H. Tremblay. Ce dernier juge ainsi qu'un régime d'austérité s'impose dans les municipalités, afin d'instaurer à nouveau la confiance des contribuables et des futurs propriétaires.

M. Tremblay convie ensuite les administrations municipales à frapper à la bonne porte pour se renflouer, de façon à rendre à nouveau intéressant pour tout le monde le développement domiciliaire: "Ottawa accorde des subventions pour le développement des infrastructures. Mais nos municipalités ne les demandent pas. On devrait aller chercher cet argent".

Il suggère aussi que les conseils municipaux adoptent des mesures protectionnistes pour favoriser les entrepreneurs locaux. Il cite en exemple le cas d'une entreprise montréalaise qui construit actuellement 110 maisons (le projet prévoit 550 unités d'habitation), à proximité du Mail 170, d'Arvida. M. Tremblay ajoute que les conseils municipaux devraient aussi avoir le courage de dire aux citoyens que les logements construits par les coopératives coûtent plus cher que ceux réalisés par l'entreprise privée. Le porte-parole des constructeurs fait particulièrement allusion au groupe



SALU, de Chicoutimi, lequel fut responsable du tiers des mises en chantiers dans ce secteur en 1977.

M. P.-H. Tremblay croit également que c'est le rôle des dirigeants municipaux et de leurs fonctionnaires grassement payés, d'orienter les gens vers les immeubles à logements multiples, les maisons jumelées, etc. Aujourd'hui, dit-il, les municipalités laissent entièrement cette tâche difficile entre les mains

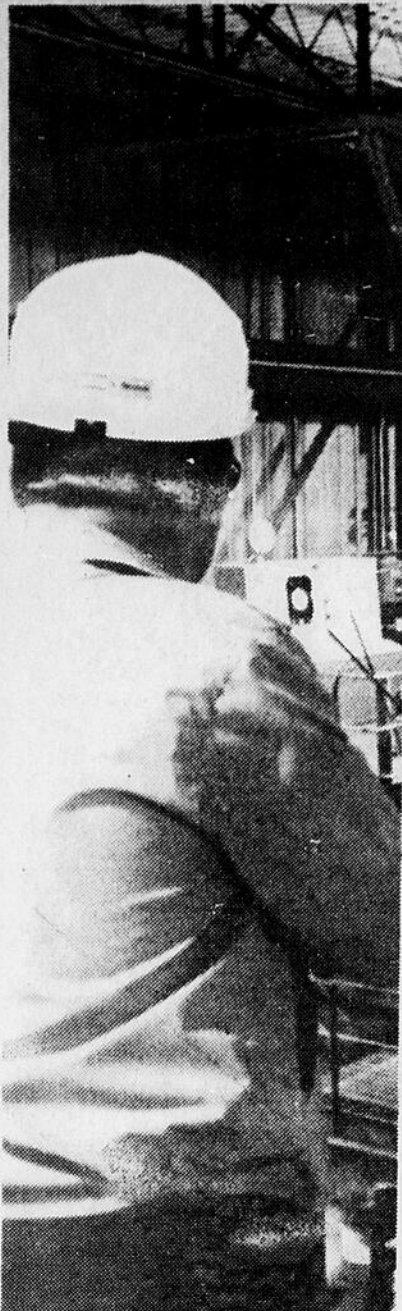
des constructeurs.

Par exemple, le logement unifamilial a littéralement été aboli par la municipalité de Jonquière au profit des habitations bifamiliales. "Mais la ville ne fait pas connaître ses règlements", explique-t-il. A son avis, les municipalités ont abandonné leurs responsabilités dans le domaine de l'habitation, tout en voulant cependant conserver le contrôle. Ce qui est inacceptable, d'après lui.

# DONOHUE ST-FELICIEN INC.

## UN COMPLEXE INTEGRE DE PRODUITS FORESTIERS

UNE CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU QUEBEC



Une région est tracée à partir de critères physiques, historiques et sociaux. Le relief et l'hydrographie sont des impératifs de premier ordre dans le découpage d'une région comme le Saguenay-Lac-St-Jean. Le lac et les rivières qui se jettent dans le St-Laurent apparaissent sur la carte comme une porte ouverte vers l'intérieur des terres. L'aspect physique de la région impliquant ses nombreux cours d'eau a donc permis la communication essentielle au développement. Il n'y a pas eu de conflit lors de la délimitation de la région, car la région naturelle correspondait exactement à la région administrative.

La région 02 puisque c'est ainsi qu'administrativement, on désigne le Saguenay-Lac-St-Jean, couvre 106,000 kilomètres carrés de superficie. C'est un espace important considérant la densité de population. En effet, 4,4% de la population du Québec occupe 7,8% du territoire au Saguenay-Lac-St-Jean comparativement à 56,7% du total de la population sur 2,8% du territoire québécois pour la région de Montréal (1). Le Saguenay-Lac-St-Jean détient la troisième place au Québec au niveau de la superficie de son territoire. Il est précédé par le Nouveau-Québec et la Côte-Nord avec respectivement 57,6% et 14,5% du territoire.

En 1971, la population totale du Saguenay-Lac-St-Jean atteignait 265,642 habitants dont 163,348 dans le secteur Saguenay et 102,294 au Lac-St-Jean. Ceci représente une densité de 2,5 habitants au kilomètre carré. Une grande partie du territoire n'étant pas défrichée, la population est concentrée dans certaines agglomérations. Ce fait se manifeste de plus en plus avec l'exode rural que la région connaît. Régulièrement, la population rurale va vers la ville qui est le siège de l'emploi. La terre ne fait plus vivre ses occupants. La population de la région est urbaine à un taux de 72,1%. Les gens sont jeunes puisque 95,6% des habitants ont moins de 65 ans et l'âge moyen est 26,1 ans. Cependant, le taux de natalité décroît à un rythme alarmant et par le fait même, l'accroissement naturel décroît. Le taux de mortalité diminue et expose donc la région à un vieillissement inévitable de sa population. Dans quelques années, une petite quantité de gens qui représenteront la population active devra subvenir à un nombre important de gens de plus de 65 ans.

# Le développement régional au Saguenay-Lac-Saint-Jean

**NDLR** — Ce texte a été réalisé par une étudiante de 19 ans des sciences de l'administration du Cégep de Jonquière. Mlle Line Noreau, du secteur Arvida, à Jonquière a présenté ce travail au concours provincial de Critère et il a été retenu par le comité des juges. Mlle Noreau avait intitulé sa recherche "Le développement régional au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ce travail nous apparaît intéressant et donne un aperçu assez juste de la région. Nous vous en livrons l'essentiel.

Depuis 1956, le pourcentage de la population régionale par rapport au reste du Québec ne cesse de décroître. De 5,1% qu'il était en 1956, il est descendu à 4,4% en 1971. Selon l'Office de planification et de développement du Québec, cette diminution se poursuivra.

La région étant éloignée des grands centres, elle ne connaît pratiquement pas les effets de l'immigration. En effet, 95,2% de la population est d'origine et de langue française. Toutefois, les effets de l'émigration se font sentir. En 30 ans, la région a vu partir 54,261 habitants.

## La colonisation

L'histoire du peuple saguenayen et jeannois prend ses origines près des cours d'eau. La colonisation en bordure du Saguenay et de plus en plus loin jusqu'au Lac-St-Jean remonte à un peu plus d'un siècle, soit vers 1838. Cette colonisation plutôt rapide a toutefois créé un peuple qui fut isolé pendant un long moment et qui peu à peu s'ouvre sur les autres. Cependant, cette période de retranchement a permis la naissance d'un langage, d'expressions et de coutumes caractéristiques à la région.

Il y avait de la vie dans la région bien avant que les Blancs viennent s'y installer en permanence. Les indiens Montagnais y vivaient paisiblement. Au 17ème siècle, la région constituait une route pour le commerce de la fourrure. Certains comptoirs de traite de l'époque sont devenus des villes dont Chicoutimi, Métabetchouan, Mistassini; ainsi baptisées par leurs habitants. La vocation première de ces villes fut donc le commerce. D'autres agglomérations sont nées de la création de moulin de papier comme ce fut le cas pour Rivière-du-Moulin ou pour l'abattage du bois comme à Grande-Baie ou l'Anse-St-Jean. Quelques villes plus récentes sont apparues suite à l'exploitation des ressources énergétiques et naturelles non transportables, comme à Arvida ou Kénoyami. Au Lac-St-Jean, la ville de Roberval, qui est une ville de services, est née du besoin d'une population à desservir. La rivière Saguenay a beaucoup favorisé l'activité forestière étant donné les avantages qu'elle offrait pour le transport du bois.

## La notion de région

Les régions administratives du Québec ont été créées dans le but de mieux comprendre l'économie en divisant selon différents critères les zones de productivité. Les problèmes des régions pouvaient ainsi être découverts plus rapidement avant que ceux-ci s'enveniment. Les régions devenaient plus réelles aux yeux des gouvernements étant donné leur plus petite taille. Ce découpage de régions a permis la constatation de l'importance d'un réseau urbain hiérarchisé à l'intérieur de chaque unité administrative. En effet, pour qu'une région soit équilibrée, il faut qu'elle possède un éventail de villes d'importance, de villes moyennes, de villages et de campagnes qui jouent le rôle que leur nature implique. De

la métropole régionale à la campagne, chaque palier d'un réseau urbain a une fonction bien précise à remplir.

Au Québec, il n'y a que la région de Montréal qui possède un réseau urbain hiérarchisé. Ailleurs dans la province, tous les niveaux du réseau urbain ne sont pas occupés. Ce fait n'aide certes pas au développement des régions périphériques. Les municipalités de ces régions n'ont pas suffisamment de force pour attirer les industries nécessaires au développement économique. Les services et les avantages qu'offrent ces villes ne sont pas compétitifs avec ceux disponibles dans des villes comme Montréal ou Québec.

Etant donné que le développement d'une région est possible lorsque celle-ci possède en plus des ressources naturelles, les structures pouvant mettre en valeur ces ressources; il faut donc que la région se munisse de bases solides aux niveaux administratif, économique et social.

## Non-respect de la hiérarchie

Au Saguenay-Lac-St-Jean comme dans les autres régions éloignées du Québec, la hiérarchie du réseau urbain n'est pas respectée. Aucune ville de la région 02 ne possède les attributs d'une métropole régionale. La ville de Chicoutimi avec son université, sa cour de justice, son hôpital spécialisé peut remplir le rôle de capitale régionale mais joue difficilement celui de métropole à cause de son faible bassin de population. Donc, la région ne peut créer un impact important sur le reste de la province, n'ayant pas de métropole dont le rôle aurait été de représenter et de promouvoir la région. On essaie bien de remplir cette lacune en faisant jouer à Chicoutimi, la capitale régionale, le rôle de métropole, mais tout cela ne fait qu'obliger cette ville à négliger les fonctions qui en font sa raison d'être.

L'O.P.D.Q. est formel sur ce point, il y a absence totale de hiérarchie dans le réseau urbain régional. Donc, comme je l'ai déjà mentionné, il devient difficile d'intéresser la population et les grandes industries à s'installer dans des régions périphériques où les services offerts sont minimes.

## Le rapport Castonguay

Il est étrange de constater qu'au chapitre du développement régional et urbain, le rapport Castonguay considère que le gouvernement ne doit pas imposer de politiques restrictives aux industries, au niveau des subventions, pour les inciter à s'installer dans d'autres municipalités que Montréal. Le rapport indique bien l'importance de la création de nouveaux centres urbains d'envergure, mais mentionne aussi qu'il ne faut pas employer de restrictions envers Montréal, car cette ville doit continuer de croître. Cependant, une question surgit. Comment réussira-t-on à intéresser les industries et se localiser loin des marchés et des grands centres urbains? Bien sûr, nous avons les matières premières, mais il faut qu'elles puissent être mises en valeur. Comment? Il faudrait

à ce moment-là modifier toute l'optique de l'entreprise privée. Toutefois, le rapport apporte une réponse en suggérant une certaine déconcentration des unités administratives gouvernementales dans des centres urbains en voie d'expansion afin d'augmenter encore davantage leur importance. C'est sûrement ce que tente de faire le gouvernement fédéral en localisant à Jonquière, un centre de données fiscales qui constituent un investissement considérable. Cependant, cela me semble insuffisant.

Le rapport Castonguay, comme certains autres rapports sur le développement des régions et du réseau urbain québécois, prône le regroupement des municipalités afin que celles-ci forment un noyau urbain de plus grande importance et pouvant créer un impact suffisamment fort sur la province pour ainsi provoquer le développement. On parle évidemment des rôles qu'aura à jouer cette nouvelle municipalité, comment elle devra se structurer. Cependant, je crois qu'il est important qu'une région ne soit pas à la "remorque" d'une seule ville, aussi vaste et forte soit-elle. C'est justement l'aspect que l'on semble négliger dans toutes ces études de regroupements. Tous les efforts sont orientés vers le seul but de forcer le développement régional en créant une super-ville. Pourtant, lorsque cela se produit, tout un ensemble de villes moyennes, villes, villages et campagnes disparaît dans cette structure gigantesque et impersonnelle.

## Regroupements

Au Saguenay-Lac-St-Jean, nous avons déjà subi les effets de trois regroupements municipaux. Ceux des villes de Jonquière, Kénoyami et Arvida qui forment la nouvelle ville de Jonquière; les villes de Chicoutimi, Chicoutimi-Nord et Rivière-du-Moulin formant la nouvelle ville de Chicoutimi; et les villes de Port-Alfred et Bagotville formant la Ville de La Baie. Ces municipalités physiquement près l'une de l'autre sont apparues comme cibles idéales d'un regroupement. Un autre grand projet de regroupement est actuellement à se structurer. Il impliquerait les nouvelles grandes villes de Jonquière, Chicoutimi et de La Baie. Cette grande ville porterait le nom de Ville Saguenay et engloberait tout le Haut-Saguenay. A partir de là, le réseau urbain qui n'était déjà pas très fort, le sera encore moins puisqu'il y aura dorénavant absence de capitale régionale, de villes moyennes et de villes. Il y aura bien sûr une métropole mais à quel prix. Un problème ne manquera certainement pas d'apparaître à l'intérieur de cette grande ville: il y aura fuite et non-recrutement de petites et moyennes entreprises. En effet, il y aura uniformité de taxes dans tout le secteur et les PME qui recherchent des terrains peu dispendieux et des services peu coûteux ne pourront pas affronter la hausse de ces taxes. Cela constituera une lourde perte pour notre économie en plus de créer de nombreux autres problèmes connexes comme le chômage. Les PME se localisaient auparavant dans les villages ou villes où les taxes étaient moins élevées.

La solution de regroupement que propose le rapport Caston-

guay pour développer les régions n'est donc pas dénué de mauvais côtés. Il faudra ou trouver autre chose pour renforcer le réseau urbain, ou bien des solutions réalistes devront être apportées pour résoudre les problèmes que les regroupements municipaux amènent.

## Le développement régional

Il est possible d'organiser le développement d'une région. Les bases du plan agro-forestier actuellement mis sur pied au Saguenay-Lac-St-Jean sont un départ vers un développement agricole logique. A partir d'un inventaire des ressources agricoles régionales, le ministère de l'Agriculture en collaboration avec des autorités régionales, préconise une recherche de la véritable vocation agricole du Saguenay-Lac-St-Jean. Suite à cela, il sera possible d'encourager, de promouvoir les secteurs qui sont prometteurs. Ainsi, les efforts des dirigeants seront coordonnés et certainement plus efficaces. L'agriculture sera zébrée.

Le développement agricole se fera donc à partir des ressources disponibles, des conditions locales et des possibilités d'avenir; donc sur des bases solides plutôt qu'en poussant ce développement de tout côté en créant une agriculture disparate, faible et sans lendemain.

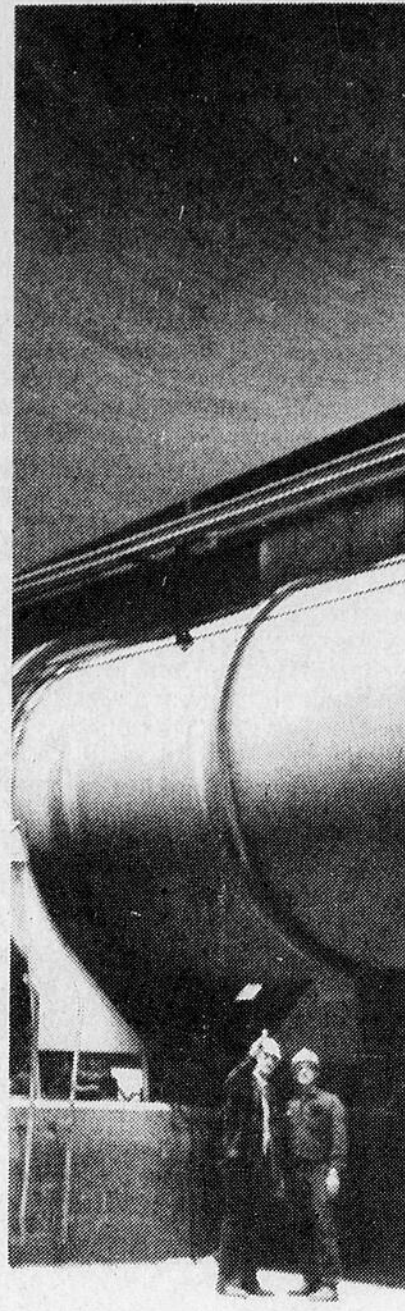
L'exemple du plan agro-forestier devrait être pris en considération par tous les secteurs recherchant les moyens, les voies de leur développement. Les autorités concernées pourraient investir à des risques réduits et donnant des résultats plus que satisfaisants.

La forêt du Saguenay-Lac-St-Jean est une ressource à considérer dans le développement de la région. Les essences qu'on y rencontre ne sont pas de grandes valeurs, mais leur quantité est si considérable que le poids économique de la forêt est tout de même important. Bien qu'une partie de la forêt régionale soit actuellement exploitée, la plus grande superficie reste encore à être employée.

Le bassin hydrographique régional constitue un attrait physique et économique. Ce bassin de 85,000 kilomètres carrés est composé de cours d'eau puissants pouvant fournir l'électricité essentielle aux grandes industries et permettant aussi le transport. Cette ressource renouvelable est sûre car le débit des rivières régionales est régulier et constant. Donc, au niveau de l'énergie hydro-électrique et du secteur touristique, les cours d'eau de la région constituent un élément important à développer.

## Les mines

Le secteur minier est au début de son expansion dans la région. Nous en sommes encore au stade de l'exploration, mais les recherches effectuées nous permettent de croire que le secteur minier pourrait devenir important. Les effectifs sont là. Il n'y a qu'à mentionner les réserves de fer des gisements du lac Alban, des gisements de colomboïde de St-Honoré, du calcaire cristallin, de la silice et du granit qui sont également présents dans la région. Tout récemment, la Société québécoise d'exploitation minière a fait la découverte d'un important gisement d'uranium au nord de Girardville, dans le "haut du lac". Il ne faut pas omettre de parler du cuivre présent en



quantité importante dans le secteur de Chibougamau.

Donc, il faudra bien qu'un jour des industries s'installent dans la région pour exploiter ces ressources non transportables. Cependant, ce jour devrait être précipité avant que la région ne perde son dynamisme.

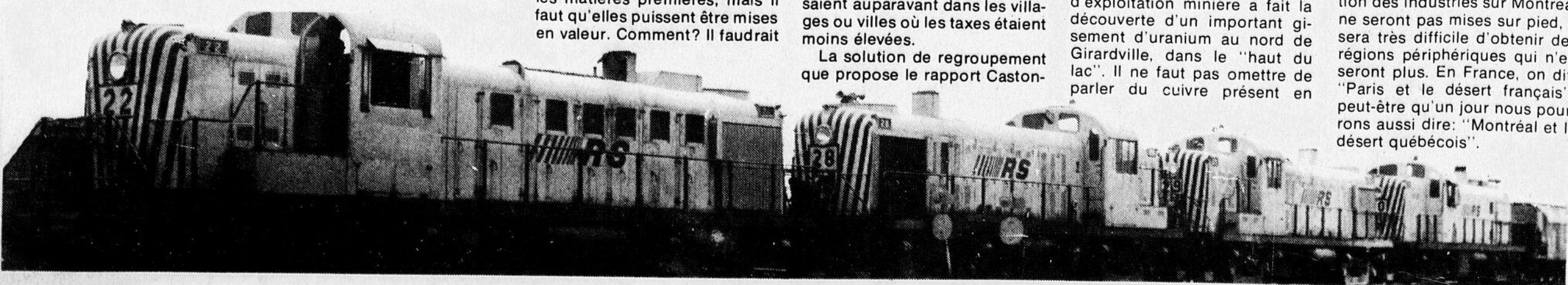
## Chômage

La forte émigration que connaît la région est un indice certain de notre faiblesse économique. En effet, lorsqu'une région ne peut fournir suffisamment d'emplois pour garder ses habitants sur place, sa situation est critique. Au Saguenay-Lac-St-Jean, en décembre 1977, le chômage atteignait le chiffre incroyablement de 14,1%, soit une augmentation de plus de 3%.

La région bénéficie de nombreux projets des gouvernements pour pallier temporairement au chômage. Malheureusement, ce n'est pas à l'intérieur de ceux-ci qu'elle pourra se munir de structures économiques solides. Ces projets sont sans avenir. Il faudrait étudier les possibilités et les besoins de la région, comme le fait le plan agro-forestier de par sa définition. Les projets gouvernementaux ne font que feux de paille parce qu'ils n'ont qu'un seul objectif: créer des emplois. On invente donc toutes sortes d'activités qui occuperont les populations mais qui, finalement, ne répondront pas à de véritables besoins. Leur avenir en est que plus réduit encore. Je verrais la réelle orientation de ces projets dans l'étude des possibilités qu'offre la région dans le futur. Donc, avec des projets qui auraient dû promouvoir le développement régional en fournissant des emplois à la population, on a pu constater que "les déséquilibres de croissance des villes du Québec se sont accentués au lieu de s'atténuer au cours des dernières années".

## Conclusion

Il faudra qu'à un certain moment, les gouvernements choisissent entre une province ayant plusieurs villes d'importance et de force égale comme en Allemagne fédérale ou entre une province n'étant qu'un sous-pays dirigé par un monstre du gigantisme comme Montréal. Cette structure ressemblera étrangement à celle des pays sous-développés, qui comporte une métropole et... le reste. Tant et aussi longtemps que des politiques fermes de déconcentration des industries sur Montréal ne seront pas mises sur pied, il sera très difficile d'obtenir des régions périphériques qui n'en seront plus. En France, on dit: "Paris et le désert français"; peut-être qu'un jour nous pourrions aussi dire: "Montréal et le désert québécois".



# La femme a aussi son rôle à jouer dans le développement économique régional

A titre de mouvement social, nous sommes surtout préoccupées des **retombées sociales** des problèmes économiques actuels, dont nous cherchons les causes et les remèdes.

On conviendra facilement que l'économie familiale est d'abord le lot des femmes et que l'économie régionale est son prolongement, en principe.

On sait les conséquences personnelles du désœuvrement qui accompagne le chômage: lassitude, mécontentement, sentiment d'injustice, perte de l'ambition, tentative de critique sinon de révolte, climat psychologique d'insécurité, de désespérance dans l'avenir, etc...

Les conséquences familiales et sociales ne sont pas moins dommageables.

Notre économie régionale repose d'abord sur trois grosses compagnies, mais les petite et moyenne entreprises sont aussi génératrices d'un bon nombre d'emplois (53 pour cent des emplois au Québec proviennent de la PME).

La PME est le plus important facteur de stabilité sociale au Québec. C'est elle que nous devons défendre. C'est elle qui doit faire équilibre aux multinationales. C'est elle qui doit conserver le dynamisme de la région. C'est elle qui est en grande difficulté; soixante-quinze (75) ont fermé leur porte en 1976 dans la province, pour faire 9,000 chômeurs de plus.

Le problème est vaste, les causes sont multiples, les solutions sont complexes. Mais si les travailleurs étaient appelés à participer davantage à la vie de l'entreprise, peut-être augmenteraient-ils leur productivité? Peut-être prévoieraient-ils, à long terme, l'avenir de leur gagne-pain? La cogestion serait donc à mon sens la solution à envisager. D'ailleurs, plusieurs expériences sont en voie de réalisation et s'avèrent efficaces, comme "Harvey Transport", pour ne citer qu'un exemple.

## Entreprises familiales

Ce qui a particulièrement retenu notre attention dernièrement, ce sont les entreprises familiales et parafamiliales.

L'AFEAS a réalisé récemment, à travers la province, une enquête sur "Le statut légal et financier de la femme collaboratrice de son mari dans une entreprise à but lucratif". On sait que la petite entreprise familiale a été presque seule existante sur le sol québécois pendant des générations, et que la femme qui a travaillé

**NDLR** — Mme Bernadette Audet est la présidente de l'AFEAS régionale. Elle participait récemment au Carrefour Travail organisé par le Conseil régional de développement sous le thème "Le développement régional, l'affaire de tous". Nous reproduisons ici les grandes lignes de son exposé.

en collaboration avec son mari a été la cartisane de l'histoire économique au Québec. Encore aujourd'hui, 84 pour cent de ces types d'entreprises sont à propriétaire unique.

Un des éléments qui nuisent à la prospérité et à la continuité de l'entreprise familiale, c'est la situation financière et sociale des femmes qui y travaillent et qui n'ont pas accès à aucune des mesures de sécurité sociale garanties aux autres travailleurs.

La femme serait sans doute la partenaire la plus intéressée à la survie de l'entreprise et la plus apte à susciter la collaboration des enfants. Si on accordait à la femme collaboratrice de son mari des droits fondamentaux: droit au travail et droit aux avantages sociaux statutaires que tous les autres travailleurs retirent de leur travail, ces petites entreprises amélioreraient leur productivité.

## L'achat chez nous, c'est quoi?

Le principe de "l'achat chez nous" vaut aussi pour favoriser l'économie régionale, mais à condition que **chez nous** produise, que **chez nous** exploite son produit, que **chez nous** ait quelque chose à vendre et qu'on veuille bien l'acheter **chez lui**.

Si une chaussure fabriquée au Québec se vend deux dollars (\$2.00) de plus que la chaussure provenant de l'étranger et que, par contre, la chaussure achetée de l'extérieur fait deux (2) chômeurs de plus, que doit-on faire?

Je pense aussi à la ressource du **bleuet**. On aurait cueilli à peine 2 pour cent de la récolte cette année... et, naturellement, on les envoie en grande partie aux Etats-Unis, pour qu'ils nous les retournent en tartes pâteuses et "débleuetisées".

Je me suis souvent demandée pourquoi nous n'avons pas encore de confiserie régionale, de liqueurs, de jus, de crème de bleuets, et quoi encore? La firme des vins Dulac est un exemple.

D'autre part, à propos du papier (faut-il être femme pour y penser?), nous sommes une

région capable de fabriquer le papier de toutes sortes et nous sommes envahis par les sacs de plastique. On pourrait faire "d'une pierre deux coups": économiser le pétrole qu'on n'a pas et utiliser le papier de chez nous.

## Education économique

Nous pensons que ce ne sont pas les capitaux qui manquent, mais plutôt l'éducation à la vie économique: éducation à l'école; éducation chez les adultes; éducation qui poursuivrait le changement des **mentalités et des attitudes**, pour passer d'une mentalité de **pur employé irresponsable** à une mentalité de **participant** à l'entreprise et au bien de la communauté économique; d'une mentalité de **consommateur** à une mentalité de **producteur**.

Bref, une éducation sociale qui vise une conscience communautaire, une conscience du bien de tous, un sentiment de coresponsabilité à l'édification et au progrès de la région.

Je me prends parfois à souhaiter que les syndicats diminuent leurs exigences vis-à-vis des petite et moyenne entreprises; qu'ils encouragent les compagnies à investir leurs profits. Si 10 pour cent des hausses de salaire obtenues au Saguenay depuis dix (10) ans avait été investi dans la production, on aurait peut-être quelques coops millionnaires...

Le bill 45 ne pourrait-il pas, lui aussi, adoucir certains de ses articles en faveur de la PME?...

Compter sur le soutien des pouvoirs publics, c'est normal; attendre toute initiative des pouvoirs publics, c'est le suicide. Il faudrait cesser de nous replier sur nous-mêmes et d'attendre les chèques du gouvernement.

Il faudrait créer un climat propice pour que les gens aient le goût d'investir, ne serait-ce que pour créer un ou deux emplois.

Entre l'achat d'une Cadillac et d'une Chevrolet modeste, il peut y avoir \$2,500 de balance investissable et, dans bien des cas, le même service, sauf la vanité et le sentiment de toute-puissance au volant.

Je laisse aux savants et puissants messieurs le soin de parler d'équilibre et de contingentement des importations, de parler de marché extérieur pour des grandes entreprises, etc.

Je souhaiterais quand même que les législateurs aient autre chose à nous reprocher que "de ne pas assez dépenser" (allusion à un



Mme Bernadette Audet

récent discours du ministre Chrétien). Du moins qu'ils nous incitent à dépenser un investissement.

Enfin, nous sommes assurées qu'il est inutile de se creuser la tête pour trouver des trucs de relance économique si, avant tout, nous ne travaillons pas au changement des mentalités.

## L'Expansion Économique

# Un Coup de Main de Main

## au développement de Chicoutimi

## par des gens de chez-nous

### EXECUTIF

**Réjean Gaudin**  
président  
**Yvon Gobeil**  
1er vice-président  
**Edgar Bergeron**  
2ième vice-président  
**Antoine Gauthier**  
trésorier  
**Pierre Joron**  
secrétaire

### PERSONNEL

**Gérald Brassard**  
directeur général  
**Clément Vaillancourt**  
directeur-adjoint  
**Guy Parent**  
directeur des services touristiques  
**Jean-Claude Villeneuve**  
directeur du réaménagement

**Gaston Jalbert**  
commissaire au tourisme  
**Claude Lavoie**  
chargé de projet  
**Bibiane Nicole**  
secrétaire  
**Carole Asselin**  
secrétaire  
**Pierrette Bourgeau**  
secrétaire

Un Coup de Main  
Un Coup de Main  
Un Coup de Main  
Un Coup de Main  
Un Coup de Main  
Un Coup de Main  
Un Coup de Main  
Un Coup de Main  
Un Coup de Main  
Un Coup de Main  
Un Coup de Main

pour faciliter l'action de tous ceux qui désirent s'implanter dans le parc industriel du Haut-Saguenay. La S.E.E.S. offre près de douze (12) millions de pi. car., de terrain dans le parc industriel.

pour faire des représentations auprès des organismes publics afin d'accentuer le développement économique de notre région.

pour vous aider à préparer des dossiers afin d'obtenir des subventions, des prêts.

pour dépanner des entreprises dans les situations où des emplois sont en danger de disparition.

pour aider les entreprises voulant prendre de l'expansion.

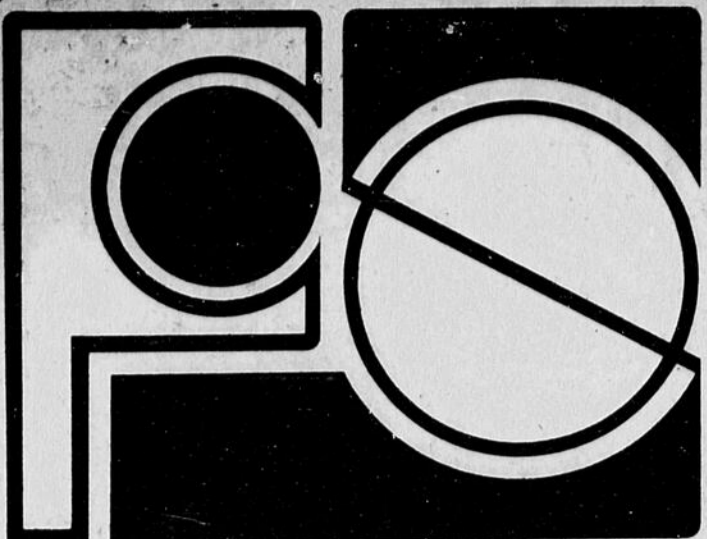
pour organiser des expositions, des colloques de nature à favoriser les échanges industriels.

dans l'éducation économique (crippe), dans le développement du centre-ville (réaménagement de la zone ferroviaire et portuaire), dans les comités d'études majeurs (comité sur l'aluminium).

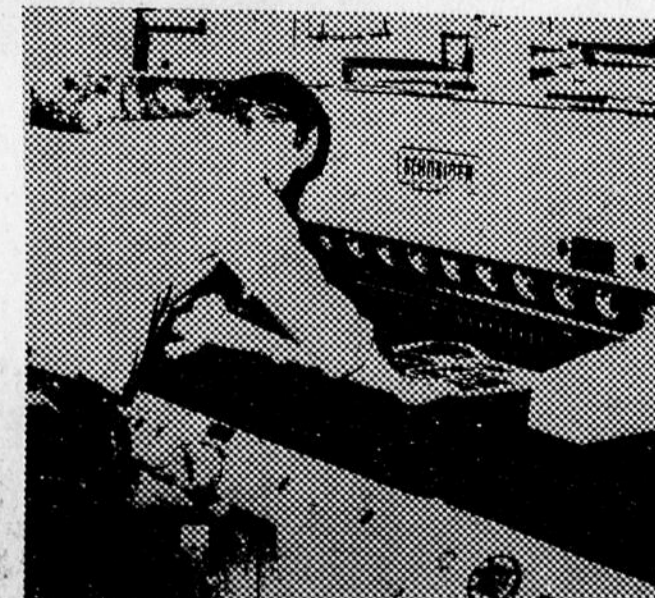
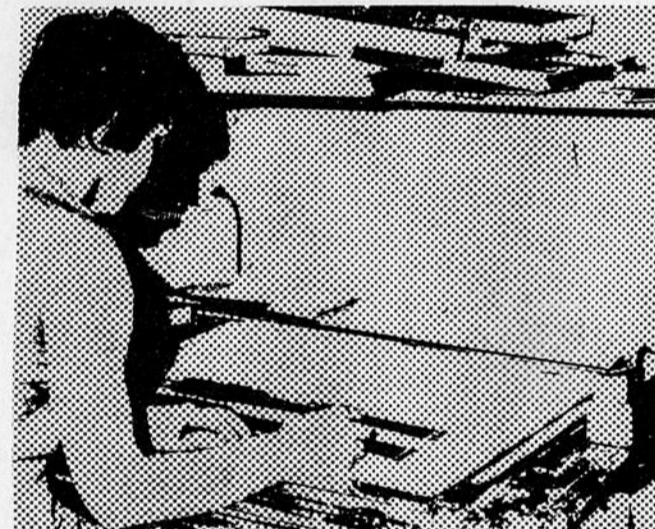
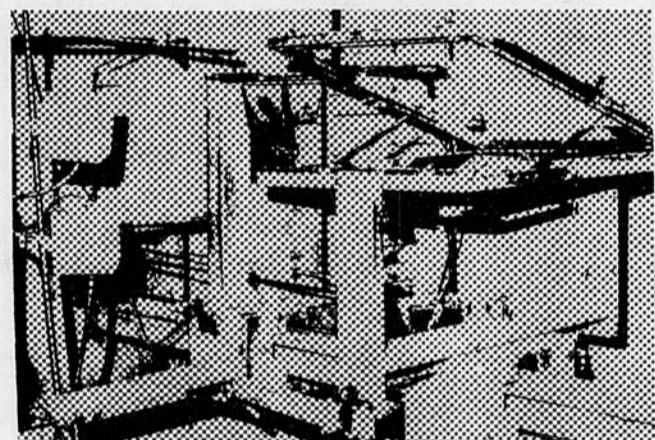
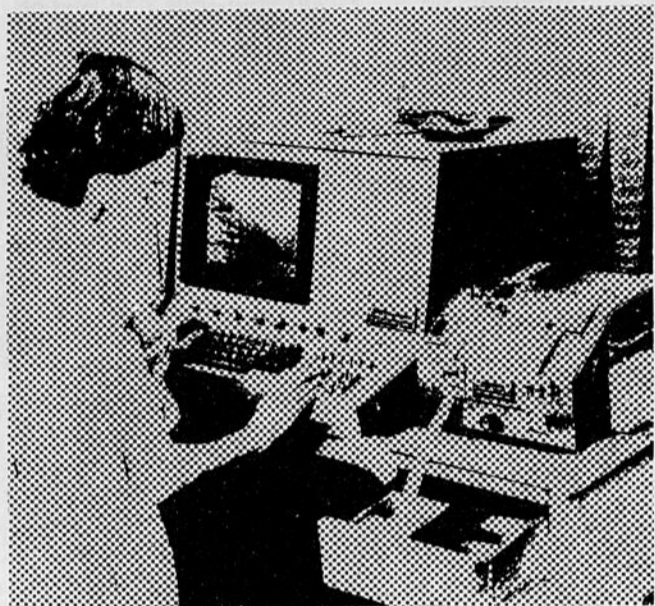
pour organiser, planifier des congrès, des excursions et des activités touristiques. La S.E.E.S. Inc. met à votre disposition un service d'information (brochures, cartes, etc.) ainsi qu'un service de guides touristiques. dans les attractions touristiques d'envergure provinciale, nationale et internationale afin de faire connaître Chicoutimi comme la ville du tourisme par excellence. au développement industriel, commercial et touristique de Chicoutimi.



Société d'Expansion Economique du Saguenay inc.  
201 rue Racine est,  
Chicoutimi, Que.  
G7H 5B8, tel. (418) 549-7527



**pro sag**



# LE PROGRES DU SAGUENAY LTEE poursuit son essor à l'avantage du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Un siècle pour bâtir un pays, c'est bien peu. Pourtant, en moins de cent ans, la région du Saguenay-Lac-St-Jean s'est créée et a grandi pour atteindre la maturité. Depuis 90 ans, **Le Progrès du Saguenay** a suivi l'essor de la région. Née en 1887, alors que la région ne comptait que 20,000 habitants, l'entreprise informe et reflète aujourd'hui une population de près de 280,000 personnes. En présentant le premier numéro de son journal, le 18 août 1887, Alphonse Guay écrivait: "Le Progrès du Saguenay", c'est un nom heureusement choisi, croyons-nous; en effet, qui connaît le Saguenay doit convenir que le progrès ne lui a pas manqué depuis 40 ans." Mais ce pionnier devait bien se douter que l'essor de la région allait continuer. Et sa première édition reflétait un dynamisme et une confiance en l'avenir que l'on retrouve encore aujourd'hui dans la région. Avec ses 185 employés permanents, ses 100 employés occasionnels et ses 2,000 camelots, l'entreprise représente sans doute la plus importante du secteur privé au Saguenay.

## L'ACHAT CHEZ NOUS

Comme notre entreprise a évolué grâce à l'essor économique de la région, **Le Progrès du Saguenay** veille constamment à entretenir cet essor et ce dynamisme régional. Outre les salaires qui constituent une masse monétaire importante, soit près de \$3,500,000.00 par année, la direction du **Progrès**, qui opère une imprimerie commerciale et publie **Progrès-Dimanche** et le **Quotidien**, applique une rigoureuse politique d'achat chez nous. A partir de quelque 4,500 tonnes de papier que nous utilisons annuellement représentant un achat de près d'un million de dollars à la Compagnie Price d'Alma, en passant par les travaux d'entretien et de réparation des grosses pièces d'équipement et d'ameublement, jusqu'aux fournitures de tout genre, nous faisons confiance à la région.

## EN PLEIN ESSOR

En 1964, ce fut pour **Le Progrès** un nouveau départ avec le lancement du **Progrès-Dimanche**. Nous avons été bien inspirés en présentant à la population un hebdomadaire tout à fait nouveau. Après un an, le tirage atteignait 18,000 exemplaires. En 1974, il avait doublé pour atteindre 40,000 copies. Cette année, un nouveau cap est franchi puisque nous dépassons les 50,000 exemplaires vendus. Quant au **Quotidien**, son lancement en 1973 a créé quelque 75 nouveaux emplois. Le journal est très bien accepté par la population. Son tirage monte à un rythme intéressant et les entreprises commerciales font de plus en plus confiance à sa pénétration. Il atteint présentement plus de 26,000 exemplaires vendus.

## CONSTRUCTION NOUVELLE



Pour suivre l'évolution et continuer à servir de mieux en mieux sa clientèle, **Le Progrès du Saguenay Limitée** entreprendra bientôt la construction d'un nouvel édifice. D'une superficie de quelque 40,000 pieds carrés de plancher, la bâtisse abritera les nouveaux locaux de l'entreprise qui sera ainsi déménagée le long du boulevard Talbot, près du boulevard de l'Université. Ce projet nécessitera des investissements de quelque 2½ millions de dollars en incluant le renouvellement d'une partie de l'équipement. Oui, nous participons à l'essor de la région. En manifestant votre confiance à l'endroit du **Progrès du Saguenay** et de ses publications, vous aidez vous-même en stimulant l'économie régionale.

Quant à nous, comme par le passé, nous continuerons à appuyer les gens de chez-nous par des campagnes vigoureusement menées à l'avantage du Saguenay-Lac-St-Jean.

*Gustave Vaehon*  
Président et directeur général.

# La Fondation de l'UQAC a versé \$100,000 à la recherche en 1977

La Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi a versé \$99,900 aux travaux de recherche, l'an dernier. Ce montant représente une augmentation de 75.8% en comparaison avec l'année précédente.

Signalons que la Fondation de l'UQAC, sous la présidence de M. Paul-Gaston Tremblay, dispose d'un capital de \$1,474,000 dont le rendement seulement est utilisé au financement des travaux de recherche.

Voici d'ailleurs la description des principaux projets qui ont bénéficié d'une aide financière de la Fondation.

### Publication d'un livre français-cris:

C'est un ouvrage d'une très grande valeur sur un cours de français-cris que les Presses de l'Université du Québec acceptent de publier. L'aide financière accordée par la Fondation pour préparer le manuscrit s'élève à \$3,500.00. L'ouvrage s'inscrit dans la collection Tekouirimat de l'Université du Québec à Chicoutimi et est du père Louis-P. Vaillancourt.

### L'humanisation de l'enseignement:

Il s'agit de l'Opération humanisation (projet OH) qui vise à l'intégration des fonctions d'organisation aux besoins du réseau d'éducation du Saguenay-Lac-St-Jean. L'expérience pilote s'est effectuée à la polyvalente Charles-Gravel de Chicoutimi, secteur nord. Une entente est intervenue avec les directeurs généraux pour étendre l'expérience à l'ensemble du territoire régional (\$8,000.00).

### Schéma d'aménagement des monts, ravins et berges du Haut-Saguenay:

Le rapport final de ce schéma d'aménagement des monts, ravins et berges de la conurbation du Haut-Saguenay sera présenté à la population régionale en mai 1978. Dans la première tranche du projet, la subvention de \$3,000.00 accordée cette année a permis à l'équipe de dresser la carte du potentiel récréatif, éducatif et paysagiste à la fois pour l'hiver et l'été, des ravins et des monts des secteurs de Chicoutimi et d'Arvida. Dans la dernière étape, on a complété les relevés de terrain dans les secteurs de Jonquière et de Kénogami (\$3,000.00).

### Les cultures abritées:

Les serres qui se profilent à l'arrière du bloc-laboratoires de l'Université du Québec à Chicoutimi ont été dressées grâce en partie à des subventions de la Fondation (cette année, \$10,000.00) dans le cadre d'une recherche sur les cultures abritées. L'équipe s'applique à mettre au point un système de culture ne nécessitant aucun apport d'énergie du premier mars au 15 octobre. Dans un deuxième temps, on étudie la possibilité de procéder, sous abris, avec un coût énergétique minime, des cultures de légumes pendant toute l'année. On étudiera enfin l'implantation des cultures sous abris dans le Moyen-Nord et à la Baie James. Ce projet qui suscite beaucoup d'intérêt, non seulement au Saguenay-Lac-St-Jean, mais dans l'ensemble du Québec, a déjà fait l'objet d'un colloque provincial à l'UQAC.

### L'examen de nos ressources minérales (\$12,000.00):

Trois équipes participent à cette étude des problèmes géologiques reliés à la minéralisation dans le précambrien avec une emphase sur la région de Chibougamau. Les chercheurs s'appliquent à résoudre des problèmes fondamentaux touchant l'épuisement des sources de minerai, l'appauvrissement progressif des concentrés et la difficulté de traitement de certains minerais par des méthodes conventionnelles.

Ils veulent, notamment, contribuer à l'établissement d'un modèle métallo-génétique régional.

### Sulfures métalliques:

Les travaux complexes entrepris sous l'appellation de l'hydrométallurgie et l'électrolyse: olution des sulfures métalliques visent notamment une économie d'énergie dans le traitement de minerais sulfurés de cuivre, de nickel, de plomb, de zinc et d'étain qu'on trouve en grande quantité au Moyen-Nord et au Nord québécois. Avec une économie d'énergie, on réduit la pollution et on réduit le coût d'une exploitation en usine (\$12,000.00).

### Métallurgie extractive:

Ce projet étudie la possibilité de traiter le minerai dans un plasma et d'obtenir du niobium à partir du pyrochlore. On veut ainsi extraire des métaux rares comme les gisements connus de Saint-Honoré, que l'on peut difficilement obtenir par des moyens conventionnels. La poursuite de ces travaux ont conduit des membres de l'équipe au laboratoire des Ultra-Réfractaires du CNRS-France au cours de l'année 1977. Ces études répondent très bien aux objectifs du laboratoire des hautes températures de l'Université du Québec à Chicoutimi (\$6,000.00).

### Accessibilité à l'informatique dans la PME:

Ce projet, dont la commandite par la Fondation se chiffre par \$10,000.00, a pour objet l'analyse à l'accessibilité à l'informatique dans la petite et moyenne entreprises. Il permettra d'établir un modèle général de fonctionnement de l'informatique dans la PME et de créer un noyau universitaire de compétence en informatique appliquée à la PME en collaboration étroite avec les entreprises régionales. Le projet comporte également l'analyse modélisation et transformation du système d'information comptable (informatique) de la Société d'Electrolyse et de Chimie Alcan Ltée (projet conjoint subventionné également par l'Alcan et la Fondation de l'UQAC). Le but est d'évaluer les systèmes d'information comptable dans un contexte de structures administratives décentralisées.

### L'enfance inadaptée:

La Fondation a appuyé également financièrement (\$6,000.00) à la recherche sur un nouveau modèle d'encadrement (humain et matériel) des maîtres en enfance inadaptée.

### Lignes de transport d'énergie:

La Fondation a accordé un montant de \$5,400.00 à la poursuite de l'étude entreprise sur la formation du verglas ou givre sur les lignes de transport d'énergie et sur les moyens d'enrayer ce phénomène. Cette recherche a nécessité la construction d'une soufflerie réfrigérée en circuit fermé. Le ventilateur permet d'atteindre la vitesse prévue de 90 milles à l'heure.

### L'oeuvre de Mgr Labrecque:

Une somme de \$2,000.00 a été attribuée à l'analyse de l'activité sociale de Mgr Labrecque, évêque de Chicoutimi, de 1892 à 1927. La recherche a permis de relever l'intérêt de cet évêque envers l'agriculture et la colonisation. A maintes reprises, Mgr Labrecque encouragera les curés de son diocèse à favoriser l'implantation de petites industries locales, supportées par des capitaux locaux. Son objectif d'industrialiser la région du Saguenay le rapprochera très souvent des milieux d'affaires.

### Publication de Protée:

La Fondation a défrayé la publication de deux numéros de "Protée" (\$4,000.00), une revue littéraire émanant du département des

Sciences humaines de l'Université du Québec, à Chicoutimi. Le volume double (numéro V) comprend les actes du colloque sur les religions populaires tenu à l'UQAC, en 1975, et un index, par numéro, par auteur et par sujet de tous les numéros parus de Protée. Le numéro 1 du volume VI portera sur l'histoire des écoles préalables de l'UQAC.

### La pratique du sacrement de pénitence:

Un crédit de \$4,000.00 a été réservé à une recherche sur la pratique du sacrement de pénitence au Saguenay-Lac-St-Jean. Une équipe formée de professeurs du département des Sciences religieuses procède à l'inventaire et à l'analyse systématique des problèmes rencontrés par les catholiques du diocèse dans la pratique du sacrement de pénitence. On identifie des causes réelles de la désaffection croissante envers ce sacrement et des nouvelles formes d'expression religieuse du pardon souhaitées par les catholiques d'ici.

### Fichier documentaire sur le Moyen-Nord:

Parmi les initiatives subventionnées par la Fondation, mentionnons le montage d'un fichier documentaire sur le Moyen-Nord

(\$3,000.00). L'université s'enrichira ainsi d'une masse de documents, 1,300 au total, qui ont été indexés, traités et classés.

### Les ressources forestières:

Ce projet subventionné à raison de \$3,000.00 est axé sur les possibilités d'exploitation de nos richesses forestières par la mise en valeur de produits naturels extraits du bois entier de l'épinette blanche et de l'épinette noire. Dans la première étape, on a relevé la présence de 17 produits dont cinq majeurs. Les promoteurs du projet prévoient la construction d'une usine-pilote en 1978. La recherche devrait déboucher sur des applications concrètes, car des projets ont déjà fait l'objet d'ententes avec des industriels.

### Productivité biologique du lac St-Jean:

La Fondation a prévu le versement de \$6,000.00 à une recherche sur la productivité biologique des eaux du lac St-Jean. Les premiers travaux ont laissé une nette impression de pauvreté concernant le plancton et l'analyse du benthos. Et, on a constaté que les éperlans sont très petits par rapport aux populations d'autres lacs. Les chercheurs espèrent pouvoir apporter une explication au moins partielle de ces phénomènes.



UNE AFFAIRE REGIONALE — La Fondation de l'UQAC a recueilli ses fonds auprès de 800 souscripteurs de la région. Ici, le directeur général de la fondation, M. Jean-Paul Lessard, discute avec un des souscripteurs.

## Grâce à vous...

Grâce à vous, c'est possible! Il vous suffit d'élaborer un projet de création d'une nouvelle entreprise manufacturière au Québec et de nous en parler. Notre programme d'assistance financière à l'industrie manufacturière peut peut-être vous donner les moyens qui vous manquent.

## Bâtissons ensemble



Gouvernement du Canada

Government of Canada

Expansion Économique Régionale

Regional Economic Expansion

MARCEL LESSARD, ministre

**Montréal:**  
800 Place Victoria  
Bureau 4328  
Montréal, Québec  
H4Z 1E8  
Tél. (514) 283-4262

**Québec:**  
220 est. Grande-Allée  
Bureau 820  
Québec, Québec  
G1R 2J1  
Tél. (418) 694-4826

**Rimouski:**  
320 est. rue St-Germain  
Bureau 401  
Rimouski, Québec  
G5L 1C2  
Tél. (418) 723-9426

**Alma:**  
Plaza III  
690, rue Sacré-Coeur ouest  
Alma, Québec  
G8B 6V4

**Val-d'Or:**  
Place du Québec  
888, 3e avenue  
3e étage  
Val-d'Or, Québec  
J9P 5E6

Veillez me faire parvenir de la documentation sur votre programme de subventions à l'industrie manufacturière.

Nom \_\_\_\_\_ Titre \_\_\_\_\_

Nom de la compagnie \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

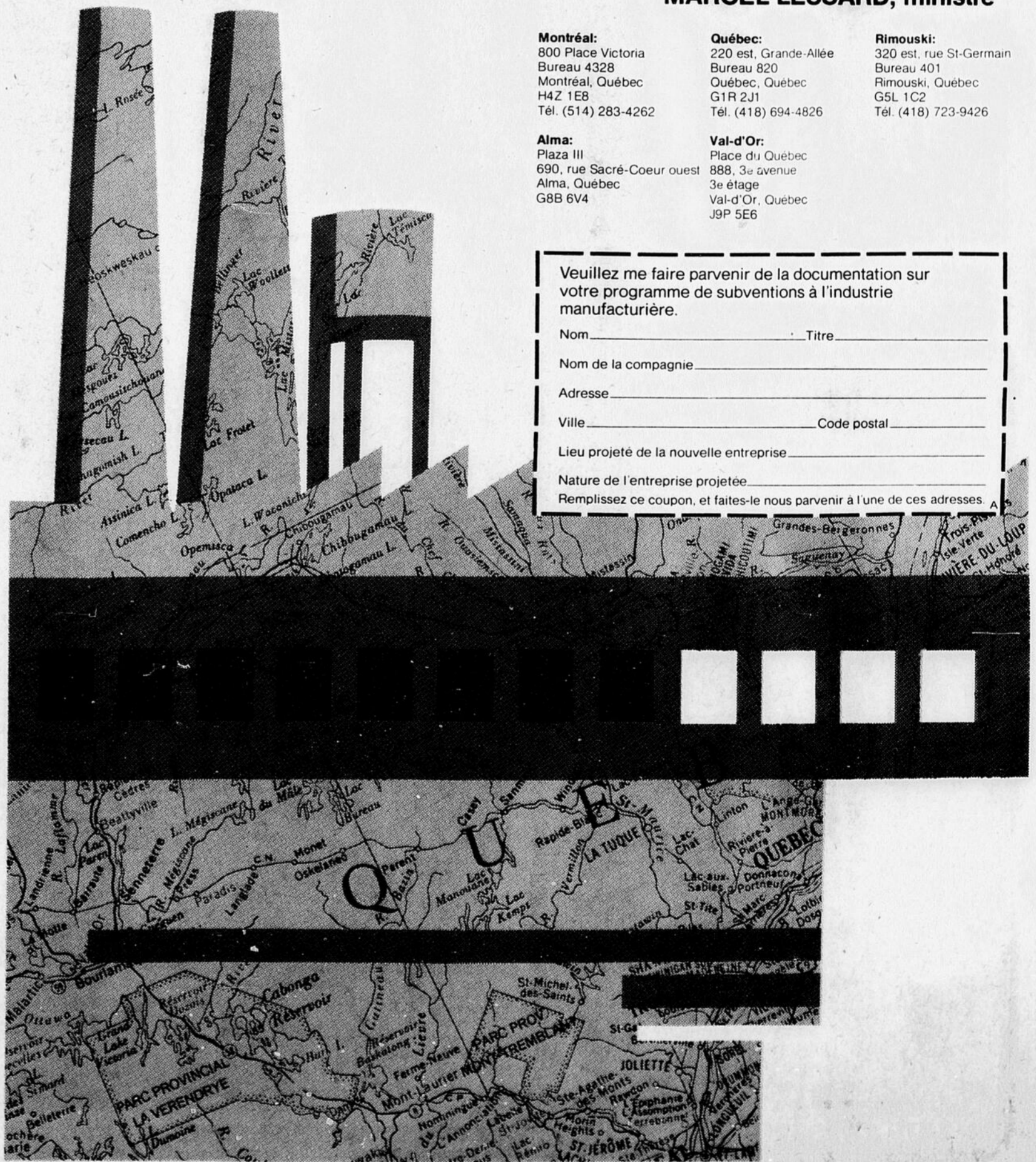
Lieu projeté de la nouvelle entreprise \_\_\_\_\_

Nature de l'entreprise projetée \_\_\_\_\_

Remplissez ce coupon, et faites-le nous parvenir à l'une de ces adresses.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION de la fondation dirigé par M. Paul-Gaston Tremblay se réunit régulièrement pour prendre connaissance des projets qui lui sont soumis.





# La Cie de Fenêtres du Saguenay Inc.

1292, boul. St-Paul — Chicoutimi 549-7837

## Nous sommes les premiers... et nous entendons le demeurer

VOICI L'EQUIPE QUI NOUS PERMET DE RESPECTER CE SLOGAN

### DEPARTEMENT DES VENTES



**André Claveau**  
directeur général



**Alain Tremblay**  
directeur des ventes



**Georges Gagnon**  
représentant



**Denis Lemieux**  
estimateur



**Jacques Raymond**  
contrôleur



**Serge Brassard**  
directeur de  
la production



**Roland Tremblay**  
responsable  
à la livraison



**Ginette Savard**  
secrétaire

### SPECIALITES:

- FENETRES PANORAMIQUES
- FENETRES A MANIVELLE
- FENETRES THERMO-COULISSANTES SOLARIS
- PORTES-PATIOS
- PORTES D'ACIER SOLARIS V

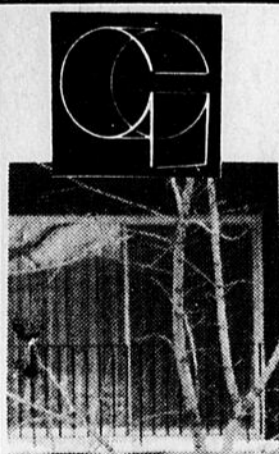
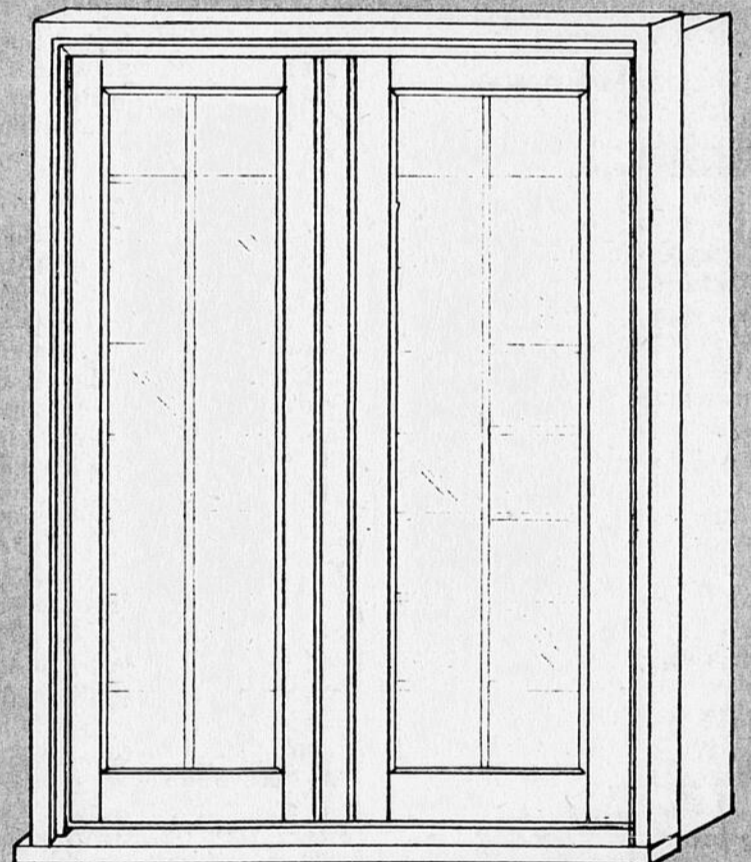
**NOUVEAU**

LA SEULE VERITABLE FENETRE DE STYLE  
CANADIEN FABRIQUEE DANS LA REGION

**NOUVEAU**

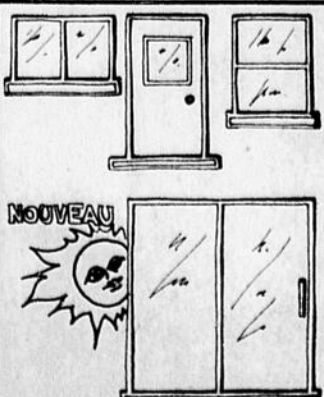
## LA SAGUENÉENNE

- ★ Construction robuste entièrement en cèdre
- ★ Vitrage scellé avec espace d'air 3/8" (thermos)
- ★ Assemblage à mortaise du cadre et des volets
- ★ Tous les joints du cadre sont scellés
- ★ Le volet ouvre jusqu'à 90°
- ★ Aucune quincaillerie apparente à l'extérieur
- ★ Conception spéciale de la baguette à vitrage pour recevoir le carrelage
- ★ Coupe-vent d'efficacité reconnue
- ★ Les parties en cèdre sont traitées par trempage dans une solution hydrofuge



DEPOSITAIRE DES  
Portes Couissantes Vinyle  
**SOLARPANE**  
S-700R

(Division CHARLEBOIS)



#### PENSEZ A VOUS

Pas de peinture  
Nettoyage facile  
Isolation accrue

Système de fenêtres et de portes  
avant-gardiste et super isolant  
grâce à l'utilisation du vinyle

Reversibilité complète  
Suspension avant-gardiste  
de la moustiquaire  
Glissement du panneau ouvrant  
roues tandem  
Utilisation du PVC plus de 1.000 fois  
moins conducteur que l'aluminium

Système de portes-patio

**ph** est un concepteur et un fabricant de systèmes de fenêtres et de portes

NOTRE PRINCIPAL  
FOURNISSEUR DE BOIS:

**Pin - Cèdre - Redwood**  
514-382-5050



NEOS FOREST PRODUCTS (1975) LTD.  
NEOS PRODUITS FORESTIERS (1975) LTEE  
9825, BOUL. ST-LAURENT, MONTREAL, QUE., H3L 2N5



LES PRODUITS **Duvernay** LTEE

"MANUFACTURIERS DE MOUSTIQUAIRES  
ET FENETRES DE PORTES"

Nous sommes heureux de transiger avec une compagnie  
progressive telle que la Cie de Fenêtres du Saguenay Inc.

POUR LA  
RENOVATION



NOTRE  
SPECIALISTE  
**Claudette**  
**Gagnon**  
VOUS CONSEILLERA  
ET VOUS  
PRESENTERA  
UN ESTIME GRATUIT